

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPIFRANCE

Société anonyme au capital de 5 440 000 000 €
Siège social : 27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 MAISONS-ALFORT CEDEX
320 252 489 R.C.S. Créteil

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2025**A. – Comptes individuels au 31 décembre 2024****I. – Bilan publiable de Bpifrance**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales		2 313,5	2 921,8
Effets publics et valeurs assimilées	6	10 661,4	8 383,4
Créances sur les établissements de crédit	3	386,6	713,4
- A vue		51,3	327,4
- A terme		335,3	386,0
Opérations avec la clientèle	4	42 113,5	41 426,8
- Créances commerciales		12,9	13,4
- Autres concours à la clientèle		35 892,6	35 308,5
- Comptes ordinaires débiteurs		6 208,0	6 104,9
Obligations et autres titres à revenu fixe	6	9 195,1	10 009,1
Actions et autres titres à revenu variable	6	30,8	135,9
Participations et autres titres détenus à long terme	7	45,6	45,0
Parts dans les entreprises liées	7	21 487,2	21 495,5
Crédit-bail et location avec option d'achat	5	6 157,1	5 989,3
Location simple	5	191,7	173,2
Immobilisations incorporelles	9	269,9	244,5
Immobilisations corporelles	9	25,2	25,9
Capital souscrit non versé		0,0	0,0
Actions propres	8	64,1	64,1
Aides au financement de l'innovation	10	468,2	481,4
Autres actifs	11	1 724,1	1 511,3
Comptes de régularisation	12	1 937,3	999,2
Total de l'actif		97 071,3	94 619,8

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit	13	9 799,3	13 821,6
- A vue		140,7	458,7
- A terme		9 658,6	13 362,9
Opérations avec la clientèle	14	2 034,0	1 995,3
- A vue		222,2	185,9
- A terme		1 811,8	1 809,4
Dettes représentées par un titre	15	49 796,0	42 363,2
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		7 114,6	6 410,4
- Emprunts obligataires		42 681,4	35 952,8
Autres passifs	16	2 450,0	2 767,5
Comptes de régularisation	17	2 950,0	3 267,2
Provisions	18	541,0	611,9
Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel	19	19,4	19,2
Fonds de garantie publics	20	5 024,6	5 213,5
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	21	1 391,3	1 697,4
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		235,2	235,2
Capitaux propres hors FRBG	22	22 830,5	22 627,8
- Capital souscrit		5 440,0	5 440,0
- Primes d'émission et de fusion		15 674,0	15 674,0

- Réserves		324,7	288,5
- Provisions réglementées, subventions d'investissement		148,2	162,7
- Report à nouveau		755,2	461,1
- Résultat de l'exercice		610,5	723,6
- Acomptes sur dividendes		-122,1	-122,1
Total du passif		97 071,3	94 619,8

Hors Bilan publiable de Bpifrance	Note	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	25		
- Engagements de financement			
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		0,0	42,0
. Engagements en faveur de la clientèle		10 212,8	10 212,3
- Engagements de garantie			
. Engagements d'ordre d'établissements de crédit		0,0	0,0
. Engagements d'ordre de la clientèle		15 566,0	15 017,4
- Engagements sur titres			
. Titres achetés avec faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements donnés		0,0	59,9
Engagements reçus	25		
- Engagements de financement			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		28 689,8	16 301,1
- Engagements de garantie			
. Engagements reçus d'établissements de crédit		2 061,2	2 038,7
- Engagements sur titres			
. Titres vendus avec la faculté de rachat ou de reprise		0,0	0,0
. Autres engagements reçus		0,0	0,1

II. – Compte de résultat publiable de Bpifrance

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	27	1 928,4	1 944,8
Intérêts et charges assimilées	28	-1 484,6	-1 462,0
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	29	1 409,8	1 322,2
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	30	-1 089,2	-1 094,7
Produits sur opérations de location simple	29	81,9	80,1
Charges sur opérations de location simple	30	-64,1	-67,2
Revenus des titres à revenu variable	31	562,7	691,7
Commissions (produits)	32	28,4	27,4
Commissions (charges)	32	-3,0	-3,0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	33	0,0	4,0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	34	-1,6	-34,6
Autres produits d'exploitation bancaire	35	167,7	159,1
Autres charges d'exploitation bancaire	36	-56,2	-58,8
Produit net bancaire		1 480,2	1 509,0
Charges générales d'exploitation	37	-657,7	-635,8
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-75,8	-59,2
Résultat brut d'exploitation		746,7	814,0
Coût du risque	38	-138,7	-23,4
Résultat d'exploitation		608,0	790,6
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	39	1,4	1,7
Résultat courant avant impôt		609,4	792,3
+Résultat exceptionnel		0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	42	-13,4	-16,4
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		14,5	-52,3
Résultat net		610,5	723,6

III. — Annexe

Note 1. – Règles de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

1.1. – *Présentation des comptes*

Bilan

Les créances et dettes rattachées sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Le portefeuille titres est ventilé en fonction de la nature des titres qui le composent : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable. Sa ventilation par finalité économique (transaction, placement, investissement) fait l'objet de la note 6.2.

Les actifs subordonnés sont reportés, selon leur nature, soit dans les créances sur les établissements de crédit, soit dans les créances sur la clientèle, soit dans le poste « Obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les créances douteuses sont inscrites selon leur nature dans les postes d'actif auxquels elles se rattachent pour leur montant net de dépréciations.

Au passif, les dépôts de garantie à caractère mutuel sont intégrés au poste « Dettes subordonnées ».

La rubrique « Capitaux propres hors FRBG » regroupe les postes « capital souscrit », « primes d'émission et de fusion », « réserves », « provisions réglementées et subventions d'investissement », « report à nouveau », « résultat de l'exercice » et « acomptes sur dividendes ».

Les subventions d'équipement perçues au titre des opérations de crédit-bail figurent dans la rubrique « Autres passifs ».

Compte de résultat

La présentation du compte de résultat s'appuie sur 5 soldes intermédiaires de gestion : le Produit Net Bancaire, le Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat d'Exploitation, le Résultat Courant avant Impôt et le Résultat Net.

Les composantes significatives du compte de résultat sont décrites dans les notes 27 à 42.

1.2. – *Principes et méthodes comptables*

Risque de crédit

Le classement des opérations de crédit s'appuie sur la notion de risque de crédit avéré. Le risque est avéré dès lors qu'il est probable qu'une partie des sommes dues par une contrepartie ne sera pas perçue et que cette probabilité de perte est associée à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie, laquelle se traduit par un risque de non recouvrement ;
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Une distinction est faite entre les encours sains, restructurés, douteux et douteux compromis.

Encours sains

Les opérations de crédit non génératrices d'un risque avéré sont reconnues comme des encours sains.

Encours restructurés

Les créances dites restructurées sont définies comme étant des créances détenues sur des contreparties qui ont connu des difficultés financières telles que l'établissement a été amené à revoir les caractéristiques initiales de la créance.

Encours douteux

Les opérations de crédit génératrices d'un risque avéré sont des encours douteux. Pour une même contrepartie, la totalité des opérations de crédit sera classée par « contagion » en encours douteux.

Les opérations de crédit deviennent compromises si les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et si le passage en perte à terme est envisagé (cf note 4).

Les événements qui peuvent conduire au déclassement en encours douteux compromis sont notamment :

- la déchéance du terme ;
- la résiliation du contrat ;
- la clôture des relations avec le client.

Un an après la classification en encours douteux, l'encours de crédit est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. L'existence de garanties est prise en compte pour la qualification des encours compromis. Les encours douteux compromis sont identifiés au sein des encours douteux. Lorsque le caractère irrécouvrable des encours est confirmé, ces actifs sont passés en perte.

Segmentation des encours

La nature de l'activité de l'établissement conduit à segmenter les encours par :

- durée résiduelle ;
- secteur d'activité ;
- grands types de contrepartie.

Dans le cadre de sa politique commerciale, de sa politique de sélection et de son contrôle des risques, Bpifrance utilise un système de notation interne.

Dépréciations affectées à des créances douteuses de la clientèle

Les dépréciations affectées à des créances douteuses sont portées en déduction des postes d'actif correspondants. Les provisions que Bpifrance a estimées nécessaires à la couverture des engagements de financement douteux sont inscrites au passif du bilan.

Le montant des dépréciations sur crédits à moyen et long terme et autres créances adossés ou non à des fonds de garantie, est déterminé au fil de l'eau, créance par créance, après analyse de la perte estimée à partir des récupérations probables, garanties incluses, actualisées au taux d'intérêt d'origine du crédit.

A la date d'arrêté, l'encours net de dépréciation est égal au plus bas entre le coût historique et la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie attendus au titre des intérêts, du remboursement du capital et de la valeur des garanties.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque. L'augmentation de la valeur comptable liée au passage du temps est inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciations des engagements de garantie donnés et des aides à l'innovation

Concernant les engagements de garantie donnés, la dépréciation correspond à la perte en capital ainsi qu'aux intérêts contractuels couverts par les fonds de garantie. La perte en capital est évaluée à partir d'une méthode statistique d'estimation des récupérations potentielles.

Concernant les aides à l'innovation, les dépréciations sont estimées individuellement.

Ces dépréciations n'impactent pas le compte de résultat ; elles sont imputées sur les fonds de garantie.

Provisionnement collectif dynamique

Les encours sains des prêts à la clientèle font l'objet d'un provisionnement. La méthodologie d'estimation appliquée est celle retenue dans le cadre des comptes consolidés, établie selon la norme IFRS 9.

L'existence d'un risque de crédit sur un ensemble homogène de créances donne lieu à l'enregistrement d'une provision, sans attendre que le risque ait individuellement affecté une ou plusieurs créances.

La méthodologie mise en place par Bpifrance repose principalement sur l'analyse des notations internes du portefeuille. Le modèle d'estimation des provisions collectives s'appuie sur des simulations de scénarii stochastiques qui associent à chaque contrepartie une date éventuelle de défaut et un taux de perte en cas de défaut.

La provision collective est comptabilisée au passif du bilan. A mesure que les risques surviennent, des dépréciations pour créances douteuses sont comptabilisées et portées en déduction des encours compromis, la provision collective étant reprise corrélativement.

Remboursements anticipés des prêts accordés à la clientèle

Bpifrance enregistre directement en résultat les indemnités de remboursement anticipé des prêts accordés à la clientèle, à la date de réalisation.

Opérations de crédit-bail et assimilées

Bpifrance exerce une activité de crédit-bail mobilier, de location financière et de crédit-bail immobilier dont une partie résiduelle est soumise au régime SICOMI.

Dans les comptes sociaux, ces opérations apparaissent au bilan dans les rubriques « crédit-bail et location avec option d'achat » et « location simple » et au compte de résultat dans les rubriques « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées », « charges sur opérations de crédit-bail et assimilées » et « produits sur opérations de location simple », « charges sur opérations de location simple ».

Les immobilisations données en crédit-bail ou en location sont portées au bilan social pour leur valeur d'achat, laquelle, pour le crédit-bail immobilier, comprend les frais d'acquisition, le coût de la construction et le prix d'achat du terrain.

L'amortissement comptable, lequel s'inscrit dans la double limite de l'amortissement fiscalement autorisé et de la dotation linéaire minimale, est calculé élément par élément, à l'exception des terrains qui ne font pas l'objet d'amortissement. Lors du passage en douteux d'un contrat, si la valeur estimée des récupérations probables est inférieure à la valeur comptable de l'immobilisation, la différence fait l'objet d'une dépréciation inscrite dans le Produit Net Bancaire.

Les indemnités de résiliation contractuelles sont comptabilisées en « produits sur opérations de crédit-bail et assimilées ». Les dépréciations destinées à couvrir les indemnités dues sont également enregistrées dans ce poste.

A cette présentation sociale est associée une présentation financière, laquelle traduit la substance économique des opérations. Les loyers sont ventilés, d'une part en intérêts et d'autre part, en amortissements du capital appelés amortissements financiers.

Au bilan financier apparaît l'encours financier égal à la valeur brute des immobilisations diminuée des amortissements financiers et des dépréciations financières.

Au compte de résultat financier apparaissent :

- dans le Produit Net Bancaire : les intérêts inclus dans les loyers courus de l'exercice et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers sains ;
- dans le coût du risque : les variations des dépréciations financières et les plus ou moins-values financières sur les encours financiers douteux.

Les données financières sont retracées dans les notes 5, 40 et 41.

Opérations sur instruments financiers

Opérations de bilan

Le portefeuille est composé de valeurs mobilières, de bons du Trésor, d'autres titres de créances négociables et d'instruments du marché interbancaire.

En fonction de la finalité économique recherchée et des risques qui leur sont attachés, les titres sont classés en quatre portefeuilles qui font l'objet de règles de comptabilisation spécifiques :

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ;
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de teneur de marché ;
- soit acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille ;
- soit l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Ils sont enregistrés à leur date d'acquisition pour leur prix d'achat frais exclus, intérêts courus inclus. A chaque date d'arrêté comptable, ils sont réévalués au prix du marché. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé dans le Produit Net Bancaire.

Titres de placement

Ce portefeuille est composé de titres qui ne peuvent être inscrits parmi les titres de transaction, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus.

Les différences entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement sont étalées sur la durée de vie résiduelle de ces titres en utilisant la méthode actuarielle.

A la date d'arrêté des comptes, ces titres sont évalués à leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, ils font l'objet d'une dépréciation affectant le Produit Net Bancaire.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe destinés à être détenus durablement, en principe jusqu'à l'échéance.

Ces titres sont financés par des ressources affectées ou sont couverts en taux. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais et coupon couru à l'achat exclus. L'écart constaté entre ce prix et la valeur de remboursement est étalé actuariellement jusqu'à la date de remboursement. A la date d'arrêté comptable, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf éventuel risque de contrepartie.

Au cas où certains de ces titres viendraient à être cédés avant leur échéance pour un montant significatif, l'ensemble du portefeuille serait déclassé en titres de placement pour l'exercice en cours et les deux exercices suivants, sauf exceptions prévues par les textes.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les titres acquis de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion. L'activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant à l'établissement une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Entrent dans cette catégorie les titres détenus dans le cadre d'une activité de capital-risque ; ces titres sont comptabilisés, selon leur nature, dans les rubriques « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable ».

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Ils font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation qui affecte le Produit Net Bancaire.

Opérations de pension

Les titres reçus en pension livrée sont portés à l'actif dans un compte représentatif de la créance ainsi générée. Les produits correspondants sont enregistrés en Produit Net Bancaire.

Les titres donnés en pension livrée génèrent une dette inscrite au passif. Ils sont maintenus dans leur portefeuille d'origine et continuent d'être évalués selon les règles applicables à ce portefeuille.

Opérations de hors-bilan

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur notionnelle des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie.

Les opérations de couverture constituent l'essentiel des opérations négociées :

- les produits et les charges relatifs aux instruments financiers à terme destinés à couvrir, de manière identifiée dès l'origine, un élément ou un ensemble d'éléments homogènes (micro-couverture - Opérations en devises (contrats d'échange de devises et/ou de taux)) sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges constatés sur les éléments couverts ;
- les produits et les charges liés aux instruments permettant d'ajuster les caractéristiques des ressources aux besoins définis dans le cadre de la gestion globale des positions de taux d'intérêt ou de devises (macro-couverture - En macro-couverture sont recensées les opérations sur instruments fermes ou conditionnels de taux d'intérêts et de devises mises en place dans le cadre de la gestion globale des positions de Bpifrance) sont comptabilisés prorata temporis dans le Produit Net Bancaire.

En cas d'annulation de contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises conclus au titre de la gestion globale des positions de taux, les soultes reçues ou versées sont étalées sur la durée de vie résiduelle du contrat annulé.

En ce qui concerne les opérations constitutives de positions ouvertes isolées :

- les opérations négociées sur un marché organisé ou assimilé sont évaluées à chaque date d'arrêté comptable. Les gains ou pertes correspondants affectent directement le Produit Net Bancaire ;
- les résultats des opérations négociées sur un marché de gré à gré sont enregistrés selon la nature des instruments, soit au dénouement des contrats, soit prorata temporis. Les pertes latentes constatées à la date d'arrêté affectent le Produit Net Bancaire.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Ces titres sont inscrits au prix d'acquisition, frais exclus.

Participations, parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont des valeurs donnant des droits dans le capital d'une entreprise. Leur possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise qui les détient, soit parce qu'elle permet d'exercer une influence notable sur la société émettrice, soit parce qu'elle est l'expression d'une relation de partenariat.

Ces titres sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Celle-ci peut notamment être déterminée en fonction de la valeur de marché, de la valeur d'actif net, des perspectives d'activité de la société émettrice, des perspectives de réalisation, de la conjoncture économique. Si cette valeur est inférieure à leur valeur comptable, les titres font l'objet d'une dépréciation constatée en « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Autres titres détenus à long terme

Il s'agit d'investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence sur la gestion de celle-ci en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus. Ces titres sont évalués selon la méthode retenue pour les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont des actifs amortissables ou non amortissables desquels l'entreprise attend des avantages économiques futurs.

Elles sont amorties selon le mode linéaire pour les immeubles et le mobilier et dégressif pour le matériel informatique, sur la durée d'utilité attendue du bien, soit :

- Logiciels : de 1 à 5 ans
- Immeubles : de 25 à 55 ans
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans
- Matériel informatique : 4 ans

Les dotations aux amortissements sont enregistrées dans le poste « Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les amortissements dérogatoires résultant de l'application du Code Général des Impôts sont enregistrés dans la rubrique « Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées » du compte de résultat.

Fonds de garantie et ressources nettes d'intervention à l'innovation

Pour faire face à sa mission d'intérêt économique général, l'Etat met à la disposition de Bpifrance des ressources publiques destinées à couvrir les engagements induits par cette mission. Les activités couvertes par ces fonds sont la garantie de crédit bancaire, d'une part, et la distribution d'aides à l'innovation principalement sous la forme de subventions et d'avances remboursables, d'autre part.

Les ressources accordées par l'Etat figurent au passif du bilan et sont diminuées des pertes et provisions constatées sur les opérations concernées. Les produits financiers résultant des placements de la trésorerie sont réaffectés pour l'essentiel aux ressources accordées.

Les principaux postes affectés par ces activités d'intérêt économique général sont :

- à l'actif, les aides au financement de l'innovation (cf. note 10) et les dotations à recevoir (cf. note 11) ;
- au passif, les fonds de garantie (cf. note 20) et les ressources d'intervention à l'innovation (cf. note 21) ;
- au hors-bilan, les garanties données (cf. note 25).

Les fonds de garantie répondent à la définition d'instruments de dette puisqu'ils sont remboursables. Compte tenu de leur spécificité et de leur importance pour le Groupe, ils sont présentés au passif du bilan dans des rubriques spécifiques intitulées « Fonds de garantie publics » et « Ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

Ils sont évalués au coût. Cette évaluation comprend les dotations perçues, auxquelles s'ajoute la quote-part de résultat revenant aux fonds (commissions, produits financiers nets, participation aux plus-values sur titres), nette des contentieux avérés (charges, provisions contentieuses et provisions précontentieuses).

Les gains, pertes et provisions affectés aux fonds de garantie, décrits dans les notes 20.2 et 21.2, ne transitent pas par le compte de résultat. Les charges et produits ne sont pas soumis à l'impôt.

De même, des partenaires publics, principalement les régions, accordent à Bpifrance des ressources destinées au financement de subventions et d'avances remboursables. Le montant net de ces ressources est regroupé avec les fonds de garantie de l'innovation dans la rubrique « ressources nettes d'intervention à l'innovation ».

Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est doté à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des charges et à des risques de nature exceptionnelle relevant de l'activité bancaire.

Opérations en devises

Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au cours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les différences résultant de la réévaluation des positions de change sont constatées dans le Produit Net Bancaire.

Intérêts et Commissions

Les intérêts et commissions sont enregistrés en Produit Net Bancaire selon la méthode des produits et charges courus. Les commissions et frais de dossier, s'ils sont non significatifs, ne donnent pas lieu à étalement.

Charges d'emprunts

Les frais d'émission et les primes de remboursement ou d'émission sont étalés sur la durée de l'emprunt. La charge en résultant est constatée dans le Produit Net Bancaire.

La charge annuelle d'intérêts des emprunts à taux progressif ou à coupon unique est comptabilisée sur la base du taux de revient actuariel de l'emprunt.

Situation fiscale

Bpifrance est la société mère du groupe d'intégration fiscale comprenant les sociétés Bpifrance Investissement, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Bpifrance Courtage, Auxifinances, FSI PME Portefeuille et Bpifrance International Capital. Bpifrance est bénéficiaire de l'économie globale d'impôt, produit ou charge, réalisée par le groupe d'intégration fiscale du fait de l'application du régime de l'intégration.

Engagements en matière de retraite et autres engagements sociaux

Avantages postérieurs à l'emploi

Ils recouvrent les indemnités de fin de carrière, les compléments de retraite bancaire et les frais de santé postérieurs à l'emploi.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

— Régime à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations définies (en charge) à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel pendant les périodes considérées.

— Régime à prestations définies

Les obligations, couvertes par un contrat d'assurance, sont évaluées selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation (taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit).

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédit projetées). La comptabilisation des obligations tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des obligations et des éléments actuariels.

Les charges relatives aux régimes à prestations définies sont constituées du coût des services rendus de l'année, des intérêts sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies (au taux de rendement du marché des obligations de sociétés présentant une haute qualité de crédit), des cotisations aux régimes de l'employeur et des prestations payées.

Les éventuels écarts actuariels (réévaluations), les rendements des actifs du régime (hors intérêts) et les conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes sont comptabilisés en résultat.

Autres avantages à long terme

— Prime de médaille d'honneur du travail

Les salariés du Groupe se voient octroyer des primes pour l'obtention de médailles d'honneur du travail. Ces engagements sont provisionnés sur la base de l'accord signé le 15 décembre 2011.

— Retraite complémentaire

L'accord professionnel AFB du 13 septembre 1993 sur la réforme des régimes de retraite de la profession bancaire s'applique au personnel de Bpifrance. Le paiement d'un complément de pension bancaire et d'abattements non pris en charge par les caisses d'accueil au titre des droits acquis par ce personnel au 31 décembre 1993 est assuré par un fonds de réserve dont le montant est suffisant pour couvrir les besoins.

— Départs anticipés

Au titre des départs anticipés, Bpifrance est engagé vis-à-vis de son personnel. Ces engagements sont provisionnés.

Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles de mortalité se basent sur les tables statistiques de mortalité publiques.

Les modalités de rotation de l'emploi (turnover) évoluent principalement en fonction de l'âge du salarié à partir de données statistiques historiques.

Le taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, a été déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Les hypothèses économiques concernant le taux annuel de progression des salaires et le taux de revalorisation des engagements de médaille du travail font également partie des hypothèses actuarielles.

Note 2. – Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

2.1. – Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.2. – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue et prêts au jour le jour	51,3	327,4
Comptes et prêts à terme	335,1	341,2
Prêts subordonnés	0,0	0,0
Titres reçus en pension	0,0	42,0
Créances douteuses		
. Montant brut	0,0	0,0
. Dépréciations	0,0	0,0
Montant net créances douteuses	0,0	0,0
Créances rattachées	0,2	2,8
Total (*)	386,6	713,4
(*) dont prêts de refinancement de filiales ou participations	312,8	503,5

Ventilation des encours sains (hors créances rattachées) selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Encours sains	60,1	26,2	135,7	164,4
	386,4			

Note 4. – Opérations avec la clientèle - Actif

Cette note décrit les opérations de prêt moyen long terme et de financement des créances court terme.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs (hors AFT)	1,0	0,5
Comptes ouverts auprès de l'Agence France Trésor	6 192,7	6 093,6
Créances commerciales	12,9	13,4
Crédit export	906,8	821,9
Crédits de trésorerie	1 322,4	1 324,4
Crédits à l'équipement	18 548,5	17 517,4
Dont crédits restructurés	254,2	269,6
Autres crédits et prêts subordonnés	13 535,9	14 113,2
Dont crédits restructurés	175,3	205,8
Prêts à la clientèle financière	13,2	14,6
Créances douteuses		
. Montant brut (1)	3 090,0	2 734,3
. Dépréciations	-711,6	-650,0
. Fonds de garantie affectés appelables (2)	-888,0	-760,0

Montant net créances douteuses	1 490,4	1 324,3
Créances rattachées	89,7	203,5
Total (3)(4)	42 113,5	41 426,8
(1) Avant déduction des garanties éventuelles		
(2) Ce poste représente les dépréciations constituées sur les fonds de garantie		
(3) Compte non tenu de la provision collective figurant au passif du bilan		
(4) Dont créances éligibles auprès de l'Eurosystème (BCE)	6 452,0	9 399,6

Le montant global des créances douteuses est ventilé comme suit :

(En millions d'euros.)	Encours douteux	Encours douteux compromis	Total
Encours	415,9	2 674,1	3 090,0
Dépréciations	0,0	-711,6	-711,6
Fonds de garantie affectés appelables	-282,2	-605,8	-888,0
Montant net	133,7	1 356,7	1 490,4

Ventilation des encours (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024

Selon la durée restant à courir

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Encours sains	3 428,9	4 925,4	14 862,7	17 316,4
	40 533,4			

Par secteurs d'activité économique

(En millions d'euros.)	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	Total
Encours sains	3 300,2	9 978,2	(*) 24 170,7	1 103,5	1 980,8	40 533,4
Encours douteux	390,2	743,0	1 687,6	154,0	115,2	3 090,0
Dépréciations	-117,3	-168,9	-346,5	-52,3	-26,6	-711,6

(*) Dont 6 192,7 millions d'euros auprès de l'Agence France Trésor

Par grands types de contrepartie

(En millions d'euros.)	Administrations centrales	Institutions non Etablissements de crédit	Entreprises	Clientèle de détail	Total
Encours sains	6 744,0	1 426,7	32 362,2	0,5	40 533,4
Encours douteux	0,0	76,2	3 013,8	0,0	3 090,0
Dépréciations	0,0	-15,3	-696,3	0,0	-711,6

Titrisation

Au cours de l'exercice 2019, Bpifrance a titrisé 2 001 M€ de prêts moyen long terme à la clientèle (PLMT). En novembre 2021, l'encours titrisé a été rechargé à hauteur de 1 461 M€.

Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du Fonds Commun de Titrisation (FCT) auquel les créances ont été cédées. Cette opération permet de convertir les prêts cédés en titres éligibles aux opérations de refinancement de la BCE et de bénéficier ainsi de coûts de refinancement avantageux.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent à l'actif du bilan, au sein du portefeuille d'investissement, pour un montant de 3 451 M€ au 31 décembre 2024 (3 451 M€ au 31 décembre 2023).

Une seconde opération de ce type a été réalisée sur l'exercice 2020 et concerne 2 002 M€ de prêts sans garantie (PSG). En novembre 2022, l'encours titrisé a été rechargé à hauteur de 1 073 M€.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille d'investissement, pour un montant de 3 075 M€ au 31 décembre 2024 (3 075 M€ au 31 décembre 2023).

Afin d'optimiser le traitement opérationnel de son offre digitale de prêts à destination des TPE et PME, Bpifrance titrise l'ensemble des crédits à la clientèle distribués via sa plateforme digitale. Ici encore, Bpifrance est à la fois cédant des créances et seul investisseur du FCT.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 342 M€ au 31 décembre 2024 (267 M€ au 31 décembre 2023).

Bpifrance titrise selon le même schéma l'ensemble de son offre digitale de Prêts d'Honneur à destination des porteurs de projets accompagnés par les réseaux d'accompagnement.

Les titres souscrits par Bpifrance figurent au sein du portefeuille de placement, pour un montant de 235 M€ au 31 décembre 2024 (193 M€ au 31 décembre 2023).

Note 5. – Opérations de crédit-bail et location simple

Flux enregistrés au cours de l'exercice 2024

(En millions d'euros.)	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobiliers	Total
Montant brut des immobilisations au 31/12/2023	7 826,8	3 973,9	11 800,7
Entrées	488,7	907,8	1 396,5
Sorties	-655,9	-633,4	-1 289,3
Montant brut des immobilisations au 31/12/2024	7 659,6	4 248,2	11 907,8
Amortissements cumulés au 31/12/2024	-2 512,1	-2 273,6	-4 785,7
Dépréciations cumulées au 31/12/2024 (*)	-886,9	-7,0	-893,9
Fonds de garantie affectés cumulés au 31/12/2024	-5,2	-2,9	-8,1
Montant net des immobilisations au 31/12/2024	4 255,4	1 964,7	6 220,1
Créances nettes	92,6	36,1	128,7
Sous total	4 348,0	2 000,8	6 348,8
Réserve latente	51,9	427,7	479,6
Encours financier net au 31/12/2024	4 399,9	2 428,5	6 828,4
(*) Dont - Provisions Art. 64 du Régime Sicomi	-1,1	0,0	-1,1
- Provisions Art. 57	-843,0	0,0	-843,0

Note 6. – Portefeuille titres

6.1. – Flux enregistrés au cours de l'exercice 2024

(En millions d'euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2023	8 404,4	10 029,4	135,9
Entrées (1)	3 200,4	27 511,0	2,6
Sorties (1)	-916,0	-28 303,4	-107,7
Amortissement des surcotes/décotes	-37,9	0,6	0,0
Variation des créances rattachées	30,5	-23,3	0,0
Montant brut au 31/12/2024	10 681,4	9 214,3	30,8
Dépréciations cumulées au 31/12/2024 (2)	-20,0	-19,2	0,0
Montant net au 31/12/2024	10 661,4	9 195,1	30,8

(1) Les entrées et sorties d'obligations et autres titres à revenu fixe sont principalement dues aux cessions et rachats réalisés dans le cadre des opérations de titrisation.

(2) Dépréciations pour moins-values latentes et pour créances douteuses

Le tableau ci-dessous détaille la part des titres détenus dans le cadre du placement de la trésorerie des fonds de garantie :

(En millions d'euros.)	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable
Montant brut au 31/12/2024	14,7	123,4	30,8
Dépréciations cumulées au 31/12/2024	0,0	-1,9	0,0
Montant net au 31/12/2024	14,7	121,5	30,8

Ventilation du portefeuille de titres à revenu fixe selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Créances rattachées	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0,0	578,2	3 685,0	6 309,5	88,7	10 661,4
Obligations et autres titres à revenu fixe	116,9	138,4	831,9	8 092,4	15,5	9 195,1
	116,9	716,6	4 516,9	14 401,9	104,2	19 856,5
			19 752,3			

6.2. – Ventilation par type de portefeuille (montants nets, créances rattachées incluses)

(En millions d'euros.)	31/12/2024						31/12/2023
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe		Actions et autres titres à revenu variable		Total	Total
		Titres cotés	Titres non cotés	Titres cotés	Titres non cotés		
Placement	0,0	75,7	581,1	30,8	0,0	687,6	684,0
Investissement	10 661,4	1 994,7	6 543,6	0,0	0,0	19 199,7	17 844,4
Total	10 661,4	(*) 9 195,1		30,8		19 887,3	18 528,4

(*) Dont : - Titres émis par l'Etat ou des collectivités locales : néant

- Titres émis par d'autres émetteurs : 9 195,1 M€

- Titres subordonnés : néant

Au 31 décembre 2024, 9 561,4 M€ de titres sont donnés en pension livrée contre 7 121,9 M€ au 31 décembre 2023 (montants exprimés en valeur nette comptable).

Les titres de placement ne font l'objet d'aucune dépréciation au titre du risque de contrepartie.

6.3. – Transferts entre portefeuilles et cession de titres d'investissement avant échéance

Au cours de l'exercice, il n'y a eu ni transfert de titres entre portefeuilles, ni cession significative de titres d'investissement avant échéance.

6.4. – Estimation du portefeuille (créances rattachées incluses et hors créances douteuses) au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Différence	Moins-values latentes (hors créances douteuses)	Plus-values latentes
Titres de placement	691,7	697,4	5,7	-4,2	9,9
Titres d'investissement (*)	19 234,8	17 363,4	-1 871,4		

(*) Le portefeuille d'investissement se scinde en deux populations principales : 6,5 Md € en valeur brute comptable d'obligations détenues dans le cadre des opérations de titrisation (cf. note 4) et 9,8 Md € d'OAT participant à la gestion globale des positions de liquidité et de taux d'intérêt dans un objectif de couverture des risques. Ces OAT permettent notamment de satisfaire les besoins en titres résultant du processus de sécurisation des opérations interbancaires et des systèmes d'échange.

Note 7. – Participations et autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées

7.1. – Flux enregistrés au cours de l'exercice 2024

(En millions d'euros.)	Participations	Autres titres détenus à long terme	Parts dans les entreprises liées
Montant brut au 31/12/2023	15,0	34,4	21 495,8
Entrées et autres mouvements	0,0	1,0	0,0
Sorties et autres mouvements	0,0	0,0	0,0
Variation des créances rattachées	0,0	0,0	-8,3
Montant brut au 31/12/2024	15,0	35,4	21 487,5
Dépréciations cumulées au 31/12/2024	-0,5	-4,3	-0,3
Montant net au 31/12/2024 (*)	14,5	31,1	21 487,2
(*) Dont : - Titres cotés	0,0	0,0	0,0
- Titres non cotés	14,5	31,1	21 487,2

7.2. – Participations et filiales

Filiales et participations (En milliers d'euros.)			Informations financières				
			Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 10 % du capital de la société							
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu) (1)							
AUXI-FINANCES	SIREN 352780605	Adresse 27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	57 188	17 195	100,0 %	57 168	57 168
BPIFRANCE REGIONS	319 997 466	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	4 800	47 757	100,0 %	9 797	9 797
SCI TOPOR MONTAUBAN	340905389	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	1	1	100,0 %	270	-
SCI BPIFRANCE	380974089	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	16	-	100,0 %	105	105
BPIFRANCE COURTAGE	351596572	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	306	1 979	100,0 %	3 034	3 034
BPIFRANCE PARTICIPATIONS	509 584 074	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	18 321 573	2 586 772	100,0 %	21 375 378	21 375 378
BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT	815 276 308	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	30 000	29 157	100,0 %	30 000	30 000
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu) (2)							
ALSABAIL	SIREN 718504004	Adresse 7, place Sébastien Brant, 67000 STRASBOURG	9 704	23 481	40,7 %	5 365	5 365
CLUB RATING	845115559	12, Quai du commerce, 69009 Lyon	5 889	1 153	15,5 %	1 435	1 099
IFCIC	327821609	46, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS	5 455	22 772	25,5 %	3 160	3 160
S.I.A.G.I.	775691074	2, rue Jean-Baptiste Pigalle, 75009 PARIS	6 595	41 050	15,4 %	4 165	4 165
SEML CORREZE EQUIPEMENT	502687817	9, rue René et Emile Fages 19 000 TULLE	1 875	-1 257	10,7 %	200	36
SOGAMA	352 086 003	75 Rue Saint-Lazare, 75008 Paris	13 089	9 613	40,9 %	8 630	8 630
B - Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 10 % du capital de la société							
1. Filiales non reprises au paragraphe A							
a. Filiales françaises (ensemble)							
b. Filiales étrangères (ensemble)							
2. Participations non reprises au paragraphe A (2)							
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)						27 390	23 125
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)						13	13
(1) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2024							
(2) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2023							

Filiales et participations (En milliers d'euros.)			Informations financières				
			Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA hors taxes ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 10 % du capital de la société							
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu) (1)							
AUXI-FINANCES	SIREN 352780605	Adresse 27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	31	-	14 972	3 392	2 200
BPIFRANCE REGIONS	319 997 466	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	3 988	-	11 357	6 774	-
SCI TOPOR MONTAUBAN	340905389	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	788	-	-	- 423	-
SCI BPIFRANCE	380974089	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	133	-	33	- 166	-
BPIFRANCE COURTAGE	351596572	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	-	-	10 468	1 527	1 806
BPIFRANCE PARTICIPATIONS	509 584 074	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	-	-	921 730	427 570	432 000
BPIFRANCE ASSURANCE EXPORT	815 276 308	27-31 av. du Gal Leclerc, 94710 Maisons-Alfort Cedex	-	-	61 359	6 497	4 000
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu) (2)							
ALSABAIL	SIREN 718504004	Adresse 7, place Sébastien Brant, 67000 STRASBOURG	308 823	-	7 472	3 312	217
CLUB RATING	845115559	12, Quai du commerce, 69009 Lyon	-	-	89	44	-
IFCIC	327821609	46, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS	-	-	8 025	1 613	-
S.I.A.G.I.	775691074	2, rue Jean-Baptiste Pigalle, 75009 PARIS	-	-	14 511	2 957	-
SEML CORREZE EQUIPEMENT	502687817	9, rue René et Emile Fages 19 000 TULLE	-	-	170	- 277	-
SOGAMA	352 086 003	75 Rue Saint-Lazare, 75008 Paris			1 799	677	-
B - Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 10 % du capital de la société							
1. Filiales non reprises au paragraphe A							
a. Filiales françaises (ensemble)							
b. Filiales étrangères (ensemble)							
2. Participations non reprises au paragraphe A (2)							
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)			-	-			576
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)			-	-			-
(1) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2024							
(2) données actualisées avec les comptes du 31 décembre 2023							

7.3. – Opérations avec les entreprises liées et les participations

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances		
Etablissements de crédit	312,8	503,5
Clientèle	1,0	11,8
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 538,9	6 538,9
Dettes		
Etablissements de crédit	166,9	458,7
Clientèle	0,0	0,0
Dettes représentées par un titre	31,3	31,3
Dettes subordonnées	0,0	0,0
Engagements donnés		
Engagements de financement		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	0,0	0,0
Engagements de garantie		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0

- Clientèle	2 138,5	2 157,9
Engagements sur titres		
- Etablissements de crédit	0,0	0,0
- Clientèle	0,0	0,0

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

Note 8. – Actions propres

(En millions d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Quantité	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres de placement	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0
Titres immobilisés	2 197 557	64,1	64,1	2 198 615	64,1	64,1
Total	2 197 557	64,1	64,1	2 198 615	64,1	64,1

Valeur nominale de l'action : 8 euros

Note 9. – Immobilisations incorporelles et corporelles

(En millions d'euros.)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles		
		Terrains et Constructions		Autres
		d'exploitation	hors exploitation	
Montant brut au 31/12/2023	451,6	34,2	0,4	45,3
Acquisitions	242,2	6,0	0,0	3,2
Sorties	-148,7	-2,1	0,0	0,0
Montant brut au 31/12/2024	545,1	38,1	0,4	48,5
Amortissements cumulés au 31/12/2024	-275,2	-22,6	-0,3	-38,9
Montant net au 31/12/2024	269,9	15,5	0,1	9,6
Total	269,9			25,2

Le montant des amortissements dérogatoires s'élève à 14,5 M€ au 31 décembre 2024.

Note 10. – Aides au financement de l'innovation

Fonds (En millions d'euros.)	Montants bruts sains	Montants bruts douteux	Dépréciations	Fonds de garantie affectés	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII (*)	70,2	312,0	0,0	-310,8	71,4	142,7
FRGI (*)	6,3	5,8	0,0	0,0	12,1	19,0
Aides sur financement partenaires	21,3	32,6	0,0	0,0	53,9	58,1
Etat PIA (*)	232,0	23,2	0,0	-23,2	232,0	157,5
FII (*)	98,6	19,0	0,0	-18,9	98,7	103,9
Etat autres (*)	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,2
Total	428,5	392,7	0,0	-353,0	468,2	481,4

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AII, Agence pour l'innovation Industrielle

FRGI : Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation

Etat PIA : Fonds de Garantie d'Intervention - Aides Guichet à l'innovation

FII : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie - Aides à l'Innovation - DEEP TECH

Etat autres : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

Note 11. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Marges de garantie versées sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	965,4	475,8
Primes sur instruments conditionnels achetés	0,0	0,0
Dotations à recevoir sur fonds de garantie	105,3	101,0
Dotations à recevoir sur financement d'aides à l'innovation	329,8	602,2
Dotation à recevoir prêts bonifiés	19,3	70,6
Appel de fonds crédit bail	32,6	36,7
Créances fiscales	150,8	132,7
Autres débiteurs divers (*)	120,9	92,3
Total	1 724,1	1 511,3

(*) Dont 20,2 M€ de dépôt de garantie en espèces sécurisant l'engagement de paiement irrévocable au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 (20,2 M€ au 31 décembre 2023).

Note 12. – Comptes de régularisation – Actif

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Frais d'émission sur emprunts à étaler	26,1	21,9
Primes d'émission sur emprunts à étaler	398,8	250,4
Commissions de garantie EPIC Bpifrance à étaler	2,3	4,6
Charges diverses constatées d'avance	234,3	251,6
Produits à recevoir sur instruments financiers à terme (*)	394,5	378,8
Autres produits à recevoir	49,3	53,3
Comptes d'encaissement et de transfert	772,0	27,3
Comptes d'ajustement d'opérations de hors-bilan en devises	54,5	0,0
Autres	5,5	11,3
Total	1 937,3	999,2

(*) Ces produits représentent essentiellement le cumul du différentiel positif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt

Note 13. – Dettes envers les établissements de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	140,7	458,7
Emprunts au jour le jour	0,0	0,0
Emprunts à terme	28,4	30,4
. Dont ressources Livret Développement Durable (LDD)	0,0	0,0
. Dont emprunts KfW et BDCE	5,0	10,0
Refinancement auprès de la BCE (TLTRO III)	0,0	6 000,0
Titres donnés en pension livrée (*)	9 561,4	7 121,9
Dettes rattachées	68,8	210,6
Total	9 799,3	13 821,6
(*) Dont - Effets publics	8 954,7	7 121,9
- Obligations et autres titres à revenu fixe	606,7	0,0

Ventilation des dettes (hors dettes rattachées) selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 (En millions d'euros.)

D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
8 799,2	700,0	222,1	9,2
9 730,5			

Note 14. – Opérations avec la clientèle – Passif

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunt auprès de l'EPIC Bpifrance	185,0	272,6
Dépôts de garantie	1 229,5	1 185,0
Comptes ordinaires créditeurs (*)	222,2	185,9
Avance Actionnaire Etat : Fonds de Garantie à Capital Préservé	202,6	202,6
Fonds reçus en instance d'affectation		
. Financement court terme	112,5	91,3
. Crédits à moyen et à long terme	81,7	57,4
Autres sommes dues	0,5	0,5
Total	2 034,0	1 995,3
(*) Dont Bpifrance Assurance Export	26,2	0,0

Ventilation des comptes créditeurs de la clientèle selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024 (En millions d'euros.)

D ≤ 3 m.	3m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
497,8	341,1	519,8	675,3
2 034,0			

Note 15. – Dettes représentées par un titre

Ventilation des encours selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	D ≤ 3 m.	3 m. < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Dettes rattachées	Total
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	3 446,2	3 131,9	450,0	0,0	86,5	7 114,6
Emprunts Obligataires	2 000,0	3 775,0	23 561,2	13 090,0	255,2	42 681,4
Total	5 446,2	6 906,9	24 011,2	13 090,0	341,7	49 796,0

Note 16. – Autres passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Versements à effectuer sur titres non libérés	0,0	400,0
Dettes fiscales et sociales	182,4	155,9
Marges de garantie reçues sur opérations de pension livrée et contrats d'échange de taux d'intérêt	568,7	795,0
Primes sur instruments conditionnels vendus	24,0	31,6
Avances preneurs	340,9	328,4
Subventions d'équipement sur opérations de crédit-bail	13,1	15,0
Fournisseurs de crédit-bail	73,8	72,1
Autres créditeurs divers opérations de crédit-bail	2,4	21,2
Contentieux à payer sur fonds de garantie	950,6	751,4
Dotation enveloppe prêts bonifiés	71,2	93,1
Autres créditeurs divers	222,9	103,8
Total	2 450,0	2 767,5

Note 17. – Comptes de régularisation – Passif

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations Prêt Participatif de Développement à étaler	226,7	303,8
Soulttes liées à des opérations de négociation ou résiliation de contrats d'échange de taux d'intérêt	10,6	14,8
Autres produits constatés d'avance	109,3	147,4
Charges à payer sur instruments financiers à terme (*)	232,0	152,9
Provisions pour congés payés	48,3	44,8
Loyers de crédit-bail comptabilisés d'avance	83,9	77,6
Subventions à verser sur aides à l'innovation	110,3	103,9
Commissions de garantie constatées d'avance	533,8	517,6
Comptes d'attente Innovation	14,5	14,5
Trésorerie pour compte de tiers	974,2	1 265,3
Comptes d'encaissement et de transfert	443,7	483,9
Autres	162,7	140,7
Total	2 950,0	3 267,2

(*) Ces charges représentent essentiellement le cumul du différentiel négatif entre intérêts à recevoir et intérêts à payer de chaque contrat d'échange de taux d'intérêt.

Note 18. – Provisions

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Provisions pour risque de crédit	368,5	406,4
Provisions pour engagements sociaux (*)	12,0	15,9
Provision pour impôts	6,3	49,8
Provision bonification à reverser	142,5	122,2
Provision pour litiges	2,6	4,4
Autres	9,1	13,2
Total	541,0	611,9

(*) Les indemnités de fin de carrière sont couvertes par un contrat d'assurance dont l'actif s'élève à 24,1 M€.

Note 19. – Dettes subordonnées, dépôts de garantie à caractère mutuel

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Fonds de réserve (*)	12,2	12,0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	7,2	7,2
Dettes rattachées	0,0	0,0
Total	19,4	19,2

(*) Ce fonds de réserve a été constitué par les actionnaires de l'ex OSEO Garantie et a pour vocation d'assurer la couverture des prêts garantis qui lui sont adossés. Son remboursement est subordonné à une décision des actionnaires.

Note 20. – Fonds de garantie publics

20.1. – Situation comptable des fonds de garantie

Fonds de garantie (En milliers d'euros.)	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2023	Dotations 2024	Remboursements et redéploiements 2024	Résultats 2024
Fonds de réserve				
FONDS DE RESERVE	630 668	0	-12 980	14 605
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	268 125	0	-5 218	6 102
AFT (Agence France Trésor)				
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	-13 864	0	0	1 894
TEXTILE	10	0	0	0

CREATION PME ET TPE	400 034	0	2 065	-7 057
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	6 373	0	0	158
TRANSMISSION PME ET TPE	152 742	0	-17 864	-6 132
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	231	0	0	-476
RT CCE	12 801	0	2	956
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	46 768	0	131	-1 296
RSF RECONVERSION	12 598	0	0	444
INNOVATION DES PME ET TPE	38 660	0	0	-3 196
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	11 786	0	0	192
INTERNATIONAL COURT TERME	11 554	0	0	-38
AFFACTURAGE	8 329	0	0	417
FASEP	95 085	0	13 422	-3 617
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	1 108	0	0	26
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	81	0	0	2
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	7 416	0	0	174
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	10 020	0	0	251
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	10 060	0	0	-407
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	32 116	0	0	872
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	39 860	0	0	-4 292
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	286	0	0	7
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	20 117	0	0	-716
FINANCEMENTS STRUCTURES	33 188	0	0	831
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF	367 818	0	-59 920	-12 417
PPMTR	47 013	0	0	1 206
PRETS VERTS	52 054	0	0	1 637
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	8 057	0	0	189
PPD BOIS	7 473	0	0	-68
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	24 206	0	0	519
PREFINANCEMENT CICE	1 073	0	0	28
PRÊT POUR L'INNOVATION	55 740	0	0	-16 260
PRÊT NUMERIQUE	38 250	0	0	944
PIPC	1 750	0	0	41
SOFIRED	9 027	0	0	185
PRÊT ROBOTIQUE	35 576	0	0	2 384
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1 683	0	0	19
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	24 450	0	0	652
PRÊT VERT 2	33 321	0	0	771
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	75 961	0	0	-16 504
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	2 095	0	0	50
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	7 346	0	0	282
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVAGE	12 828	0	0	427
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	47 224	0	0	1 242
PRÊT FILIERE BOIS	10 497	0	0	255
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	10 046	0	0	-34
CREAT K/K 2019	45 789	0	26	-4 425
DEV K/K 2019	1 545	0	0	351
TRANS K/K 2019	31 096	0	24	-8 804
RENF TRESO K/K	4 712	0	13 053	-2 826
INTER DEV K/K	138	0	0	-293
CREA CG	80 234	0	12 340	-25 130
CREA EX NI	18 692	0	3 658	-6 936
TRANS CG	5 845	0	922	-1 066
DEV CG	-5 622	0	0	-7 048
RT CG	4 664	0	3 052	-1 330
AVANCE + OUTRE MER	7 852	0	0	286
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	29 162	0	0	21
Surgarantie RT ETI Covid19	32 774	0	0	-1 728
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	6 377	0	0	148
Surgarantie LCC ETI Covid19	1 353	0	0	32
RT TPE-PME Covid19	7 448	0	0	51
RT ETI Covid19	22 200	0	0	522
LCC TPE-PME Covid19	605	0	0	14
LCC ETI Covid19	-301	0	0	-20
Garantie ATOUT PME	54 715	0	-10 286	-1 236
Garantie ATOUT ETI	230 334	0	-100 731	6 292
RT AUTOMOBILE	23 831	0	0	552
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	6 999	0	0	-1 625
PRÊT METHANISATION INJECTION	10 096	0	0	65
France NUMERIQUE	26 450	0	0	379
PRÊT VERT 4	244 446	0	21 214	-21 455
PRÊT CROISSANCE RELANCE	119 932	0	36 978	-17 094
DEVELOPPEMENT RELANCE	-9 555	0	0	-18 237
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	635	0	0	15
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	-104	0	0	-265

PRÊT D'HONNEUR RENFORT	12 029	0	0	79
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE	31 715	0	7 335	692
Création Standard Relance Cas par Cas	107 180	0	6 642	-18 343
Création Standard Relance Contrat	52 648	0	13 435	-15 605
Transmission Relance	89 480	0	3 800	-13 655
Transmission Relance Contrat	5 109	0	865	-625
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	39 473	0	4 519	-7 097
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	146 337	37 500	0	-8 882
GARANTIE VERTE	15 088	0	218	-938
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	8 012	0	315	-1 319
Garantie Verte Contrat	0	0	0	0
RHB Industrie	-772	0	0	-9 503
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	39 758	20 000	0	-6 902
ELECTRICITE RENOUVELABLE	68 022	0	0	910
PRÊT INDUSTRIE VERTE	0	0	1 728	47
CREATION STANDARD K/K	0	0	16 822	651
DEVELOPPEMENT STANDART K/K	0	0	0	-382
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	0	0	0	30
TRANSMISSION STANDARD K/K	0	0	12 198	11
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	0	0	3 765	-284
CREATION VERT K/K	0	0	3 659	26
DEVELOPPEMENT VERT K/K	0	0	0	65
TRANSMISSION VERT K/K	0	0	286	-132
CREATION STANDARD CONTRAT	0	0	1 403	78
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	0	0	0	15
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	0	0	56	-31
RT STANDARD CONTRAT	0	0	240	9
CREATION VERT CONTRAT	0	0	15	1
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	0	0	0	0
TRANSMISSION VERT CONTRAT	0	0	0	0
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	0	0	10 750	1
PRÊT FLASH QUARTIERS	0	0	6 250	0
BEI - ETAT	9	0	0	0
PAYS DE L'EST	18	0	0	0
PIC PME	796	0	0	75
CAPITAL DEVELOPT/PRETS PARTIC.	272	0	0	23
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	93	0	0	2
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	44 828	0	0	301
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (S RT PME)	7 676	0	0	1 622
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	10 854	0	0	320
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (S RT ETI)	9 664	0	0	-1 484
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	2 824	0	0	361
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (SLCC PME)	2 885	0	0	248
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	123	0	0	0
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (SLCC ETI)	603	0	0	220
FGKP TRANCHE 1	20 566	0	0	627
FGKP TRANCHE 2	27 778	0	0	1 734
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	3 737	0	0	164
FGKP TRANCHE 3	71 685	0	0	3 182
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	2 133	0	0	338
FGKP TRANCHE 4	52 391	0	0	2 574
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	-1 687	0	0	597
DROM	137 604	0	0	2 793
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)				
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	100 539	0	0	-3 476
PRÊT TOURISME	222 364	0	0	-4 936
Autres fonds				
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	1 802	0	0	20
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	5 791	0	0	-6
UIMM	196	0	-1	0
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	265	0	0	47
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	943	0	1 857	95
UIMM MEDITERRANEE	677	0	0	-1
UIMM LIM PCH	735	0	0	0
CCI INNOVATION PDL	424	0	-10	20
BEST WESTERN	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	105	0	-94	-35
PPD UIMM GRAND NORD EST	126	0	0	10
PPD UIMM NATIONAL	293	0	0	4
PPD UIMM NATIONAL 2	358	0	0	-288
UIMM FRENCH FAB	1 119	0	0	6
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	25 626	0	0	931
Autres gestions(*)	131 177	5 000	-447	-26 324

FONDS DE GARANTIE	5 213 453	62 500	-4 506	-246 857
(*) Autres gestions : Fonds National Révitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers				

Fonds de garantie (En milliers d'euros.)	Solde des fonds de garantie au 31 décembre 2024	Contentieux et intérêts à payer	Clients Commissions Perçues d'avance	Actifs comptables des fonds de garantie
Fonds de réserve				
FONDS DE RESERVE	632 293	0	0	632 293
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	269 009	0	0	269 009
AFT (Agence France Trésor)				
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	-11 970	2 999	1	-8 970
TEXTILE	10	0	0	10
CREATION PME ET TPE	395 042	175 472	5 566	576 080
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	6 531	75	0	6 606
TRANSMISSION PME ET TPE	128 746	99 868	2 381	230 995
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	-245	6 203	45	6 003
RT CCE	13 759	6 291	51	20 101
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	45 603	18 943	435	64 981
RSF RECONVERSION	13 042	77	0	13 119
INNOVATION DES PME ET TPE	35 464	39 267	2 175	76 906
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	11 978	4 795	-41	16 732
INTERNATIONAL COURT TERME	11 516	2 834	-6	14 344
AFFACTURAGE	8 746	834	66	9 646
FASEP	104 890	3 143	31	108 064
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	1 134	0	0	1 134
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	83	0	0	83
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	7 590	113	584	8 287
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	10 271	-21	4	10 254
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	9 653	206	1 935	11 794
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	32 988	987	-140	33 835
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	35 568	15 521	2 950	54 039
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	293	0	0	293
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	19 401	273	-663	19 011
FINANCEMENTS STRUCTURES	34 019	0	-12	34 007
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF	295 481	134 081	13 552	443 114
PPMTR	48 219	4 784	6	53 009
PRETS VERTS	53 691	686	-5	54 372
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	8 246	71	1	8 318
PPD BOIS	7 405	790	0	8 195
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	24 725	950	4	25 679
PREFINANCEMENT CICE	1 101	0	0	1 101
PRÊT POUR L'INNOVATION	39 480	47 323	-3 187	83 616
PRÊT NUMERIQUE	39 194	2 612	-12	41 794
PIPC	1 791	0	0	1 791
SOFIRED	9 212	1 563	0	10 775
PRÊT ROBOTIQUE	37 960	1 605	-147	39 418
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1 702	83	0	1 785
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	25 102	1 461	-176	26 387
PRÊT VERT 2	34 092	1 764	23	35 879
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	59 457	42 834	15 014	117 305
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	2 145	59	0	2 204
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	7 628	5 829	-80	13 377
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVAGE	13 255	1 955	209	15 419
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	48 466	31 048	-418	79 096
PRÊT FILIERE BOIS	10 752	0	22	10 774
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	10 012	378	67	10 457
CREAT K/K 2019	41 390	43 097	9 254	93 741
DEV K/K 2019	1 896	8 729	4 099	14 724
TRANS K/K 2019	22 316	38 972	4 736	66 024
RENF TRESO K/K	14 939	10 385	6 738	32 062
INTER DEV K/K	-155	797	57	699
CREA CG	67 444	84 245	30 638	182 327
CREA EX NI	15 414	21 897	12 107	49 418
TRANS CG	5 701	4 814	2 348	12 863
DEV CG	-12 670	22 491	5 600	15 421
RT CG	6 386	6 292	2 314	14 992
AVANCE + OUTRE MER	8 138	270	-6	8 402
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	29 183	3 412	1	32 596
Surgarantie RT ETI Covid19	31 046	3 291	4	34 341
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	6 525	6	0	6 531
Surgarantie LCC ETI Covid19	1 385	0	-1	1 384
RT TPE-PME Covid19	7 499	383	2	7 884

RT ETI Covid19	22 722	0	1	22 723
LCC TPE-PME Covid19	619	0	0	619
LCC ETI Covid19	-321	0	0	-321
Garantie ATOUT PME	43 193	25 113	9	68 315
Garantie ATOUT ETI	135 895	35 194	573	171 662
RT AUTOMOBILE	24 383	0	0	24 383
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	5 374	3 742	1 532	10 648
PRÊT METHANISATION INJECTION	10 161	542	414	11 117
France NUMERIQUE	26 829	280	-13	27 096
PRÊT VERT 4	244 205	70 467	37 491	352 163
PRÊT CROISSANCE RELANCE	139 816	37 259	23 331	200 406
DEVELOPPEMENT RELANCE	-27 792	41 477	15 400	29 085
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	650	0	0	650
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	-369	1 011	321	963
PRÊT D'HONNEUR RENFORT	12 108	147	25	12 280
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE	39 742	1 402	-381	40 763
Création Standard Relance Cas par Cas	95 479	44 553	23 745	163 777
Création Standard Relance Contrat	50 478	34 440	18 292	103 210
Transmission Relance	79 625	27 719	15 711	123 055
Transmission Relance Contrat	5 349	1 802	1 217	8 368
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	36 895	24 718	16 025	77 638
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	174 955	1 021	-128	175 848
GARANTIE VERTE	14 368	2 442	511	17 321
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	7 008	2 521	1 482	11 011
Garantie Verte Contrat	0	0	0	0
RHB Industrie	-10 275	14 551	11 734	16 010
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	52 856	8 014	13 269	74 139
ELECTRICITE RENOUVELABLE	68 932	0	-84	68 848
PRÊT INDUSTRIE VERTE	1 775	0	805	2 580
CREATION STANDARD K/K	17 473	176	6 032	23 681
DEVELOPPEMENT STANDART K/K	-382	665	2 038	2 321
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	30	0	134	164
TRANSMISSION STANDARD K/K	12 209	718	5 090	18 017
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	3 481	436	1 241	5 158
CREATION VERT K/K	3 685	78	777	4 540
DEVELOPPEMENT VERT K/K	65	16	658	739
TRANSMISSION VERT K/K	154	148	111	413
CREATION STANDARD CONTRAT	1 481	25	-106	1 400
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	15	0	-21	-6
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	25	34	-12	47
RT STANDARD CONTRAT	249	3	-14	238
CREATION VERT CONTRAT	16	0	8	24
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	0	0	0	0
TRANSMISSION VERT CONTRAT	0	0	0	0
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	10 751	0	0	10 751
PRÊT FLASH QUARTIERS	6 250	0	0	6 250
BEI - ETAT	9	0	0	9
PAYS DE L'EST	18	0	0	18
PIC PME	871	366	0	1 237
CAPITAL DEVOLOPT/PRETS PARTIC.	295	100	0	395
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	95	12	0	107
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	45 129	4 321	2	49 452
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (SRT PME)	9 298	2 401	-38	11 661
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	11 174	2 453	-248	13 379
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (SRT ETI)	8 180	12 217	-2	20 395
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	3 185	1 582	0	4 767
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (SLCC PME)	3 133	3 599	0	6 732
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	123	25	-4	144
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (SLCC ETI)	823	70	0	893
FGKP TRANCHE 1	21 193	1 328	1	22 522
FGKP TRANCHE 2	29 512	4 624	9	34 145
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	3 901	441	1	4 343
FGKP TRANCHE 3	74 867	14 975	670	90 512
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	2 471	2 001	20	4 492
FGKP TRANCHE 4	54 965	34 440	5 931	95 336
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	-1 090	717	69	-304
DROM	140 397	25 959	-610	165 746
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)				
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	97 063	4 049	-2 415	98 697
PRÊT TOURISME	217 428	32 169	17 054	266 651
Autres fonds				
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	1 822	0	0	1 822
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	5 785	0	0	5 785

UIMM	195	0	0	195
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	312	535	0	847
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	2 895	242	-1	3 136
UIMM MEDITERRANEE	676	0	0	676
UIMM LIM PCH	735	59	0	794
CCI INNOVATION PDL	434	275	0	709
BEST WESTERN	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	-24	52	0	28
PPD UIMM GRAND NORD EST	136	249	0	385
PPD UIMM NATIONAL	297	56	0	353
PPD UIMM NATIONAL 2	70	774	0	844
UIMM FRENCH FAB	1 125	247	0	1 372
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	26 557	359	411	27 327
Autres gestions(*)	109 406	0	0	109 406
Fonds de garantie	5 024 590	1 438 248	336 194	6 799 032

(*) Autres gestions : Fonds National Révitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

20.2. – Résultat des fonds de garantie au 31 décembre 2024

Fonds de garantie (En milliers d'euros.)	Produits financiers et honoraires nets	Participations aux plus-values et récupérations	Commissions	Provisions contentieuses	Charges contentieuses nettes	Provisions Pré-contentieuses	Résultats
Fonds de réserve							
FONDS DE RESERVE	14 605	0	0	0	0	0	14 605
FONDS DE MUTUALISATION DES FONDS DE GARANTIE	6 102	0	0	0	0	0	6 102
AFT (Agence France Trésor)	0	0	0	0	0	0	0
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	27	0	-39	-1 827	-78	0	1 894
TEXTILE	0	0	0	0	0	0	0
CREATION PME ET TPE	22 969	79	4 428	40 766	-90	-6 144	-7 057
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	149	21	0	13	0	0	158
TRANSMISSION PME ET TPE	8 212	141	2 531	20 942	-51	-3 874	-6 132
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	588	1	12	1 308	-24	-207	-476
RT CCE	830	0	44	342	0	-424	956
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	2 057	130	286	4 719	0	-950	-1 296
RSF RECONVERSION	303	0	1	-140	0	0	444
INNOVATION DES PME ET TPE	2 077	29	1 226	3 678	-2	2 853	-3 196
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0	0	0	0	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	866	3	378	1 390	0	-335	192
INTERNATIONAL COURT TERME	455	78	61	455	-1	178	-38
AFFACTURAGE	317	0	383	98	0	184	417
FASEP	2 212	0	448	6 276	0	0	-3 617
GARANTIE FONDS PROPRES	26	0	0	0	0	0	26
2001/2002							
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI	2	0	0	0	0	0	2
2003/2004							
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI	174	0	0	0	0	0	174
2007/2009							
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI	232	0	19	0	0	0	251
2010/2012							
GARANTIE DE FONDS PROPRES	231	53	11	702	0	0	-407
2013/2015							
GARANTIE DE FONDS PROPRES	772	113	82	94	0	0	872
2016/2018							
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	1 234	212	1 354	7 392	0	-301	-4 292
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	7	0	0	0	0	0	7
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	468	0	42	1 320	0	-94	-716
FINANCEMENTS STRUCTURES	770	0	61	0	0	0	831
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (RHB)	11 375	362	8 717	34 160	0	-1 289	-12 417
PPMTR	1 289	11	0	1 269	0	-1 175	1 206
PRETS VERTS	1 238	276	3	-113	0	-8	1 637
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	188	0	0	0	0	0	189

PPD BOIS	187	0	0	126	0	129	-68
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	614	0	15	228	0	-118	519
PREFINANCEMENT CICE	25	0	0	-4	0	0	28
PRÊT POUR L'INNOVATION	2 189	273	-792	12 556	0	5 375	-16 260
PRÊT NUMERIQUE	947	0	-23	88	0	-108	944
PIPC	41	0	0	0	0	0	41
SOFIRED	246	0	0	-33	0	94	185
PRÊT ROBOTIQUE	899	2	147	308	0	-1 644	2 384
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	40	0	0	32	0	-11	19
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	600	0	-31	324	0	-407	652
PRÊT VERT 2	818	0	87	316	0	-182	771
PRÊT D'AMORCAGE	2 430	261	6 118	19 874	0	5 439	-16 504
INVESTISSEMENT							
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	50	0	0	0	0	0	50
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	307	0	78	92	0	10	282
RENFORCEMENT TRESORERIE	345	0	77	0	0	-6	427
SECTEUR ELEVAGE							
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	1 835	0	1 339	6 513	0	-4 582	1 242
PRÊT FILIERE BOIS	243	0	11	0	0	0	255
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	241	0	20	74	0	220	-34
CREAT K/K 2019	2 600	0	5 039	13 728	2	-1 665	-4 425
DEV K/K 2019	351	0	1 470	2 543	0	-1 073	351
TRANS K/K 2019	1 610	7	3 658	14 030	0	48	-8 804
RENF TRESO K/K	373	0	1 655	2 963	0	1 890	-2 826
INTER DEV K/K	23	0	35	306	0	45	-293
CREA CG	4 663	23	16 648	45 298	0	1 166	-25 130
CREA EX NI	1 050	5	5 711	12 224	0	1 478	-6 936
TRANS CG	240	0	1 065	2 237	0	134	-1 066
DEV CG	205	0	2 756	9 828	0	181	-7 048
RT CG	270	0	1 359	2 231	0	728	-1 330
AVANCE + OUTRE MER	189	0	105	20	0	-13	286
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	739	0	0	176	0	542	21
Surgarantie RT ETI Covid19	777	0	32	3 098	0	-561	-1 728
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	148	0	0	0	0	0	148
Surgarantie LCC ETI Covid19	31	0	0	0	0	0	32
RT TPE-PME Covid19	179	0	2	183	0	-53	51
RT ETI Covid19	515	0	7	0	0	0	522
LCC TPE-PME Covid19	14	0	0	0	0	0	14
LCC ETI Covid19	-20	0	0	0	0	0	-20
Garantie ATOUT PME	1 873	0	182	9 501	0	-6 211	-1 236
Garantie ATOUT ETI	6 114	0	1 818	11 884	0	-10 245	6 292
RT AUTOMOBILE	552	0	0	0	0	0	552
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	215	0	391	873	0	1 358	-1 625
PRÊT METHANISATION INJECTION	242	0	65	308	0	-67	65
France NUMERIQUE	614	0	14	22	0	228	379
PRÊT VERT 4	5 334	0	12 343	19 199	0	19 934	-21 455
PRÊT CROISSANCE RELANCE	2 749	0	6 352	7 320	0	18 875	-17 094
DEVELOPPEMENT RELANCE	252	0	5 657	18 055	0	6 091	-18 237
DEVELOPPEMENT RELANCE	15	0	0	0	0	0	15
CONTRAT							
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	13	0	168	201	0	245	-265
PRÊT D'HONNEUR RENFORT	5	0	15	0	0	-59	79
PRÊT D'HONNEUR CREATION REPRISE	174	0	406	0	0	-112	692
Création Standard Relance Cas par Cas	3 109	0	8 742	22 246	0	7 948	-18 343
Création Standard Relance Contrat	1 794	0	7 446	20 698	0	4 146	-15 605
Transmission Relance	2 306	0	5 803	11 066	0	10 698	-13 655
Transmission Relance Contrat	145	0	428	754	0	445	-625
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	1 445	28	7 797	14 917	0	1 450	-7 097
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	2 635	187	1 587	13 290	0	0	-8 882
GARANTIE VERTE	374	0	181	-71	0	1 565	-938
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	212	0	533	1 195	0	870	-1 319
Garantie Verte Contrat	0	0	0	0	0	0	0
RHB Industrie	64	0	2 663	3 108	0	9 122	-9 503
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	1 408	0	1 856	4 552	0	5 614	-6 902
ELECTRICITE RENOUVELABLE	804	0	106	0	0	0	910
PRÊT INDUSTRIE VERTE	2	0	45	0	0	0	47
CREATION STANDARD K/K	19	0	808	0	0	176	651
DEVELOPPEMENT STANDARD K/K	2	0	281	0	0	665	-382
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	0	0	30	0	0	0	30
TRANSMISSION STANDARD K/K	20	0	708	0	0	718	11
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	4	0	147	0	0	436	-284

CREATION VERT K/K	4	0	101	32	0	46	26
DEVELOPPEMENT VERT K/K	0	0	81	0	0	16	65
TRANSMISSION VERT K/K	1	0	16	0	0	148	-132
CREATION STANDARD CONTRAT	1	0	101	0	0	25	78
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	0	0	15	0	0	0	15
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	0	0	3	0	0	34	-31
RT STANDARD CONTRAT	0	0	11	0	0	3	9
CREATION VERT CONTRAT	0	0	1	0	0	0	1
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	0	0	0	0	0	0	0
TRANSMISSION VERT CONTRAT	0	0	0	0	0	0	0
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	1	0	0	0	0	0	1
PRÊT FLASH QUARTIERS	0	0	0	0	0	0	0
BEI - ETAT	0	0	0	0	0	0	0
PAYS DE L'EST	0	0	0	0	0	0	0
PIC PME	28	0	0	-43	-3	0	75
CAPITAL DEVLPT ET PRETS PARTICI.	9	0	0	0	-14	0	23
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	2	0	0	0	0	0	2
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	1 653	12	24	1 473	0	-85	301
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (S RT PME)	347	17	24	-1 050	0	-185	1 622
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	361	0	56	292	0	-194	320
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (S RT ETI)	631	0	-47	2 075	0	-7	-1 484
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	110	0	-4	-255	0	0	361
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (S LCC PME)	155	0	-78	-171	0	0	248
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	3	0	-4	0	0	-1	0
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (S LCC ETI)	21	0	-71	-270	0	0	220
FGKP TRANCHE 1	0	0	9	-599	-9	-10	627
FGKP TRANCHE 2	1 180	0	70	-300	0	-184	1 734
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	133	0	3	-2	0	-26	164
FGKP TRANCHE 3	2 984	29	638	1 262	0	-794	3 182
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	211	5	14	-18	0	-90	338
FGKP TRANCHE 4	2 253	36	2 691	3 600	1	-1 195	2 574
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	27	0	86	-424	0	-60	597
DROM	4 438	111	-142	1 740	0	-126	2 793
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)	0	0	0	0	0	0	0
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	6 526	2 520	561	13 083	0	0	-3 476
PRÊT TOURISME	12 358	0	4 126	9 857	0	11 563	-4 936
Autres fonds	0	0	0	0	0	0	0
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0	0	0	0	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	-2	0	22	0	0	0	20
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE UIMM	-6	0	0	0	0	0	-6
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	0	0	0	0	0	0	0
RESEAU ENTREPRENDRE	-1	0	0	0	0	-47	47
CROISSANCE	-1	0	9	-21	0	-67	95
UIMM MEDITERRANEE	-1	0	0	0	0	0	-1
UIMM LIM PCH	-1	0	0	21	0	-22	0
CCI INNOVATION PDL	-1	0	0	0	0	-21	20
BEST WESTERN	0	0	0	0	0	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	0	0	0	50	0	-15	-35
PPD UIMM GRAND NORD EST	0	0	0	0	0	-10	10
PPD UIMM NATIONAL	0	0	0	11	0	-16	4
PPD UIMM NATIONAL 2	-1	0	0	308	0	-20	-288
UIMM FRENCH FAB	-1	0	0	53	0	-60	6
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	816	0	100	0	0	-15	931
Autres gestions(*)	1 995	0	1 904	19 496	-4 505	0	-26 324
Fonds degarantie	174 517	5 025	143 528	481 521	-4 774	77 945	-246 857

(*) Autres gestions : Fonds National Révitalisation du Territoire, Fonds Rénovation Hôtelière, PCE, Crédit Professionnel et divers

Note 21. – Ressources nettes d'intervention à l'innovation

21.1. – Situation comptable des fonds de garantie d'intervention

Fonds (En millions d'euros.)	Solde au 31/12/2023	Dotations 2024	Remboursements et redéploiements 2024	Résultats 2024	Solde au 31/12/2024	Avances Récupérables Saines	Encours Prêts Innovation Sains
Aides à l'innovation - ISI - PMII	605,3	0,0	0,0	-27,2	578,1	70,1	235,1
FRGI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	14,7
Aides sur financement partenaires	245,8	50,1	0,0	-14,4	281,5	21,3	17,5
Etat PIA	684,3	0,0	-20,0	-234,3	430,0	232,0	1 150,8
FII	127,4	0,0	0,0	-36,6	90,8	98,6	161,2
Etat autres	34,6	0,0	-1,5	-22,2	10,9	0,1	0,1
Total	1 697,4	50,1	-21,5	-334,7	1 391,3	428,5	1 579,4

21.2. – Résultat des fonds de garantie d'intervention au 31 décembre 2024

Fonds (En millions d'euros.)	Subventions	Provisions, pertes et constats d'échecs	Expertises et charges diverses	Produits et charges financiers	Produits et charges divers	Résultat au 31/12/2024
Aides à l'innovation - ISI - PMII	1,1	-31,6	0,0	1,1	2,2	-27,2
Aides sur financement partenaires	-5,6	-6,2	-3,9	0,0	1,3	-14,4
Etat PIA	-105,4	-117,1	-13,6	0,0	1,8	-234,3
FII	3,0	-36,1	-4,6	0,0	1,1	-36,6
Etat autres	-22,2	-0,1	0,0	0,0	0,1	-22,2
Total	-129,1	-191,1	-22,1	1,1	6,5	-334,7

Note 22. – Variation des capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2023	Affectation du résultat 2023	Autres mouvements	31/12/2024
Capital souscrit	5 440,0	0,0	0,0	5 440,0
Primes d'émission	15 462,0	0,0	0,0	15 462,0
Primes de fusion	212,0	0,0	0,0	212,0
Réserve légale	123,9	36,2	0,0	160,1
Autres réserves	164,6	0,0	0,0	164,6
Provisions réglementées, subventions d'investissement	162,7	0,0	(1) -14,5	148,2
Report à nouveau	461,1	294,1	0,0	755,2
Résultat de l'exercice	723,6	-723,6	610,5	610,5
Acomptes sur dividendes	-122,1	(2) 122,1	-122,1	-122,1
Total	22 627,8	(2) -271,2	473,9	22 830,5

(1) Reprise d'amortissements dérogatoires sur logiciels.

(2) Distribution du solde de dividende de 0,40 € par action, après le versement sur l'exercice 2023 d'un acompte de 0,18 € par action.

Le capital social est composé de 680 millions d'actions ordinaires nominatives, d'une valeur nominale de 8 euros, entièrement libérées.

La majorité du capital doit rester la propriété de l'Etat, d'un établissement public de l'Etat, d'un organisme public ou d'une entreprise publique.

Note 23. – Contre-valeur en euros des opérations en devises

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actif	8,6	0,5
Passif	1 483,7	715,2

Ces positions nettes de bilan sont couvertes par des opérations de hors-bilan.

Note 24. – Tableau de flux des dépréciations et des provisions

(En millions d'euros.)	Dépréciations et Provisions au 31/12/23	Dotations aux dépréciations et provisions	Reprises des dépréciations et provisions disponibles	Reprises des dépréciations et provisions utilisées (1)
Dépréciations et provisions pour créances douteuses et risques de crédit	1 056,3	350,7	236,6	89,9
- Dépréciations pour créances douteuses	649,9	219,7	67,7	89,9
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	649,9	219,5	67,7	89,9
. Opérations sur titres et divers	0,0	0,2	0,0	0,0
- Provision collective pour risques de crédit (4)	405,8	130,8	168,7	0,0
- Autres provisions	0,6	0,2	0,2	0,0
Autres provisions d'exploitation	205,5	32,2	60,9	4,3
Fonds pour risques bancaires généraux	235,2	0,0	0,0	0,0

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

- Créances irrécupérables

+Récupérations sur créances amorties

(4) Au 31 décembre 2024, Bpifrance réalise des ajustements sectoriels sur les entreprises du BTP, du commerce de détail, du transport et logistique, de l'automobile et aéronautique du fait du contexte économique. Bpifrance comptabilise également des ajustements sur les entreprises innovantes afin de tenir compte de leurs difficultés à lever des fonds, sur les entreprises bénéficiant d'un PGE afin de tenir compte de leurs difficultés à rembourser leur dette et sur les prêts collatéralisés par des biens immobiliers afin de tenir compte de l'incertitude de valorisation de l'immobilier et du risque porté par le retard de mise en transition énergétique.

(En millions d'euros.)	Autres variations (2)	Dépréciations et Provisions au 31/12/24	Créances irrécupérables non couvertes par des provisions	Récupérations sur créances amorties	Impact sur le résultat (3)
Dépréciations et provisions pour créances douteuses et risques de crédit	0,2	1 080,3	29,6	5,0	-138,7
- Dépréciations pour créances douteuses	0,2	711,8	29,5	5,0	-176,5
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	0,2	711,6	29,5	5,0	-176,3
. Opérations sur titres et divers	0,0	0,2	0,0	0,0	-0,2
- Provision collective pour risques de crédit (4)	0,0	367,9	0,0	0,0	37,9
- Autres provisions	0,0	0,6	0,1	0,0	-0,1
Autres provisions d'exploitation	0,0	172,5	0,0		
Fonds pour risques bancaires généraux	0,0	235,2			

(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes

(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps

(3) -/+ Dotations ou reprises nettes

- Créances irrécupérables

+Récupérations sur créances amorties

(4) Au 31 décembre 2024, Bpifrance réalise des ajustements sectoriels sur les entreprises du BTP, du commerce de détail, du transport et logistique, de l'automobile et aéronautique du fait du contexte économique. Bpifrance comptabilise également des ajustements sur les entreprises innovantes afin de tenir compte de leurs difficultés à lever des fonds, sur les entreprises bénéficiant d'un PGE afin de tenir compte de leurs difficultés à rembourser leur dette et sur les prêts collatéralisés par des biens immobiliers afin de tenir compte de l'incertitude de valorisation de l'immobilier et du risque porté par le retard de mise en transition énergétique.

Note 25. – Engagements de hors-bilan

25.1. – Engagements donnés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
AFT (Agence France Trésor)		
DEVELOPPEMENT PME ET TPE	0	18
TEXTILE	0	0
CREATION PME ET TPE	551 184	896 590
PRÊT A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)	0	0
TRANSMISSION PME ET TPE	215 866	410 296
RENFORCEMENT STRUCT. FIN PME TPE	1 992	3 193

RT CCE	3 043	3 665
RENFORCEMENT DE LA TRESORERIE	20 934	39 175
RSF RECONVERSION	29	53
INNOVATION DES PME ET TPE	196 275	190 237
FONDS DE SURMUTUALISATION	0	0
FINANCEMENT SPECIF. CT PME ET TPE	164 433	154 624
INTERNATIONAL COURT TERME	43 233	47 820
AFFACTURAGE	25 420	26 515
FASEP	122 297	116 480
GARANTIE FONDS PROPRES 2001/2002	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2003/2004	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2007/2009	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEI 2010/2012	0	0
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2013/2015	1 139	2 826
GARANTIE DE FONDS PROPRES 2016/2018	11 761	12 182
PRÊT PARTICIPATIF D'AMORCAGE	0	40
CAUTIONS SUR LES PROJETS INNOVANTS	0	0
BIOTECHNOLOGIE GARANTIE	2 678	3 636
FINANCEMENTS STRUCTURES	3 525	8 150
CONTRAT DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF	-1 590	-834
PPMTR	0	7
PRETS VERTS	0	0
INNOVATION DEVELOPPEMENT DURABLE	25	182
PPD BOIS	0	0
PRÊT ECO-ENERGIE (PEE)	0	0
PREFINANCEMENT CICE	0	0
PRÊT POUR L'INNOVATION	0	0
PRÊT NUMERIQUE	0	0
PIPC	0	0
SOFIRED	0	0
PRÊT ROBOTIQUE	0	0
PRÊT POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	0	0
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE	0	0
PRÊT VERT 2	0	0
PRÊT D'AMORCAGE INVESTISSEMENT	0	0
PRÊT ENTREPRISES ET QUARTIERS	0	0
PRÊT CROISSANCE AUTOMOBILE	0	0
RENFORCEMENT TRESORERIE SECTEUR ELEVAGE	10 899	13 959
PRÊT CROISSANCE INDUSTRIE 2	0	0
PRÊT FILIERE BOIS	0	0
PRÊT METHANISATION AGRICOLE	0	0
CREAT K/K 2019	405 289	560 934
DEV K/K 2019	121 577	162 383
TRANS K/K 2019	411 344	570 543
RENF TRESO K/K	73 469	89 198
INTER DEV K/K	3 148	6 987
CREA CG	1 310 150	1 376 704
CREA EX NI	335 906	327 035
TRANS CG	139 649	131 078
DEV CG	266 180	251 806
RT CG	86 355	71 454
AVANCE + OUTRE MER	-9	0
Surgarantie RT TPE-PME Covid19	1 267	3 332
Surgarantie RT ETI Covid19	2 240	5 771
Surgarantie LCC TPE-PME Covid19	0	0
Surgarantie LCC ETI Covid19	0	2 025
RT TPE-PME Covid19	380	876
RT ETI Covid19	429	713
LCC TPE-PME Covid19	0	0
LCC ETI Covid19	0	0

Garantie ATOUT PME	0	0
Garantie ATOUT ETI	0	0
RT AUTOMOBILE	0	0
PRÊT VERT ADEME BPIFRANCE	0	0
PRÊT METHANISATION INJECTION	0	0
France NUMERIQUE	349	421
PRÊT VERT 4	-608	-608
PRÊT CROISSANCE RELANCE	269	360
DEVELOPPEMENT RELANCE	754 650	803 577
DEVELOPPEMENT RELANCE CONTRAT	0	0
INTERNATIONNAL DEVELOPPEMENT RELANCE	20 183	25 595
PRÊT D HONNEUR RELANCE	63 990	49 877
Création Standard Relance Cas par Cas	1 112 963	1 301 317
Création Standard Relance Contrat	833 820	617 943
Transmission Relance	996 550	1 138 060
Transmission Relance Contrat	98 610	79 155
Création Ex-Nihilo Relance Contrat	472 115	472 400
GARANTIE DE FONDS PROPRES RELANCE	106 776	80 037
GARANTIE VERTE	25 263	23 335
Création Ex-Nihilo Relance Cas par Cas	51 431	61 749
Garantie Verte Contrat	0	0
RHB Industrie	0	0
PRÊT NOUVELLE INDUSTRIE	0	0
ELECTRICITE RENOUVELABLE	34 935	7 933
PRÊT INDUSTRIE VERTE	0	0
CREATION STANDARD K/K	505 388	0
DEVELOPPEMENT STANDART K/K	191 721	0
INTERNAT. DEV. STANDARD K/K	15 246	0
TRANSMISSION STANDARD K/K	485 823	0
RENFORCEMENT TRESO. STD K/K	29 556	0
CREATION VERT K/K	100 486	0
DEVELOPPEMENT VERT K/K	92 203	0
TRANSMISSION VERT K/K	14 915	0
CREATION STANDARD CONTRAT	72 649	0
DEVELOPPEMENT STANDARD CONTRAT	13 896	0
TRANSMISSION STANDARD CONTRAT	5 260	0
RT STANDARD CONTRAT	7 323	0
CREATION VERT CONTRAT	748	0
DEVELOPPEMENT VERT CONTRAT	130	0
TRANSMISSION VERT CONTRAT	35	0
PRÊT D'HONNEUR QUARTIERS	0	0
PRÊT FLASH QUARTIERS	0	0
BEI - ETAT	0	0
PAYS DE L'EST	0	0
PIC PME	0	0
CAPITAL DEVELOPT/PRETS PARTIC.	0	0
INSTAL. DES JEUNES ENTREPRENEURS	0	0
RENFORCEMENT TRESORERIE PME - (RT PME)	899	1 798
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO PME - (S RT PME)	9	45
RENFORCEMENT TRESORERIE ETI - (RT ETI)	0	41
SURGARANTIE RENFORCEMENT TRESO ETI - (S RT ETI)	27	6
LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (LCC PME)	0	0
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME PME - (S LCC PME)	0	0
LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (LCC ETI)	0	0
SURGARANTIE LIGNES CREDIT CONFIRME ETI - (S LCC ETI)	0	0
FGKP TRANCHE 1	169	663
FGKP TRANCHE 2	3 065	9 340
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T2	6	122
FGKP TRANCHE 3	48 921	68 939
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T3	611	915

FGKP TRANCHE 4	267 575	379 709
INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT - T4	4 658	9 161
CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)		
FRANCE INVESTISSEMENT GARANTIE	42 424	59 153
PRÊT TOURISME	0	0
Autres fonds		
BEI - DEV. TECHNOLOGIQUE	0	0
GARANTIE FONDS PROPRES - FEDER IDF	0	0
GARANTIE DE VALEUR LIQUIDATIVE	0	0
UIMM	0	0
PPD UIMM MIDI-PYRENEES	0	0
RESEAU ENTREPRENDRE CROISSANCE	0	0
UIMM MEDITERRANEE	0	0
UIMM LIM PCH	0	0
CCI INNOVATION PDL	0	0
BEST WESTERN	0	0
FEDERATION NATIONALE DE L'HABILLEMENT	0	0
PPD UIMM GRAND NORD EST	0	0
PPD UIMM NATIONAL	0	0
PPD UIMM NATIONAL 2	0	0
UIMM FRENCH FAB	0	0
PRÊT ECONOMIE D'ENERGIE (FDS PEE)	0	0
Autres gestions	2 389 074	2 471 580
DROM		
DROM	6 595	9 650
Engagements fonds de garantie	13 401 225	13 161 926
Engagements douteux fonds de garantie	2 164 812	1 855 431
Total engagements des fonds de garantie	15 566 037	15 017 357

Les engagements de garantie enregistrent les garanties de remboursement de crédits distribués par des établissements de crédit. Ils sont adossés à des fonds de garantie. Le montant des garanties données à des prêts octroyés par Bpifrance s'élève à 7 619 M€.

Par ailleurs, des contrats de garantie ne sont pas encore réalisés au 31 décembre 2024 pour un montant de 307,1 M€.

25.2. – Engagements reçus

Au sein des engagements de financement reçus des établissements de crédit, 19 534,9 M€ proviennent d'engagements reçus sur titres mis en pension.

Note 26. – Opérations en devises et instruments financiers à terme

(En millions d'euros.)	31/12/2024					
	Couverture				Positions ouvertes isolées	
	Micro		Macro			
	Notionnel	Valeur de marché	Notionnel	Valeur de marché	Notionnel	Valeur de marché
Opérations de gré à gré						
. Contrats d'échange de devises	1 392,7	52,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Contrats d'échange de taux	0,0	0,0	88 332,0	-360,3	0,0	0,0
. Contrats de taux plafond et plancher	0,0	0,0	1 625,0	-2,7	0,0	0,0
Opérations sur marchés organisés						
. Contrats de taux vendus ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Contrats de taux achetés ferme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	1 392,7	52,0	89 957,0	-363,0	0,0	0,0

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Total		Total	
	Notionnel	Valeur de marché	Notionnel	Valeur de marché
Opérations de gré à gré				
. Contrats d'échange de devises	1 392,7	52,0	689,6	10,6
. Contrats d'échange de taux	88 332,0	-360,3	75 956,9	-390,2
. Contrats de taux plafond et plancher	1 625,0	-2,7	1 675,0	-10,7
Opérations sur marchés organisés				
. Contrats de taux vendus ferme	0,0	0,0	0,0	0,0
. Contrats de taux achetés ferme	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	91 349,7	-311,0	78 321,5	-390,3

Les instruments financiers à terme ne font l'objet d'aucun provisionnement pour risque de contrepartie.

Ventilation selon la durée restant à courir au 31 décembre 2024

(En millions d'euros.)	D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans
Opérations effectuées de gré à gré	23 300,4	43 142,3	24 907,0
Opérations effectuées sur marchés organisés	0,0	0,0	0,0

Le montant notionnel des contrats recensés ci-dessus ne fournit qu'une indication de volume d'activité ; le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme utilisés par Bpifrance est estimé selon l'approche standardisée pour le risque de crédit de contrepartie retenue pour le calcul des ratios prudentiels européens. A ce titre, il tient compte de l'effet des contrats de compensation en vigueur à cette date ainsi que des garanties reçues. Il s'analyse comme suit :

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Coût de remplacement positif (1)	195,4	114,1
Exposition potentielle future (2)	23,8	18,4
Exposition totale = 1,4 x ((1) + (2))	306,8	185,5
Equivalent risque de crédit pondéré	9,9	6,6

Note 27. – Intérêts et produits assimilés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	192,0	339,3
Opérations avec la clientèle (1)	1 481,9	1 258,4
- Comptes ordinaires débiteurs	0,3	2,9
- Crédits à l'exportation	42,1	32,7
- Crédits de trésorerie	84,7	75,9
- Crédits à moyen et long terme	796,6	697,4
- Crédits divers et créances subordonnées	447,5	341,9
- Opérations de hors-bilan	110,5	110,2
- Divers	0,2	-2,6
Obligations et autres titres à revenu fixe	205,2	257,2
Produit net sur opérations de macro-couverture	49,3	89,9
Total (2)	1 928,4	1 944,8
(1) Dont reprise de dépréciation pour créances douteuses du fait du passage du temps (cf note 1.2)	0,2	0,3
(2) Dont intérêts négatifs sur dettes et émissions de titres	0,0	0,5

Note 28. – Intérêts et charges assimilées

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	-478,9	-646,2
Opérations avec la clientèle	-135,4	-139,9
Obligations et autres titres à revenu fixe	-859,7	-669,7
- Obligations	-612,6	-491,5
- Titres de créances négociables	-247,1	-178,2
Autres intérêts et charges assimilées	-0,3	-0,2
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-10,3	-6,0
Total (*)	-1 484,6	-1 462,0
(*) Dont intérêts négatifs sur créances et portefeuilles titres	0,0	0,0

Note 29. – Produits sur opérations de crédit-bail et location simple

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Loyers	1 350,2	1 279,0
Autres produits	92,8	91,0
Plus-values	48,5	43,3
Coût du risque	0,2	-11,0
Total	1 491,7	1 402,3

Note 30. – Charges sur opérations de crédit-bail et location simple

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	-893,5	-897,8
Dotations aux provisions spéciales	-148,0	-149,0
Moins-values	-25,6	-30,1
Autres charges	-86,2	-85,0
Total	-1 153,3	-1 161,9

Note 31. – Revenus des titres à revenu variable

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Participations	0,2	0,2
Autres titres détenus à long terme	0,6	0,0
Parts dans les entreprises liées (*)	561,9	691,5
Total	562,7	691,7

(*) dont :

- Dividendes Bpifrance Participations : 432 M€ (572 M€ au 31 décembre 2023)

- Excess Spread des titrisations auto retenues 1 et 2 : 121,8 M€ (111,3 M€ au 31 décembre 2023)

Note 32. – Commissions

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produits		
Commissions sur opérations avec la clientèle	28,4	27,3
Commissions sur prestation de services financiers	0,0	0,1
Total	28,4	27,4
Charges		

Commissions sur opérations avec la clientèle	-0,3	-0,4
Commissions sur opérations sur titres	-2,7	-2,6
Total	-3,0	-3,0

Note 33. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction	0,0	0,0
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	0,0	0,2
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	0,0	3,8
Total	0,0	4,0

Note 34. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	0,2	0,3
Moins-values de cession	-10,6	-34,9
Plus-values de cession	8,8	0,0
Total	-1,6	-34,6

Note 35. – Autres produits d'exploitation bancaire

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produits facturés à des sociétés du Groupe	50,7	45,6
Autres charges refacturées	2,8	1,7
Produits accessoires d'assurance	27,2	36,0
Commissions au titre du PGE	0,0	5,6
Reprise de provisions disponibles	7,7	9,6
Quote-part de subventions d'investissement	1,2	1,2
Produits divers liés à l'activité innovation	58,0	42,9
Autres produits	20,1	16,5
Total	167,7	159,1

Note 36. – Autres charges d'exploitation bancaire

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements pour immobilisations incorporelles et corporelles hors exploitation	0,0	0,0
Subventions activité Entrepreneuriat et Territoires	-17,5	-17,2
Dotations aux provisions pour risques d'exploitation bancaire divers	-27,1	-31,7
Autres charges	-11,6	-9,9
Total	-56,2	-58,8

Note 37. – Charges générales d'exploitation

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel		
- Salaires et traitements	-210,7	-199,1
- Charges des régimes à cotisations définies	-26,8	-23,3
- Charges des régimes à prestations définies	-2,5	-2,9
- Autres charges sociales	-80,5	-70,7
- Intéressement et participation	-25,2	-22,7
- Charges fiscales	-28,0	-26,2
- Dotations/reprises provisions pour engagements vis-à-vis du personnel	-3,9	-3,1
Sous-total	-377,6	-348,0
Impôts et taxes	-23,5	-17,9
Autres frais administratifs	-256,6	-269,9
Total	-657,7	-635,8

37.1. – Ventilation de la juste valeur des actifs couvrant les engagements de fin de carrière

(En %.)	31/12/2024	31/12/2023
OPCVM		
Obligataire	77 %	78 %
Action	16 %	15 %
Monétaire	3 %	3 %
Autres	4 %	4 %
Total	100 %	100 %

37.2. – Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

(En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	Total 31/12/2024		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	21,7	24,9	-3,2	1,0	1,4	24,1	24,9	-0,8
- Coût des services rendus au cours de la période	1,6	0,0	1,6	0,0	0,3	1,9	0,0	1,9
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,7	0,8	-0,1	0,0	0,0	0,8	0,8	0,0
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-1,7	-1,7	0,0	-0,1	0,0	-1,9	-1,7	-0,2
- Ecart actuariels	1,1	0,1	1,0	0,0	-0,1	1,0	0,1	0,9
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,8	0,0	0,8	0,0	-0,1	0,7	0,0	0,7
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,2
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,5	0,1	0,4	0,0	0,0	0,5	0,1	0,4
Solde de clôture	23,4	24,1	-0,7	0,9	1,6	25,9	24,1	1,8

(En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé	Médailles du travail	Total 31/12/2023		
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	22,1	28,2	-6,1	1,1	1,3	24,6	28,2	-3,7
- Coût des services rendus au cours de la période	1,4	0,0	1,4	0,0	0,3	1,7	0,0	1,7
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,6	0,8	-0,2	0,0	0,0	0,7	0,8	-0,2
- Coût des services passés	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
- Effet des variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-3,0	-3,0	0,0	-0,1	-0,1	-3,2	-3,0	-0,2
- Ecart actuariels	0,5	-1,1	1,6	0,0	-0,2	0,3	-1,1	1,4
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,7	0,0	0,7	0,0	-0,1	0,6	0,0	0,6
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,2
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,0	-1,1	1,1	0,0	0,0	0,0	-1,1	1,1
Solde de clôture	21,7	24,9	-3,2	1,0	1,4	24,1	24,9	-0,8

Note 38. – Coût du risque

(En millions d'euros.)	31/12/2024			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	Total
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-152,0	37,9	-0,1	-114,2
Pertes non provisionnées	-29,5		0,0	-29,5
Récupérations sur créances amorties	5,0		0,0	5,0
Solde	-176,5	37,9	-0,1	-138,7

(En millions d'euros.)	31/12/2023			
	Actif soustractif	Provision collective	Autres passifs	Total
Dotations ou reprises nettes aux provisions et dépréciations	-116,5	96,0	2,6	-17,9
Pertes non provisionnées	-8,9		0,0	-8,9
Récupérations sur créances amorties	3,4		0,0	3,4
Solde	-122,0	96,0	2,6	-23,4

Note 39. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En millions d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023
	Titres d'investissement	Immobilisations incorporelles et corporelles d'exploitation	Participations et autres titres détenus à long terme Parts dans les entreprises liées	Total	Total
Dotations aux dépréciations	0,0	0,0	-0,4	-0,4	0,0
Reprises de dépréciations	2,1	0,0	0,0	2,1	2,0
Moins-values de cession	-0,4	0,0	0,0	-0,4	-0,3
Plus-values de cession	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Solde	1,7	0,0	-0,3	1,4	1,7

Note 40. – Passage entre le résultat social et le résultat financier

(En millions d'euros.)	31/12/2024		
	Crédit-bail et location immobiliers	Crédit-bail et location mobiliers	Total
Dotations aux amortissements comptables	-327,5	-565,9	-893,4
Plus/moins-values comptables	9,5	13,5	23,0
Total	-318,0	-552,4	-870,4
Dotations aux amortissements financiers	-326,0	-640,3	-966,3
Plus/moins-values financières	9,5	0,9	10,4
Dépréciation financière sur éléments d'actif	0,0	0,5	0,5
Total	-316,5	-638,9	-955,4
Variation de la réserve latente	1,5	-86,5	-85,0

Note 41. – Principaux soldes intermédiaires de gestion financiers

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produit net bancaire	1 387,7	1 465,8
Charges générales d'exploitation	-657,7	-635,8
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-75,8	-59,2
Résultat brut d'exploitation	654,2	770,8
Coût du risque	-131,2	-33,7
Résultat d'exploitation	523,0	737,1
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	1,4	1,7
Résultat courant avant impôt	524,4	738,8
+Résultat exceptionnel	0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	-13,4	-16,4
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	14,5	-52,3
Résultat net	525,5	670,1

Note 42. – Situation fiscale

La comptabilisation de l'impôt sur les sociétés s'effectue selon la méthode de l'impôt exigible.

Le résultat fiscal de l'exercice 2024 (provisoire) au taux de droit commun est bénéficiaire de 111,9 M€, compte tenu des principales réintégrations ou déductions nettes suivantes :

(En millions d'euros.)	
Résultat comptable avant impôt de l'exercice	623,9
Dividendes	-418,2
Etalement enveloppe des prêts bonifiés	-77,0
Dotations / reprise nette de la provision collective	-37,9
Frais de dossier et d'instruction à étaler	0,8
Subvention activité Entrepreneuriat et Territoires	17,5
Autres provisions	2,8
Résultat fiscal	111,9

Le résultat fiscal au taux de droit commun, soit 25,83 %, génère une charge d'impôt de 29 M€ après imputation des crédits d'impôts.

Aucune charge d'impôt n'est constatée pour le résultat fiscal au taux réduit de 15 %.

Note 43. – Information sectorielle

Bpifrance exerce principalement les métiers suivants :

- les prêts à long et moyen terme : il s'agit de financements à long et moyen terme sous forme de prêts directs, de crédit-bail mobilier et immobilier et de location financière ; ils comprennent également les prêts innovation,
- le financement court terme regroupe notamment les opérations de financement de créances publiques en Métropole et dans les DROM, soit directement, soit par signature,
- les interventions en garantie couvrent les banques et les organismes d'intervention en fonds propres, contre les risques de défaillance des bénéficiaires de financement,
- les aides au financement de l'innovation sous forme d'avances remboursables ou de subventions.

Dans la rubrique « autres » figurent principalement les produits des participations et, dans une moindre mesure, les produits de placement des fonds propres et les refacturations.

Activité (En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	P N B financier	Encours moyen	P N B financier	Encours moyen
Prêts à long et moyen terme	606,5	45 603,1	548,2	45 026,1
- Dont crédit-bail	95,0	6 281,4	82,9	6 121,6
Financement court terme	92,5	1 477,7	81,4	1 583,8
Garantie	142,3	19 574,5	160,1	18 915,9
- Dont commissions	122,2		129,2	
- Dont produits financiers	19,8		16,3	
Innovation	67,2		52,3	
Autres	479,3		623,8	
- Dont dividendes reçus	440,4		579,9	

Note 44. – Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par Bpifrance (mandataire) pour le compte de tiers (mandant) ne figurent pas au bilan de la banque.

(En millions d'euros.)	31/12/2024							
	Actif				Passif			
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	Hors bilan
Activité de financement								
ARI (*)	22,1	0,0	0,0	22,1	0,0	22,1	22,1	15,4
Fonds de dettes	9,2	0,0	0,0	9,2	0,0	9,2	9,2	0,0
FDES PBAR	237,1	0,0	25,8	262,9	0,0	262,9	262,9	0,0
Activité de garantie								
PGE	210,1	0,0	0,0	210,1	0,0	210,1	210,1	33 240,0
Camulor		0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)		0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	78,0	78,0	0,0	78,0	78,0	683,2
FCS	0,0	0,0	121,4	121,4	0,0	121,4	121,4	113,3
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	564,4	0,0	0,0	564,4	1,4	563,0	564,4	244,8
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FUI	0,1	0,0	32,6	32,7	6,3	26,4	32,7	0,6
PSPC	221,7	0,0	76,4	298,1	106,3	191,8	298,1	77,8
FIS	3,7	0,0	5,5	9,2	4,8	4,4	9,2	4,2
FSN	36,8	0,0	107,1	143,9	10,2	133,7	143,9	2,2
PIAVE	44,6	0,0	60,4	105,0	7,9	97,1	105,0	8,6
PSIM	12,3	0,0	24,4	36,7	0,4	36,3	36,7	0,4
FGI CONCOURS d'INNOVATION	44,6	0,0	28,7	73,3	14,2	59,1	73,3	7,6
PIA3								
FNI-PRI	3,4	0,0	18,1	21,5	0,6	20,9	21,5	0,3
Frenc Tech Tremplin Bourse	0,0	0,0	5,2	5,2	0,1	5,1	5,2	4,4
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	200,7	459,5	12,8	673,0	673,0	0,0	673,0	429,2
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	211,7	1 664,9	8,8	1 885,4	1 885,4	0,0	1 885,4	327,3
PIA4 DIRIGE MATURATION	49,4	607,0	1,9	658,3	658,3	0,0	658,3	138,2
PIA4 FR2030 INDUST	87,2	2 332,2	115,8	2 535,2	2 535,2	0,0	2 535,2	2 140,6
PIA4 REGIONALISE	24,8	0,0	31,6	56,4	49,7	6,7	56,4	29,4
PIA 4 STRUCTUREL	124,7	498,1	9,3	632,1	632,1	0,0	632,1	336,1
FGI ATF PIA3	125,1	0,0	6,7	131,8	66,1	65,7	131,8	54,4
SIA	0,0	24,9	0,7	25,6	25,6	0,0	25,6	1,7
PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEEP TECH GPT	2,9	0,0	2,1	5,0	1,4	3,6	5,0	0,5

GRANDS DEFIS GPT	0,0	5,7	19,5	25,2	25,2	0,0	25,2	2,3
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	4,1	430,0	23,7	457,8	457,8	0,0	457,8	10,6
IPCEI H2	0,0	575,3	121,6	696,9	696,9	0,0	696,9	0,0
AI DEEPTECH 2	0,0	0,0	49,7	49,7	39,0	10,7	49,7	3,8
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
French Tech Tremplin	0,9	0,0	1,1	2,0	0,3	1,7	2,0	0,0
CMA CGM DECARBO PECHE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CMA CGM INNOVATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NCC-FR	0,0	0,0	1,1	1,1	0,0	1,1	1,1	0,0
ENTREPRENEURIAT	0,0	27,8	63,9	91,7	91,7	0,0	91,7	10,3
FRIGPT	56,3	0,0	152,8	209,1	47,7	161,4	209,1	32,9
Total	2 297,9	6 625,4	1 254,2	10 177,5	8 037,6	2 139,9	10 177,5	37 920,1

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PIAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Satt incubateurs accélérateurs

PIA4 : 4^e programme d'investissements d'avenir

NCC-FR : Centre National de Coordination Cyber – France

(En millions d'euros.)	31/12/2023							Hors bilan
	Actif				Passif			
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité de financement								
ARI (*)	40,1	0,0	0,0	40,1	0,0	40,1	40,1	17,1
Fonds de dettes	25,2	0,0	0,0	25,2	0,0	25,2	25,2	0,0
FDES PBAR	237,1	0,0	25,7	262,8	0,0	262,8	262,8	0,0
Activité de garantie								
PGE	27,5	0,0	0,0	27,5	0,0	27,5	27,5	54 457,8
Fonds gérés DROM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Camulor	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	66,4	66,4	0,0	66,4	66,4	554,6
FCS	0,0	0,0	110,6	110,6	0,0	110,6	110,6	106,4
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	522,7	0,0	0,0	522,7	15,4	507,3	522,7	243,4
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FUI	0,2	0,0	33,5	33,7	10,6	23,1	33,7	0,6
PSPC	233,5	0,0	66,4	299,9	159,3	140,6	299,9	116,6
FIS	3,5	0,0	5,0	8,5	5,3	3,2	8,5	4,7
FSN	51,9	0,0	92,4	144,3	13,9	130,4	144,3	2,6
PIAVE	56,6	0,0	49,1	105,7	9,9	95,8	105,7	13,5
PSIM	18,7	0,0	19,5	38,2	1,5	36,7	38,2	1,4
FGI CONCOURS d' INNOVATION	55,9	0,0	18,7	74,6	24,9	49,7	74,6	14,0
PIA3								
FNI-PRI	5,3	0,0	16,4	21,7	0,6	21,1	21,7	0,5
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
French Tech Tremplin	0,5	0,0	1,6	2,1	1,6	0,5	2,1	0,0
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	153,4	445,4	9,4	608,2	608,2	0,0	608,2	332,1
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	233,6	1 400,4	40,0	1 674,0	1 674,0	0,0	1 674,0	378,7
PIA4 DIRIGE MATURATION	24,0	13,2	147,6	184,8	184,8	0,0	184,8	586,1
PIA4 FR2030 INDUST	27,2	511,8	376,7	915,7	915,7	0,0	915,7	2 817,6
PIA4 REGIONALISE	12,5	0,0	26,3	38,8	28,2	10,6	38,8	33,7
PIA 4 STRUCTUREL	59,0	351,8	24,5	435,3	435,3	0,0	435,3	279,1
FGI ATF PIA3	108,9	0,0	18,2	127,1	95,7	31,4	127,1	79,4
SIA	0,0	3,6	3,3	6,9	6,9	0,0	6,9	0,0
PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEEP TECH GPT	3,1	0,0	2,2	5,3	2,9	2,4	5,3	0,7
GRANDS DEFIS GPT	0,0	18,7	12,6	31,3	31,3	0,0	31,3	2,2
IPCEI H2	0,0	846,1	49,4	895,5	895,5	0,0	895,5	0,0
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	2,2	638,4	82,6	723,2	723,2	0,0	723,2	16,0
FRENCH TECH TREMPLIN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6
BOURSES								

AII DEEPTech 2	0,0	0,0	19,6	19,6	0,3	19,3	19,6	0,0
ENTREPRENEURIAT	0,0	0,0	35,6	35,6	31,2	4,4	35,6	14,4
FRIGPT	53,9	0,0	139,2	193,1	47,1	146,0	193,1	35,5
Total	1 956,5	4 229,4	1 540,0	7 725,9	5 923,3	1 802,6	7 725,9	60 110,4

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PIAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Satt incubateurs accélérateurs

PIA4 : 4^e programme d'investissements d'avenir

Note 45. – Effectifs

L'effectif moyen s'établit à 3 337,8 salariés en 2024, dont 90 % de cadres.

Note 46. – Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration

Les rémunérations versées aux administrateurs au titre de la présence et aux présidents des comités métiers s'établissent à 201,8 milliers d'euros.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bpifrance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives

qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciations et provisionnement du risque de crédit

Risque identifié :

Bpifrance comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes annuels, la direction calcule des dépréciations sur base individuelle par différence entre la valeur comptable de l'actif présentant un risque de crédit avéré et la valeur actualisée au taux d'origine du contrat des flux futurs de trésorerie qu'elle estime recouvrable après prise en compte de la mise en jeu des garanties.

Les provisions collectives sur encours sains sont calculées en analysant le risque de crédit sur un ensemble homogène de créances, identifié au moyen des notations internes du portefeuille. Les provisions collectives sur encours sains sont estimées à partir de simulations de scénarii stochastiques qui associent à chaque contrepartie une date éventuelle de défaut et un taux de perte en cas de défaut.

Pour tenir compte de la conjoncture économique, marquée notamment par des difficultés de levées de fond des entreprises innovantes ou encore des incertitudes sur la valorisation de l'immobilier commercial, la méthodologie relative au modèle de calcul des provisions collectives sur encours sains de Bpifrance a nécessité un certain nombre d'ajustements tel que précisé dans la note 24 de l'annexe.

L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions (ou groupes d'expositions homogènes) présentant un risque de non-recouvrement ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement au 31 décembre 2024.

Comme indiqué dans la note 24 de l'annexe aux comptes annuels, le montant des dépréciations et des provisions pour risque de crédit s'élève à 1 080,3 M€ au 31 décembre 2024. Nous avons considéré la détermination des dépréciations et des provisions des créances pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison :

- i. Concernant l'estimation des provisions collectives sur encours sains :
 - du risque d'incidence matérielle sur les résultats de l'établissement ;
 - de la complexité de la détermination de paramètres et modalités de calculs des provisions ;
 - du contexte d'incertitudes persistantes.
- ii. Concernant l'estimation des dépréciations et provisions sur base individuelle, en raison :
 - de l'importance relative des encours de prêts dans le bilan et des engagements consentis à la clientèle ;
 - de l'importance de la valeur des garanties, de la couverture par les fonds de garantie, ainsi que de l'évaluation des flux recouvrables.

Approche d'audit :

Nous avons pris connaissance des dispositifs de contrôle interne mis en place par l'établissement pour identifier les créances concernées et évaluer le montant des dépréciations et provisions sur ces encours à comptabiliser.

Nous avons également testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles que nous avons jugés clés relatives à ces dispositifs.

Pour les provisions collectives sur encours sains, nous avons effectué une revue critique de la documentation mise à disposition pour justifier la méthodologie utilisée et apprécier les critères d'identification par Bpifrance des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte actuel, des paramètres économiques projetés y compris la revue des scénarios et du dispositif de gouvernance encadrant leur mise à jour.

Pour les dépréciations et provisions estimées sur base individuelle, nos travaux ont consisté en :

- Un examen du dispositif de suivi des contreparties douteuses et contentieuses ;
- Un examen du processus de détermination des dépréciations et provisions sur une sélection de dossiers en défaut (incluant la prise en compte de la valorisation des garanties) ;
- Une évaluation des contrôles automatisés sur le déclassement des crédits et le calcul des montants de dépréciation et provision.

Nous avons mis en œuvre par ailleurs les procédures substantives suivantes :

- Pour les provisions collectives sur encours sains, nous avons apprécié le caractère raisonnable des principaux paramètres retenus et leur modélisation, effectué un calcul indépendant de la provision au 31 décembre 2024 sur un échantillon de portefeuilles de crédit, réalisé des procédures sur les ajustements apportés aux modalités de calcul des provisions et nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification de ces ajustements ;
- Pour les dépréciations sur base individuelle, nous avons apprécié, au moyen de sondages sur des dossiers de crédit, de l'adéquation de la dépréciation comptabilisée eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par l'établissement.

Évaluation des parts dans les entreprises liées

Risque identifié :

Les parts dans les entreprises liées de Bpifrance (essentiellement dans Bpifrance Participations) sont enregistrées à leur valeur d'entrée au prix d'acquisition, puis évaluées à la clôture de l'exercice au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité.

Comme indiqué dans la note 1.2, partie « Participations, parts dans les entreprises liées », de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité peut être déterminée selon différentes approches tenant compte selon la nature des parts dans les entreprises liées, la valeur de marché, de la valeur d'actif net, des perspectives d'activité de la société émettrice, des perspectives de réalisation ou de la conjoncture économique.

Nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de l'audit au 31 décembre 2024, en raison :

- du risque d'incidence significative sur les résultats de Bpifrance, au regard de l'importance du poste au niveau de l'entité et du risque de variation de valeur des actifs détenus par les principales parts dans les entreprises liées de Bpifrance ;
- de l'importance du jugement requis pour la détermination des valeurs d'utilité tant pour l'élaboration de trajectoires projetées ou la valorisation d'actifs sous-jacents non cotés impliquant le recours à des modèles ou données non observables ;
- de la sensibilité des valeurs d'utilité à certains paramètres d'évaluation.

Comme indiqué dans la note 7.1 de l'annexe aux comptes annuels, au 31 décembre 2024, la valeur brute des parts dans les entreprises liées s'élève à 21 487,5 M€ et une dépréciation cumulée de 0,3 M€ est constatée dans les comptes.

Approche d'audit :

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification et le suivi opérationnel des parts dans les entreprises liées.

Nous avons examiné la documentation du test de dépréciation retenu par la Direction sur les principales parts dans les entreprises liées et effectué une revue critique des méthodologies d'évaluation y compris, avec le support de nos experts en évaluation, des actifs sous-jacents de Bpifrance Participations.

Nous avons également procédé à :

- une vérification arithmétique des résultats des modèles d'évaluation ;
- un examen des principaux paramètres d'évaluation retenus des actifs sous-jacents de Bpifrance Participations (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme, multiples sectoriels ...).

Nous avons apprécié par ailleurs les informations communiquées dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de

gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bpifrance par l'assemblée générale du 28 mai 2009 pour le cabinet KPMG Audit FS I et du 11 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG Audit FS I était dans la 16^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 3^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce

qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 17 mars 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit FS I
Nicolas BOURHIS
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre CLAVIE
Associé

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2024**I. — Bilan consolidé publiable de Bpifrance**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	2 313,5	2 921,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	8 025,5	7 544,8
Instruments dérivés de couverture	6.3	121,8	60,9
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.4	15 374,0	17 100,2
Titres au coût amorti	6.5	10 890,0	9 430,2
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	6.6	1 757,4	1 601,4
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	6.7	49 935,0	49 185,6
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	6.8	6 362,9	6 283,0
Aides au financement de l'innovation	6.9	821,1	866,0
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-488,3	-1 115,6
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	147,5	331,8
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	2 328,5	1 421,0
Actifs non courants destinés à être cédés		0,0	0,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6.12	4 495,3	4 170,7
Immeubles de placement		0,0	0,0
Immobilisations corporelles	6.13	256,7	233,4
Immobilisations incorporelles	6.13	317,8	330,0
Ecarts d'acquisition		2,1	2,1
Total de l'actif		102 661,0	100 367,2

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	6.1	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	6.3	8,8	14,5
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6.14	9 729,9	13 532,9
Dettes envers la clientèle	6.15	2 009,3	1 996,4
Dettes représentées par un titre	6.16	49 441,2	42 210,1
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-253,6	-869,0
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	193,6	93,1
Comptes de régularisation et passifs divers	6.11	3 107,8	3 602,0
Dettes locatives		156,5	127,3
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0,0	0,0
Provisions	6.17	104,8	99,7
Ressources nettes d'intervention à l'innovation	6.18	2 207,8	2 508,8
- Juste valeur des engagements d'intervention		1 255,7	1 198,1
- Fonds d'intervention affectés aux risques à venir		952,1	1 310,6
Fonds de garantie publics	6.19	7 078,7	6 983,8
- Juste valeur des engagements de garantie		2 470,6	2 195,4
- Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir		4 608,0	4 788,4
Dettes subordonnées		7,2	7,2
Capitaux propres		28 868,9	30 060,5
Capitaux propres part du Groupe		28 473,5	29 997,4
- Capital et réserves liées		21 122,4	21 122,4
- Réserves consolidées		6 581,8	5 722,3
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-128,1	2 038,1
- Résultat		897,3	1 114,6
Intérêts minoritaires		395,5	63,1
- Réserves		397,0	63,5
- Résultat		-1,5	-0,4
Total du passif		102 661,0	100 367,2

II. — Compte de résultat consolidé publiable de Bpifrance

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	7.1	3 362,9	3 356,8
Intérêts et charges assimilées	7.1	-2 482,1	-2 483,9
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		0,0	0,0
Commissions (produits)		122,3	116,9
Commissions (charges)		-5,9	-3,0
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	7.2	267,1	231,5
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	7.3	611,0	586,9
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-0,3	0,0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0,0	0,0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0,0	0,0
Produits des autres activités	7.4	358,6	344,9
Charges des autres activités	7.4	-137,4	-136,2
Produit net bancaire		2 096,3	2 013,8
Charges générales d'exploitation	7.5	-1 051,3	-950,6
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	7.6	-119,5	-102,4
Résultat brut d'exploitation		925,4	960,7
Coût du risque de crédit	7.7	-159,4	-56,3
Résultat d'exploitation		766,0	904,4
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	7.8	180,9	475,3
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-0,6	-169,8
Variations de valeur des écarts d'acquisition		3,1	9,7
Résultat avant impôt		949,4	1 219,5
Impôts sur les bénéfices	7.9	-53,5	-105,3
+Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0,0	0,0
Résultat net		895,8	1 114,2
Intérêts minoritaires		-1,5	-0,4
Résultat net - part du groupe		897,3	1 114,6
+Résultat par action (en euros)		1,32	1,64
+Résultat dilué par action (en euros)		1,32	1,64

III. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres de Bpifrance

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	895,8	1 114,2
Eléments pouvant être reclassés (recyclables) en résultat net		
Ecarts de conversion	0,0	0,0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-55,5	34,3
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	0,0	0,0
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	93,6	-68,1
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	0,0	0,0
Impôts liés	14,3	-8,9
Eléments ne pouvant pas être reclassés (non recyclables) en résultat net		
Réévaluation des immobilisations	0,0	0,0
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-2,3	-1,4
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	0,0	0,0

Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-1 718,0	2 036,3
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	107,5	63,0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	0,0	0,0
Impôts liés	-443,6	26,6
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-2 003,8	2 081,9
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-1 108,0	3 196,1
Dont part du groupe	-1 092,1	3 191,3
Dont part des intérêts minoritaires	-15,9	4,8
Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	163,8	467,7

IV. — Variation des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital et réserves liées	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Situation au 31/12/2022	21 122,4	4 351,7	453,2	1 503,2	27 430,5	72,2	27 502,7
Résultat affecté aux réserves	0,0	1 503,2	0,0	-1 503,2	0,0	0,0	0,0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0,0	467,7	1 675,8	0,0	2 143,5	5,2	2 148,7
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres non recyclables	0,0	0,0	2 110,6	0,0	2 110,6	5,2	2
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres recyclables	0,0	0,0	32,9	0,0	32,9	0,0	32,9
Cession d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	0,0	467,7	-467,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	0,0	1 114,6	1 114,6	-0,4	1 114,2
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0,0	0,0	8,7	0,0	8,7	0,0	8,7
Ecarts de conversion	0,0	0,0	-75,5	0,0	-75,5	0,0	-75,5
Distribution de dividendes	0,0	-528,9	0,0	0,0	-528,9	-4,1	-533,0
Elimination des titres auto-détenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation de périmètre	0,0	-55,4	-24,1	0,0	-79,5	-9,9	-89,4
Divers	0,0	-16,0	0,0	0,0	-16,0	0,0	-16,0
Situation au 31/12/2023	21 122,4	5 722,3	2 038,1	1 114,6	29 997,4	63,1	30 060,5
Résultat affecté aux réserves	0,0	1 114,6	0,0	-1 114,6	0,0	0,0	0,0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0,0	163,1	-2 244,5	0,0	-2 081,4	-1,8	-2 083,2
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres non recyclables	0,0	0,0	-2 044,3	0,0	-2 044,3	-1,8	-2 046,1
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres recyclables	0,0	0,0	-37,1	0,0	-37,1	0,0	-37,1
Cession d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	0,0	163,1	-163,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	0,0	897,3	897,3	-1,5	895,8
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0,0	0,0	-3,7	0,0	-3,7	0,0	-3,7
Ecarts de conversion	0,0	0,0	89,5	0,0	89,5	0,0	89,5
Distribution de dividendes	0,0	-393,3	0,0	0,0	-393,3	-4,9	-398,2
Elimination des titres auto-détenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation de périmètre	0,0	-2,0	-7,6	0,0	-9,6	340,6	331,0
Divers	0,0	-22,9	0,0	0,0	-22,9	0,0	-22,8
Situation au 31/12/2024	21 122,4	6 581,8	-128,1	897,3	28 473,5	395,5	28 868,9

V. — Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe y compris les actifs recensés dans le portefeuille de « Titres au coût amorti ».

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles et des immeubles de placement. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » sont compris dans ce compartiment.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôts	949,4	1 219,5
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	119,5	102,4
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-3,1	-9,6
Dotations nettes aux provisions	310,2	55,4
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-180,9	-304,3
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-575,8	-570,1
Autres mouvements	-653,2	282,1
Autres mouvements (spécifiques aux fonds de garantie)	-189,1	118,6
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-1 172,4	-325,5
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-3 516,0	-7 807,2
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 166,4	-1 607,9
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-2 011,9	784,3
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	33,1	-31,9
Flux liés aux autres opérations affectant l'activité de l'innovation	-256,0	302,2
Impôts versés	-144,0	-24,3
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-7 061,2	-8 384,8
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)	-7 284,2	-7 490,8
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	553,2	222,0
Flux liés aux immeubles de placement	0,0	0,0
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-83,3	-130,9
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)	469,9	91,1
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-468,6	-587,6
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	6 471,6	1 376,2
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	6 003,0	788,6
Effet de la variation des taux de changes sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0,0	0,0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	-811,3	-6 611,1
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-7 284,2	-7 490,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	469,9	91,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	6 003,0	788,6
Effet de la variation des taux de changes sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4 040,8	10 652,0
Caisse, banques centrales (actif & passif)	2 921,7	9 575,7
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 119,1	1 076,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 229,5	4 040,8
Caisse, banques centrales (actif & passif)	2 313,5	2 921,7
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	916,0	1 119,1
Variation de la trésorerie nette	-811,3	-6 611,2

VI. — Annexe comptable

Note 1. – Faits significatifs de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

1.1. – Faits significatifs de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.2. – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

Note 2. – Normes comptables applicables

2.1. – Normes comptables applicables au 31 décembre 2024

Les états financiers consolidés 2024 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable au 31 décembre 2024.

Les nouvelles normes, amendements ou interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2024 n'ont pas eu d'incidence matérielle sur les comptes au 31 décembre 2024.

Le Groupe n'applique pas les normes, amendements et interprétations dont l'application n'est qu'optionnelle au 31 décembre 2024.

2.2. – Normes comptables que le Groupe appliquera dans le futur

L'Union européenne a adopté de nouveaux textes qui entreront en vigueur de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'application de ces nouvelles dispositions ne devrait pas avoir d'incidence matérielle sur les comptes consolidés du Groupe.

Note 3. – Principes et méthodes de consolidation du Groupe

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés du Groupe sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS en vigueur au sein de l'Union européenne au 31 décembre 2024.

3.1. – Principes de consolidation

Principe général

Les états financiers consolidés de Bpifrance regroupent l'ensemble des entreprises que le Groupe contrôle ou sur lesquelles il exerce une influence notable, hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe. En application de ce principe général, le caractère matériel de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Notion de contrôle

La notion de contrôle s'apprécie quelle que soit la nature des liens entre le Groupe et l'entité faisant l'objet d'un investissement. Le contrôle se caractérise lorsque le Groupe est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient.

Par conséquent le Groupe contrôle une filiale si et seulement si tous les éléments suivants sont réunis :

- Le Groupe dispose du pouvoir, lorsque qu'il est en possession des droits effectifs à diriger les activités pertinentes de la filiale,
- Le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables, lorsque les rendements peuvent varier selon la performance de la filiale,
- Le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influer sur le montant des rendements variables qu'il obtient.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel du contrôle exercé sur un partenariat qui peut être soit une activité conjointe soit une coentreprise. Ce contrôle conjoint n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entreprise associée, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Cette situation est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote. Elle peut également résulter, par exemple, d'une représentation au sein du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, d'une participation au processus d'élaboration des politiques, de transactions significatives entre le Groupe et l'entreprise associée, d'échange de personnel de direction ou de fourniture d'informations techniques essentielles.

3.2. – Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation résultent de la nature du contrôle exercé par le Groupe sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité.

Les comptes des entreprises sous contrôle exclusif, y compris les entreprises à structure de comptes différente, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale.

Les participations que le Groupe contrôle conjointement via une coentreprise et les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont comptabilisées par la méthode de la mise en équivalence.

Les entités comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont considérées comme ayant une nature opérationnelle dans le prolongement de l'activité du Groupe. Par conséquent, la quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence est présentée après le résultat d'exploitation, conformément à la recommandation n°2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales.

3.3. – Cas particuliers

L'activité de capital-risque

Lorsqu'une participation dans une entreprise associée (influence notable) ou une coentreprise (contrôle conjoint) est détenue via un organisme de capital-risque, le Groupe a choisi d'évaluer cette participation à la juste valeur par le biais du résultat, dans la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat », conformément à la norme IFRS 9 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des instruments financiers.

Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euro. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Toutes les différences de conversion résultant de la conversion sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Participations dans les entreprises mises en équivalence

La méthode de mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part que le Groupe détient dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises mises en équivalence.

La totalité de la participation mise en équivalence (y compris les écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions de la norme IAS 36 relative à la dépréciation d'actifs, s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation, qui peut être estimée de manière fiable.

La valeur comptable de la participation mise en équivalence est alors comparée à sa valeur recouvrable, à savoir la valeur la plus élevée entre d'une part la valeur d'utilité calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés ou des méthodes multicritères et d'autre part la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Lorsqu'une dépréciation est constatée, elle est affectée à la participation mise en équivalence au bilan, ce qui autorise la reprise ultérieure de la dépréciation en cas d'amélioration de la valeur d'utilité ou de la valeur de marché.

3.4. – Règles de consolidation

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils sont significatifs.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les charges et produits réciproques sont éliminés dans leur totalité pour les entreprises intégrées de manière globale. Les dividendes intragroupes, les provisions sur titres consolidés, les plus-values d'opérations de cession interne et les amortissements dérogatoires sont neutralisés en totalité pour les entreprises intégrées de manière globale et à hauteur de la quote-part détenue pour les entreprises mises en équivalence.

Ecarts d'acquisition

Le coût d'acquisition est égal au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, nets des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés en charges, à l'exception des frais d'émission d'instruments de

capitaux propres émis qui sont déduits des capitaux propres, ainsi que des coûts directs de transaction liés aux dettes financières contractées dans le cadre de l'opération qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs, passifs, passifs éventuels et éléments de hors-bilan identifiables des entités acquises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette évaluation initiale peut être affinée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entité et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est inscrit à l'actif du bilan consolidé, sous la rubrique « Ecart d'acquisition » lorsque l'entité acquise est intégrée globalement, au sein de la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence » lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque l'écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le prix d'acquisition et la quote-part de capitaux propres complémentaire est à comptabiliser dans les capitaux propres.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition est enregistrée en résultat. La valeur recouvrable est généralement évaluée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés.

3.5. – Présentation des états financiers et date de clôture

Présentation des comptes consolidés

La présentation des états de synthèse utilisée est conforme à celle proposée par la recommandation ANC n°2022-01 du 8 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales.

Date de clôture

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels à la date du 31 décembre, sauf mention contraire en Note 9.

Note 4. – Périmètre de consolidation

Les évolutions du périmètre de consolidation du groupe Bpifrance au cours de l'exercice 2024 sont les suivantes :

- Entrées : les fonds Bpifrance Innovation 1 Large Venture III et French Kuwaiti Fund (FKF) depuis juin 2024, le fonds FFI 7 depuis décembre 2024, ainsi que les FCP Bpifrance Adossement 1 et Bpifrance Multi-Actifs 1 depuis septembre 2024.
- Fusion des fonds FEF Capital et Bpifrance International Capital au 1^{er} janvier 2024.

Le tableau ci-dessous identifie les entreprises consolidées, la fraction de leur capital détenu directement et indirectement, ainsi que leur méthode de consolidation.

Dénomination	Méthode de consolidation	31/12/2024 % d'intérêt	31/12/2024 % de droit de vote	31/12/2023 % de droit de vote
Bpifrance - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Régions - MAISONS-ALFORT	Globale	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Auxi-Finances - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
SCI Bpifrance - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Courtage - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FCT Bpifrance SME 2019-01 - SAINT-DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FCT Bpifrance TPE Digital - SAINT-DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FCT Bpifrance SME 2020-01 - SAINT-DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FCT Prêts d'Honneur - SAINT-DENIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FCP Bpifrance Adossement 1 - PARIS	Globale	99,99 %	99,99 %	-
FCP Bpifrance Multi-Actifs 1 - PARIS	Globale	99,99 %	99,99 %	-
Bpifrance Assurance Export - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Participations - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FSI PME Portefeuille - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI parts A - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI parts B - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FONDS de FONDS PME - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 4 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 5 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 6 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FFI 7 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
FPMEI - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %

France Investissement Croissance 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 4 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Croissance 5 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FIC DETTE PRIVEE - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FIC DETTE PRIVEE II - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FIC DETTE PRIVEE III - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Régions 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	94,00 %	94,00 %	94,00 %
France Investissement Régions 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Régions 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Régions 4 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Tourisme - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Tourisme 3 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
France Investissement Energie Environnement 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	88,17 %	88,17 %	88,17 %
Avenir Entreprise Développement C2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Avenir Tourisme - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
ETI2020 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
ETI22 - MAISONS-ALFORT	Globale	94,00 %	94,00 %	94,00 %
CDC Entreprises Capital Investissement - PARIS	Globale	100 %	100 %	100 %
FSN Ambition Numérique - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Innovation 1 Venture - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Innovation 1 Large Venture II - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Innovation 1 Large Venture III - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	-
Bpifrance Capital 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	94,60 %	94,60 %	100,00 %
Bpifrance Capital 2 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance Mezzanine 1 - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Bpifrance International Capital - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
FEF Capital - MAISONS-ALFORT	Globale	-	-	100 %
FRENCH KUWAITI FUND (FKF) - MAISONS-ALFORT	Globale	50,13 %	50,13 %	-
Bpifrance Investissement - MAISONS-ALFORT	Globale	100 %	100 %	100 %
Alsabail - STRASBOURG	Equivalence	40,69 %	40,69 %	40,69 %
Tyrol Acquisition (Groupe TDF) - Luxembourg	Equivalence	23,99 %	23,99 %	23,99 %
Eutelsat Communications - PARIS	Equivalence	13,60 %	13,60 %	13,59 %
STConso (Palier avec STM Consolidé à 27,81 %) - GENEVE	Equivalence	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Future French Champion - MAISONS-ALFORT	Equivalence	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Fonds Lac I - MAISONS-ALFORT	Equivalence	34,34 %	34,34 %	32,95 %
Soitec - BERNIN	Equivalence	11,48 %	11,48 %	11,47 %
Mecadev - BLAGNAC	Equivalence	35,45 %	35,45 %	35,73 %

Note 5. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

5.1. – Détermination de la juste valeur

La norme IFRS 13 établit le cadre de la détermination de la juste valeur et fournit des indications sur la manière d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs, tant financiers que non financiers. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie.

Lors de sa comptabilisation initiale, la valeur d'un instrument financier est généralement le prix de négociation (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue).

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur converge avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

5.1.1. – Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de juste valeur

La norme définit trois niveaux de juste valeur pour les instruments financiers et non financiers :

Niveau 1 : évaluation utilisant des cotations de marché sur un marché liquide. Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs.

Niveau 2 : évaluation utilisant des données de marché observables. Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments cotés sur un marché inactif et les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix).

Niveau 3 : évaluation utilisant des données de marché non observables. Ce niveau regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation.

Transferts de niveaux de juste valeur

Les transferts entre les niveaux de juste valeur peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les événements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts. Les transferts sont réputés avoir été réalisés en fin de période.

5.1.2. – Techniques d'évaluation

Cadre général

La meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés). Le Groupe utilise le prix offert pour la juste valeur d'une position longue (actif) et le prix demandé pour une position courte (dette).

En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluations pratiquées sur les marchés financiers : référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, modèles d'évaluation, et plus généralement actualisation des flux futurs estimés.

La juste valeur des actifs et passifs financiers est une estimation effectuée en date d'arrêt. Elle évolue en fonction des conditions de marché ou d'autres facteurs. Les calculs effectués sont basés sur un certain nombre d'hypothèses. Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers ne fera pas l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée.

La prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Value Adjustment) et de l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Value Adjustment) n'a pas d'incidence significative sur l'évaluation à la juste valeur des dérivés du Groupe.

Cas particulier des actions non cotées

La valeur de marché des actions non cotées est déterminée par comparaison avec des transactions récentes portant sur le capital de la société concernée, réalisées avec un tiers indépendant et dans des conditions normales de marché. En l'absence d'une telle référence, la valorisation est opérée, soit à partir de techniques communément utilisées (multiples d'EBIT ou d'EBITDA, DCF), soit sur la base de la quote-part d'actif net revenant au Groupe, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes.

Cas particulier des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

La juste valeur des actifs et passifs financiers à taux variable se rapproche de la valeur comptable ; l'évolution des courbes de taux d'intérêt n'a pas d'influence significative sur la juste valeur car les taux d'intérêt de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché.

5.2. – Comptabilisation initiale des actifs et passifs financiers

Tous les actifs et passifs financiers dans le champ d'application de la norme IFRS 9, à l'exception de ceux qui sont évalués à la juste valeur par résultat, sont enregistrés lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur majorée/minorée des coûts de transaction attribuables à leur acquisition. Les coûts de transaction des actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés directement en résultat en date de comptabilisation initiale.

Le Groupe comptabilise les titres, les prêts et les emprunts au bilan à la date de règlement. Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation.

5.3. – Classement et évaluation des actifs financiers

Instruments de dette

Les prêts et créances ainsi que les titres à revenu fixe sont des instruments de dette qui font l'objet d'une évaluation ultérieure au coût amorti ou à la juste valeur en fonction du modèle de gestion et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. De manière plus spécifique :

- Les instruments de dette détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et pour lesquels les flux de trésorerie donnent uniquement lieu à des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû à des dates spécifiées (ci-après « critère SPPI » défini dans le paragraphe Appréciation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels) sont comptabilisés au coût amorti. Ces instruments de dette font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, telle que décrite dans la note 5.20 Produits et charges d'intérêts.
- Les instruments de dette détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et de les céder et pour lesquels les flux de trésorerie respectent le critère SPPI sont comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les

capitaux propres, à l'exception des effets liés au risque de crédit, aux intérêts et aux gains ou pertes de change sur actifs monétaires en devises qui sont enregistrés en résultat. En cas de décomptabilisation, les gains ou pertes latents précédemment enregistrés en capitaux propres sont constatés en résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets des instruments à la juste valeur par capitaux propres ».

Les dépréciations de ces actifs financiers sont calculées selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, telle que décrite dans la note 5.2.0 Produits et charges d'intérêts.

- Les autres instruments de dette sont comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il s'agit soit d'actifs qui ne respectent pas le critère SPPI, notamment les parts de fonds d'investissement (non consolidés) ou les obligations convertibles en actions de l'émetteur, soit d'actifs ne répondant pas aux deux modèles de gestion décrits ci-dessus (collecte des flux de trésorerie ou collecte des flux de trésorerie et cession).

Par ailleurs, dès sa comptabilisation initiale, le Groupe peut également désigner sur option de manière irrévocable à la juste valeur par résultat un instrument de dette répondant aux conditions requises pour une évaluation au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, si cette désignation élimine ou réduit significativement des décalages entre les traitements comptables de certains actifs et passifs financiers.

Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans la rubrique « Gains et pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Appréciation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour les besoins de l'appréciation du critère SPPI (Solely Payments of Principal and Interests), le principal constitue la juste valeur en date de comptabilisation initiale ; il peut évoluer au cours de la vie de l'actif financier, par exemple au titre de l'amortissement du principal. Les intérêts consistent principalement en une contrepartie de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit encouru par le Groupe ou tout autre type de risque et frais associés à la détention de l'actif financier pendant une certaine période. Les intérêts peuvent également comprendre une marge qui soit compatible avec un contrat de prêt classique.

La valeur temps de l'argent est la composante des intérêts qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement.

Des conditions contractuelles qui exposent les flux de trésorerie contractuels à des variations de cours d'actions, de prix de matières premières ou de taux de change ou à un effet de levier ne sont pas considérées comme répondant au critère SPPI.

Des modalités contractuelles qui permettent de proroger ou de rembourser par anticipation un actif financier ne remettent pas en cause le critère SPPI, dès lors que la compensation perçue par le Groupe est raisonnable.

Le caractère SPPI des actifs financiers qui comportent des dérivés incorporés est analysé globalement (contrat hôte et dérivé incorporé) afin d'en déduire le classement IFRS 9.

Appréciation du modèle de gestion

Le modèle de gestion reflète la façon dont le Groupe gère ses actifs financiers afin de générer les flux de trésorerie : par la collecte des flux de trésorerie uniquement, la collecte des flux de trésorerie et la cession des actifs financiers ou une autre stratégie. Les facteurs pris en compte dans l'appréciation du modèle de gestion sont :

- Les critères utilisés afin d'évaluer la performance des actifs du portefeuille et la présenter aux principaux dirigeants ;
- Les risques affectant la performance des actifs du portefeuille et les modalités de suivi et de gestion de ces risques ;
- Les modalités de rémunération des gestionnaires ;
- La fréquence et le volume réalisées par le passé.

En tant que banque publique d'investissement, Bpifrance accompagne des entreprises de toutes tailles (principalement des TPE, PME et ETI) dans toutes les phases de leur développement, de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse. Par sa mission sociale, l'activité de financement de Bpifrance est donc tournée vers le maintien de la relation client et la collecte des flux contractuels.

Les titres de dette constitutifs du portefeuille de liquidité de Bpifrance sont gérés selon deux modèles de gestion distincts : un modèle de collecte des flux contractuels, en cohérence avec le classement en titres d'investissement en normes comptables françaises et l'absence de cession, ainsi qu'un modèle de collecte et de revente.

Concernant les fonds d'investissement consolidés, la gestion du portefeuille d'actifs financiers est réalisée sur la base de la juste valeur et la performance est évaluée sur cette même base. Cela caractérise un modèle de gestion « autre stratégie » et entraîne une comptabilisation à la juste valeur par résultat des instruments de dette détenus, qu'ils répondent ou non au critère SPPI.

Reclassement

Les actifs financiers sont reclassés lorsque le modèle de gestion dans le cadre duquel ils sont détenus évolue en raison d'une décision stratégique de la Direction, à la suite de changements importants dans les activités du Groupe. Les reclassements sont prospectifs et n'impliquent pas de retraitements des profits et pertes comptabilisés antérieurement à la date de reclassement des actifs financiers concernés.

Le Groupe n'a pas modifié le modèle de gestion de ses actifs financiers au cours de la période de présentation. Par conséquent, aucun reclassement d'actifs financiers n'a été opéré à date.

Instruments de capitaux propres

Les investissements en actions sont comptabilisés par défaut à la juste valeur par résultat en date de comptabilisation initiale et ultérieurement. Les variations de juste valeur, les dividendes, gains ou pertes de cessions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Néanmoins, lors de leur comptabilisation initiale, le Groupe peut désigner de manière irrévocable à la juste valeur par capitaux propres des investissements en instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Cette option s'exerce transaction par transaction et le Groupe a décidé de l'appliquer à la totalité de son portefeuille d'actions. En effet, le groupe Bpifrance prend des intérêts minoritaires dans des entreprises en croissance (TPE, PME, ETI et start-ups) ou investit dans des fonds auprès d'autres investisseurs privés afin de les accompagner dans leur développement. Le Groupe réalise également des investissements stratégiques dans de grandes entreprises.

Les variations de juste valeur de ces instruments sont présentées en capitaux propres, sans recyclage ultérieur en résultat en cas de cession. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations. Les dividendes de ces placements sont, quant à eux, enregistrés en résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

5.4. – Engagements de financement donnés et reçus

Les engagements de financement ne figurent pas au bilan.

Sur la période d'engagement, les engagements de financement donnés font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers. Ces dépréciations sont présentées dans la rubrique « Provisions ».

5.5. – Dépréciation des actifs financiers

Les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement donnés et les créances de location-financement font systématiquement l'objet d'une dépréciation pour pertes de crédit attendues.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers, y compris les engagements de financement, et à l'exclusion des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création, font l'objet d'une dépréciation résultant d'événements de défaut attendus dans les 12 prochains mois (pertes de crédit attendues à 12 mois). En cas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la date de comptabilisation initiale, les dépréciations sont révisées afin de refléter les événements de défaut attendus sur toute la durée de vie de l'instrument (pertes de crédit attendues à maturité).

Les actifs financiers sont initialement classés en « bucket 1 ». Dans le cas où ils n'ont pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'origine, ils restent classés en « bucket 1 ». Les dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes de crédit attendues à 12 mois.

En cas d'augmentation significative du risque de crédit, les actifs financiers sont transférés en « bucket 2 » ; les dépréciations sont déterminées sur la base des pertes attendues à maturité.

Les actifs pour lesquels il existe un ou plusieurs indicateurs objectifs de perte de valeur liés à des événements survenus depuis leur comptabilisation initiale et ayant un impact sur les flux de trésorerie attendus constituent le « bucket 3 ». Des pertes attendues à maturité sont calculées pour de tels actifs.

Portefeuille de prêts

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier lors de la comptabilisation initiale et en date de clôture. Cette dégradation doit être constatée avant l'apparition d'un indicateur objectif de perte (bucket 3).

Cette appréciation repose à la fois sur des critères qualitatifs et quantitatifs. Il est systématiquement considéré qu'une augmentation significative du risque de crédit est intervenue pour les encours vérifiant l'une des conditions suivantes :

- La contrepartie est classée en Watch List. Parmi les motifs de performance associés au statut de Watch List, le groupe Bpifrance inclut les impayés compris entre 30 et 90 jours ainsi que les encours restructurés en probation (période de deux ans) ;
- La probabilité de défaut à maturité annualisée de la contrepartie à la date de calcul est supérieure à 20 % ;

- La probabilité de défaut à maturité annualisée de la contrepartie à la date de calcul augmente de plus de 2 % par rapport à la probabilité de défaut en date de décision d'octroi et l'augmentation de la probabilité de défaut à maturité annualisée est supérieure à 95 % de la probabilité de défaut en date de décision d'octroi.

Le modèle est appliqué de manière symétrique. Ainsi, lorsque les conditions qui ont conduit au classement dans le bucket 2 ne sont plus remplies, le groupe Bpifrance constate l'amélioration de la situation de la contrepartie par un retour en bucket 1.

Actifs financiers présentant une indication objective de perte

Il s'agit des actifs financiers que le Groupe a classés comme non performants, c'est-à-dire tout actif dont il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, du fait des difficultés financières de celle-ci.

Les contreparties non performantes sont notamment celles pour lesquelles

- des procédures collectives (amiables ou contentieuses) sont en cours,
- une détérioration de la qualité de crédit a été constatée,
- dont les créances présentent plus de 90 jours d'impayés,
- dont la déchéance du terme a été prononcée,
- pour lesquelles la garantie de Bpifrance a été appelée.

Tout impayé de plus de 30 jours sur un concours restructuré ou moratoré en période de probation entraîne automatiquement un classement dans la catégorie des actifs non performants. La période de probation est d'un an avant toute possibilité de reclassement en Watch List.

Le groupe Bpifrance a aligné les définitions de défaut et non performant bâlois avec celles de douteux comptable et de bucket 3 IFRS 9.

Le groupe Bpifrance constate un passage en pertes sur un actif dès lors que ses droits en tant que créancier sont éteints.

Mesure des pertes de crédit

Pour les actifs classés en buckets 1 et 2, les pertes de crédit attendues sont égales au produit de trois paramètres que sont la probabilité de défaut, le taux de perte en cas de défaut et l'exposition à la date de défaut. Elles font l'objet d'une actualisation au taux d'intérêt effectif de l'actif concerné.

Les probabilités de défaut à 12 mois et à maturité représentent respectivement le risque de défaut de la contrepartie dans les 12 prochains mois et le risque de défaut tout au long de la vie de l'instrument.

Le taux de perte en cas de défaut est estimé en utilisant les données historiques internes disponibles. Il est calculé en prenant en compte les caractéristiques propres à chaque prêt, notamment le détail des sûretés qui lui sont rattachées, ainsi que les caractéristiques de l'emprunteur.

Le Groupe s'appuie sur les dispositifs utilisés pour la détermination des provisions réglementaires. Dans ce cadre, les probabilités de défaut et taux de perte en cas de défaut, observés à travers le cycle (through-the-cycle) pour les besoins réglementaires, sont ajustés afin d'être mesurés en date de défaut (point-in-time).

En outre, la probabilité de défaut et le taux de perte tiennent également compte de la conjoncture économique anticipée sur un horizon de projection (forward looking). Le Groupe retient généralement 4 scénarii considérés comme central, optimiste et deux scénarii dégradés. L'horizon de simulation retenu est de 6 ans. Ces scénarii sont fondés sur le taux de croissance du PIB français, l'endettement des administrations publiques, le taux de chômage, la variation des taux OAT à 2 et 10 ans.

L'exposition à la date de défaut tient compte des montants tirés et des engagements donnés. L'encours en risque sur l'encours des engagements donnés est estimé à partir de taux de décaissement historiques. L'exposition tient compte de l'amortissement et du potentiel remboursement de l'encours.

Le calcul des pertes attendues sur les prêts garantis n'est effectué que sur la part non garantie des prêts.

La dépréciation des actifs du bucket 3 est estimée sur base individuelle. Elle correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine des flux futurs de trésorerie estimés recouvrables, en tenant compte de l'effet des garanties, dès lors que celles-ci font partie des modalités contractuelles et ne sont pas comptabilisées en tant qu'actifs distincts.

Portefeuille de titres

L'approche simplifiée dite de risque de crédit faible (« low credit risk ») a été retenue pour le portefeuille de titres du Groupe, compte tenu du profil peu risqué d'un portefeuille constitué majoritairement de titres souverains.

Le risque de crédit d'un actif financier est considéré comme faible lorsque :

- Le risque de défaillance est faible ;
- L'emprunteur a une solide capacité à remplir ses obligations contractuelles ;
- Cette capacité n'est pas nécessairement affectée par des changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme.

Le Groupe considère que le risque de crédit est faible lorsque la contrepartie est classée en « Investment Grade » : les titres de ces contreparties sont classés en « bucket 1 ». Le déclassement d'un titre en « Speculative Grade » induit un classement en « bucket 2 ». Une dégradation de deux notes au cours des six mois qui précèdent la date de clôture pourra être un facteur complémentaire d'identification d'une dégradation significative du risque de crédit. Dans de telles circonstances, le Groupe procède à une analyse au cas par cas.

Dans ce cadre, la mesure des pertes de crédit suit les règles suivantes :

- Buckets 1 et 2 : les probabilités de défaut sont calculées sur la base des données des agences de notation, les taux de perte retenus sont ceux du référentiel bâlois et l'exposition à la date de défaut correspond à la valeur comptable brute ;
- Bucket 3 : les pertes sont estimées sur base individuelle au regard de la situation de la contrepartie et, le cas échéant, de la valeur des garanties.

5.6. – Distinction entre dettes et capitaux propres

En application de la norme IAS 32 relative à la présentation des instruments financiers, les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dette ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de délivrer aux détenteurs des titres de la trésorerie, un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Fonds de réserve de Bpifrance

Le fonds de réserve a été constitué par les actionnaires de l'ex-OSEO garantie ; cette avance a pour vocation d'assurer la couverture des encours de prêts garantis qui lui sont adossés.

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de verser un intérêt aux porteurs, ainsi que de son remboursement sur décision des actionnaires, le fonds de réserve de Bpifrance est qualifié d'instrument de capitaux propres.

5.7. – Dettes

Les dettes émises par le Groupe et qui ne sont pas évaluées à la juste valeur par résultat sont enregistrées initialement au coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transaction. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit », en « Dettes envers la clientèle » en « Dettes représentées par un titre » ou en « Dettes subordonnées ».

Dettes envers les établissements de crédit et Dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (emprunts au jour le jour, comptes ordinaires) et emprunts à terme pour les établissements de crédit ; emprunts à terme, dépôts de garantie et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : titres du marché interbancaire, titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en « Intérêts et charges » au compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le cas échéant, les intérêts courus attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

5.8. – Passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option

Il s'agit des dettes que le Groupe a désignées irrévocablement dès l'origine à la juste valeur par résultat. L'application de cette option est réservée aux cas suivants :

- L'élimination ou la réduction significative de décalages de traitement comptable entre certains actifs et passifs financiers.
- L'alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de la performance, à condition que cette condition repose sur une politique de gestion des risques ou d'investissement établie et que le reporting interne s'appuie sur une mesure de juste valeur.
- L'évaluation à la juste valeur par résultat de certains passifs financiers hybrides sans séparation des dérivés incorporés.
- Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat « hybride » financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

Les variations de juste valeur de la période et les intérêts des passifs financiers sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre qui sont enregistrées au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance, le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré directement dans la rubrique réserves consolidées en capitaux propres, sans impacter le résultat de la période.

5.9. – Opérations de pensions

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée (« Dettes envers les Etablissements de crédit » ou « Dettes envers la clientèle »).

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances avec les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti ».

5.10. – Décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont expiré, ou que ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ont été transférés. Les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont, le cas échéant, comptabilisés séparément en actifs ou passifs.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

5.11. – Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Un dérivé est un instrument financier qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- Sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ;
- Il requiert un investissement initial nul ou faible ;
- Il est réglé à une date future.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. A chaque arrêté comptable, quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture), ils sont évalués à leur juste valeur. A l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Dérivés de transaction

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan dans la rubrique « Actifs ou Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets

sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les instruments financiers dérivés sont classés par défaut en dérivés de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés de dérivés de couverture.

Dérivés de couverture

Le Groupe a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne, pour la comptabilisation de ces opérations.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter dès l'initiation la relation de couverture (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement à chaque arrêté comptable.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi. A ce jour, le Groupe n'applique que la comptabilité de couverture de juste valeur. Les variations de juste valeur des instruments de couverture et des éléments couverts sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation de l'élément couvert est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation du dérivé. L'éventuelle inefficacité de la couverture apparaît ainsi directement en résultat.

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est rattachée à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité, cession du dérivé ou de l'élément couvert avant échéance), le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée résiduelle de la couverture initiale, tant que l'ancien élément couvert reste comptabilisé au bilan. Dans le cas où le dérivé de couverture n'a pas été cédé, il est transféré en portefeuille de transaction.

Macro-couverture

Le Groupe privilégie l'application des dispositions de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (dite « carve-out ») pour les opérations de macro-couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif.

Ces dispositions permettent de couvrir le risque de taux associé à des crédits avec la clientèle, à des portefeuilles de titres de dette acquis ou émis ou à des portefeuilles d'emprunts. Les instruments de macro-couverture sont, pour l'essentiel, des swaps de taux désignés en couverture de juste valeur des emplois ou des ressources à taux fixe de Bpifrance.

Le traitement comptable des dérivés de macro-couverture est semblable à celui décrit précédemment dans le cadre de la couverture de juste valeur. Toutefois, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans la rubrique « Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ». L'efficacité des couvertures est assurée prospectivement par le fait que tous les dérivés en date de leur mise en place doivent avoir pour effet de réduire le risque de taux du portefeuille de sous-jacents couverts.

5.12. – Compensation bilancielle des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le Groupe compense un actif et un passif financier, et présente un solde net au bilan lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

La juste valeur des instruments dérivés traités avec des chambres de compensation et les appels de marge associés, et dont les principes de fonctionnement répondent aux critères précédents, est compensée au bilan.

5.13. – Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le Groupe.

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du Groupe, qui est l'euro. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat.

Actifs non monétaires libellés en devises

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont évalués au cours de change à la date de clôture. Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

5.14. – Contrats de location**Bailleur du contrat de location**

Conformément à la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location financement (crédit-bail et assimilé) ou en contrats de location simple. Les opérations de location sont qualifiées d'opérations de location financement lorsqu'elles ont pour effet en substance de transférer au locataire les risques et avantages liés à la propriété du bien loué. A défaut, elles sont qualifiées de location simple.

Les créances de location financement figurent au bilan dans la rubrique « Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti » ; elles représentent l'investissement net du groupe dans le contrat de location, égal à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentés de toute valeur résiduelle non garantie.

Les opérations de location financement sont enregistrées au bilan à la date de règlement livraison.

Les intérêts compris dans les loyers sont enregistrés en « Intérêts et produits assimilés » au compte de résultat de façon à dégager un taux de rentabilité périodique constant sur l'investissement net.

Les créances de location financement font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites dans la note 5.5 Dépréciation des actifs financiers.

Les Immobilisations Temporairement Non Louées (ITNL) issues d'opérations de location financement sont assimilées à des stocks et sont comptabilisées à l'actif du bilan dans la rubrique « Comptes de régularisation et actifs divers ». Elles sont évaluées à leur valeur d'achat nette de l'amortissement financier à la date de résiliation et des éventuelles dépréciations constatées.

Preneur du contrat de location

Conformément à la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, le Groupe enregistre dès l'origine du contrat de location une dette locative à son passif et un droit d'utilisation du bien loué à son actif.

La dette locative correspond à la valeur actualisée des paiements futurs sur la durée du contrat de location. Ces paiements futurs incluent les loyers fixes et les loyers variables basés sur un indice (indice des prix à la consommation ou indice du coût de la construction...) ainsi que, le cas échéant, les sommes que le Groupe s'attend à payer au bailleur au titre de garantie de valeur résiduelle ou des options dont l'exercice est raisonnablement certain. En revanche, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux et les taxes telles que la taxe d'habitation sont exclus des paiements futurs pris en compte pour déterminer le passif locatif.

Le droit d'utilisation correspond à la valeur initiale de la dette locative, augmentée des coûts directs initiaux éventuels. Il est ajusté le cas échéant des paiements versés au bailleur avant ou à cette date, ainsi que des avantages incitatifs reçus. La valeur actualisée des paiements futurs est enregistrée en « Dettes locatives » au passif, tandis que le droit d'utilisation est inscrit à l'actif au sein du poste « Immobilisations corporelles ». La dette locative est amortie actuariellement et le droit d'utilisation est amorti linéairement, sur la durée du contrat. Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées en charges d'exploitation et les charges relatives à la dette locative dans le poste « Intérêts et charges assimilées ».

Le cas échéant, une provision pour couvrir les frais de remise en état du bien loué qui seront encourus à l'échéance du bail est enregistrée au passif du bilan.

Les différences temporelles nettes résultant des variations ultérieures de la dette locative et du droit d'utilisation donneront lieu à la constatation d'un impôt différé.

Les principales hypothèses retenues dans l'évaluation des dettes locatives et des droits d'utilisation sont les suivantes :

- La durée du droit de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent, complétée le cas échéant par des périodes couvertes par des options de renouvellement que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et des options de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer. En complément, s'agissant des contrats de location immobilière, la durée généralement retenue est de neuf ans à l'origine. Toutefois, la tacite prolongation, inhérente à ces contrats, est prise en compte dans la détermination de la durée initiale du bail si Bpifrance anticipe un intérêt à utiliser cette disposition ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer le droit d'utilisation et la dette locative est le taux marginal d'emprunt, défini à partir des taux de cession interne calculés par la direction financière du Groupe.

En application des exemptions proposées par la norme, les contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire ou d'une durée inférieure ou égale à un an sont comptabilisés directement en charges.

5.15. – Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément aux normes IAS 16 relative aux immobilisations corporelles et IAS 38 relative aux immobilisations incorporelles, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- Il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise,
- Le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations sont enregistrées pour leur coût d'acquisition, éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables.

Le Groupe applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immeubles.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une durée d'utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis selon leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- Logiciels : de 1 à 5 ans,
- Immeubles : de 25 à 55 ans,
- Agencement, mobilier et matériel de bureau : de 4 à 10 ans,
- Matériel informatique : 4 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

5.16. – Immeubles de placement

Conformément à la norme IAS 40 relative aux immeubles de placement, un bien immobilier est comptabilisé en « Immeubles de placement » dès lors qu'il est détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital.

5.17. – Avantages du personnel

Le groupe Bpifrance accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en quatre catégories :

Avantages à court terme

Ils recouvrent principalement les salaires, les congés, l'intéressement, la participation, les primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.

Avantages postérieurs à l'emploi

Ils recouvrent les indemnités de fin de carrière, les compléments de retraite bancaire et les frais de santé postérieurs à l'emploi.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Régime à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations définies (en charges) à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel pendant les périodes considérées.

Régime à prestations définies

Les obligations sont évaluées selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation (taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité).

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédit projetées). La comptabilisation des obligations tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des obligations et des éléments actuariels.

Les charges relatives aux régimes à prestations définies sont constituées du coût des services rendus de l'année, des intérêts sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies (au taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité), des cotisations aux régimes de l'employeur et des prestations payées.

Les éventuels écarts actuariels (réévaluations), les rendements des actifs du régime (hors intérêts) et les conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Autres avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois après la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

Pour les autres avantages à long terme, le coût des services, les intérêts nets sur le passif ou l'actif et les réévaluations du passif ou de l'actif sont comptabilisés en résultat net.

Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision.

5.18. – Provisions

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

5.19. – Impôts courants, différés et situation fiscale

Impôt courant

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur en France, les sociétés du Groupe étant exclusivement situées en France.

Impôt différé

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif.

La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable et exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale du groupe consolidé. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs à la juste valeur par capitaux propres et aux variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.

Incertitude fiscale

Lorsque qu'il est probable qu'une position fiscale du Groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

Situation fiscale

Bpifrance est la société mère du groupe d'intégration fiscale comprenant les sociétés Bpifrance Investissement, Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Bpifrance Courtage, Auxifinances, FSI PME Portefeuille et Bpifrance International Capital.

5.20. – Produits et charges d'intérêts

Les intérêts relatifs aux instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés dans les postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées », selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les entrées ou sorties de trésorerie futures sur la durée de vie attendue d'un actif financier ou d'un passif financier de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier ou le coût amorti du passif financier. Le calcul de ce taux tient compte des coûts de transaction, des primes et décotes, ainsi que des commissions reçues ou payées, telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits, qui font, par nature, partie intégrante du taux effectif du contrat.

Le cas échéant, Bpifrance estime les flux de trésorerie attendus en tenant compte de toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier, notamment les options de remboursement anticipé, les options de prolongation, etc.

Les postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées » enregistrent également les commissions de garantie étalées prorata temporis et les intérêts des instruments de couverture.

5.21. – Commissions et produits des autres activités

En application d'IFRS 15, la comptabilisation du produit résultant de contrats conclus avec des clients (en dehors des contrats de location, des contrats de garantie et des instruments financiers qui sont traités par d'autres normes IFRS) reflète le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service pour un montant correspondant au montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en échange de ce bien ou de ce service. L'approche appliquée est constituée de cinq étapes qui permettent d'identifier les différentes obligations de performance d'un contrat, de leur allouer un prix de transaction à chacune, ce prix étant reconnu lorsque ces obligations sont satisfaites, c'est-à-dire que le transfert du contrôle du bien ou du service a eu lieu.

Dans le cas d'une rémunération comprenant une composante variable, cette dernière n'est comptabilisée en résultat que s'il est hautement probable que son montant estimé ne puisse subir une baisse significative ou dès lors qu'elle est certaine (exemple : contrats de mise en relation).

Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate sont enregistrées en produits dès que la prestation est réalisée.

Les commissions perçues dans le cadre d'une prestation de service continue telles que les commissions de gestion sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation (exemples : commissions perçues par les sociétés de gestion de fonds, commissions perçues par Bpifrance Assurance Export dans le cadre de la convention signée avec l'Etat).

Les prestations fournies par l'activité de l'accompagnement sont comptabilisées en produits des autres activités soit progressivement (exemple : animation du programme) soit lorsque le service est rendu (exemples : journées de formation, tenue de comités stratégiques, ...).

5.22. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre principalement :

- Les dividendes et variations de juste valeur des investissements en instruments de capitaux propres, que le Groupe n'aurait pas désigné à la juste valeur par capitaux propres non recyclables ;
- Les variations de juste valeur des instruments de dette (intérêts inclus) comptabilisés à la juste valeur par le résultat, à l'exception des variations de valeur relative au risque de crédit propre résultant des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option ;
- Les variations de juste valeur (intérêts inclus) des instruments dérivés non affectés à de la couverture.

Il enregistre également l'inefficacité des relations de couverture de juste valeur résultant de la différence entre :

- Les variations de juste valeur (intérêts exclus) des instruments dérivés affectés à de la couverture et
- Les variations de juste valeur (intérêts exclus) de la composante couverte des éléments couverts.

5.23. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent les éléments suivants :

- Les dividendes des instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables ;
- Les résultats, nets des effets de la couverture, de la décomptabilisation d'instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres.

5.24. – Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Ce poste comprend les plus et moins-values résultant de la décomptabilisation de titres de dette ou de prêts et créances classés en actifs financiers au coût amorti, y compris les effets de couverture.

5.25. – Frais de personnel

Les frais de personnel regroupent les salaires et traitements ainsi que des avantages au personnel. Ils comprennent les charges sociales ainsi que les impôts et taxes sur rémunérations.

5.26. – Coût du risque de crédit

Les dotations nettes de reprises des dépréciations et des provisions, les créances passées en perte sur l'exercice, les récupérations sur créances antérieurement passées en pertes constituent la charge du risque de crédit sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti ainsi que sur les instruments de dette classés en « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

5.27. – Activité de garantie**Engagements de garantie**

Les engagements de garantie du Groupe sont principalement portés par Bpifrance et Bpifrance Régions. Ils sont adossés à des fonds de garantie.

Deux types de garanties sont octroyés par le Groupe :

- Les garanties au titre des interventions en capital-risque (actions PME) contre les pertes en capital encourues par les établissements pratiquant du capital-risque. Ces contrats contiennent une clause de participations aux plus-ou-moins-values de cession des titres sous-jacents.
- Les garanties accordées aux établissements de crédit pour les prêts octroyés à leurs clients, afin de les couvrir contre le défaut de paiement d'un débiteur identifié. Le Groupe est rémunéré par des commissions de garantie.

Les garanties non mises en jeu, déclarées en défaut par la banque partenaire sans autre information de dégradation du risque de crédit de la contrepartie, sont classées en encours sains sous surveillance (Watch List) et font l'objet d'une dépréciation sur la base d'un modèle de pertes attendues. En cas de mise en jeu de la garantie (déchéance du terme ou survenance d'une procédure collective) et/ou en cas d'information de dégradation du risque de crédit de la contrepartie, les garanties font l'objet d'une dépréciation pour risque avéré.

Les contrats de garantie en capital-risque répondent à la définition d'un instrument dérivé. Par conséquent, ils sont évalués à la juste valeur en date de comptabilisation initiale et subséquemment. La juste valeur est évaluée à partir d'un taux d'indemnisation maximum.

Les garanties aux établissements de crédit répondent à la définition de contrat de garantie financière, à savoir un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié. Dans le cadre de l'option offerte par les normes IFRS, le Groupe a choisi de traiter ces contrats selon les dispositions de la norme IFRS 9 et par conséquent de ne pas leur appliquer la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance.

Fonds de garantie

Les fonds de garantie correspondent aux montants versés par l'Etat, la CDC, des bailleurs privés ou des collectivités locales et sont destinés à couvrir les risques futurs générés par l'activité d'octroi de garanties de Bpifrance.

Les fonds de garantie sont assimilés à des dépôts à terme remboursables aux dotateurs qui comprennent une composante de contrats de réassurance. Les fonds de garantie répondent donc à la définition d'un passif financier selon la norme IAS 32.

Traitement comptable et présentation des garanties aux établissements de crédit et des fonds de garantie

Le Groupe a désigné irrévocablement à la juste valeur par résultat les engagements de garantie et les fonds de garantie adossés. En effet, la performance des fonds de garantie est gérée et communiquée aux dotateurs sur un modèle de juste valeur.

Les engagements de garantie sont évalués à la juste valeur en date de comptabilisation initiale. Cette juste valeur est composée des commissions à recevoir actualisées et des pertes attendues actualisées. Elle est déterminée à partir des modèles internes de sinistralité. Ces modèles internes tiennent compte du potentiel de récupération sur la base d'observations statistiques (évaluation des contentieux futurs et non avérés et de la provision pour perte avérée) et de l'effet temps, ainsi que des pertes avérées et des éventuels recouvrements sur les dossiers pour lesquels la garantie du groupe a été appelée. La juste valeur des engagements de garantie est comptabilisée au passif dans la rubrique spécifique « Juste valeur des garanties ».

Outre les dotations reçues des partenaires publics, l'évaluation des fonds de garantie tient compte de la part des commissions perçues et de la part des produits nets du placement des dotations reçues revenant aux fonds de garantie. La juste valeur des fonds de garantie est présentée au passif dans la rubrique spécifique « Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir ».

Tous les flux associés aux fonds de garantie sont comptabilisés en produits et en charges, sans impact toutefois sur le résultat du Groupe tant que les fonds de garantie ne sont pas épuisés, les pertes futures estimées étant imputées sur les fonds de garantie.

5.28. – Activité d'innovation

L'activité d'innovation, réalisée pour le compte de l'Etat ou de partenaires publics, consiste à attribuer des subventions, des avances remboursables en cas de succès du projet ou des prêts (à taux zéro ou portant intérêt) remboursables sans condition.

Les subventions accordées par Bpifrance répondent aux conditions spécifiées par la norme IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique » dans la mesure où ce sont des transferts de trésorerie mis à disposition par l'Etat et les partenaires publics via leurs dotations, après que l'entité bénéficiaire a démontré qu'elle réunissait l'ensemble des conditions lui permettant de bénéficier de la subvention.

Les subventions décaissées sont comptabilisées directement en charges dans la rubrique « Charges des autres activités ». Celles accordées aux entreprises mais non encore décaissées figurent au passif du bilan dans la rubrique « Comptes de régularisation et passifs divers » ou sont enregistrées en engagements donnés tant que leur octroi n'a pas été contractualisé.

Les avances remboursables décaissées sont comptabilisées à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale, qui correspond au montant décaissé, et lors des clôtures ultérieures. Elles figurent à l'actif du bilan dans la rubrique spécifique « Aides au financement de l'innovation » et celles non décaissées figurent dans les engagements donnés.

Les prêts octroyés dans le cadre de l'activité d'innovation sont des instruments de prêt basique qui répondent au critère SPPI. Il s'agit de prêts à taux zéro ou de prêts à taux variable ou fixe, qui peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé moyennant le paiement d'une indemnité de remboursement anticipé jugée raisonnable. Par ailleurs, ces actifs sont détenus dans un modèle de gestion de collecte des flux. Ces prêts sont donc évalués au coût amorti, selon les modalités décrites au paragraphe 5.3. Classification et évaluation des actifs financiers.

Les prêts octroyés dans le cadre de l'activité d'innovation sont enregistrés dans la rubrique « Prêts et créances à la clientèle ».

L'activité d'innovation est intégralement financée par :

- Une dotation dite « dotation d'intervention » de l'Etat structurée en fonds d'intervention,
- Des dotations des collectivités publiques.

Ces dotations servent à financer les subventions et les avances remboursables ; elles sont reprises en résultat au fur et à mesure de l'octroi des subventions aux bénéficiaires et de la survenance de constats d'échecs ou de la comptabilisation de dépréciations et pertes sur les avances remboursables, sur les prêts à taux zéro ou sur les prêts à taux variable ou fixe. Dès la signature des conventions avec l'Etat ou autres partenaires, les dotations sont comptabilisées dans la rubrique spécifique « Fonds d'intervention affectés aux risques à venir ».

Les dotations à recevoir de l'Etat et des partenaires publics sont enregistrées dans la rubrique « Autres actifs – Créances Etat et Partenaires Innovation ».

Des dépréciations sur encours sains sont calculées sur la production d'avances remboursables, de prêts à taux zéro et de prêts à taux variable ou fixe financés par la dotation d'intervention de l'Etat. Elles correspondent à un indicateur financier permettant d'apprécier ce que pourrait être le montant des avances et prêts susceptibles de passer en charges dans les comptes de résultat futurs.

Dès lors qu'il apparaît un risque avéré de non-recouvrement de tout ou partie des engagements souscrits par la contrepartie, des dépréciations individuelles sont comptabilisées et la dépréciation sur encours sains associée est reprise. Ces pertes de valeur sont enregistrées au passif dans la rubrique spécifique « Juste valeur des engagements d'intervention ».

L'impact des dépréciations est neutre pour le compte de résultat de Bpifrance. En effet, les dépréciations sur encours sains et les dépréciations individuelles ainsi constituées sont comptabilisées en charges au compte de résultat (« Produits/Charges des autres activités »). Symétriquement, la dotation d'intervention de l'Etat ou des partenaires est reprise en contrepartie de ce poste.

Les reprises des dépréciations interviennent :

- Lorsque les avances remboursables dépréciées deviennent définitivement irrécupérables et sont comptabilisées en charges,
- Lorsque la reprise de la dépréciation est motivée par un remboursement de l'avance.

Dans le cas d'une diminution de perte de valeur, le passif est reconstitué à due concurrence.

Les produits et charges affectés aux fonds d'intervention sont compensés au sein du compte de résultat dans la rubrique « charges des autres activités ». Figurent aux notes 6.18 et 7.5 le montant des charges et produits concernés.

5.29. – Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers exige la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des gestionnaires. Les réalisations futures dépendent de nombreux facteurs : fluctuation des taux d'intérêt et de change, conjoncture économique, modification de la réglementation ou de la législation, ...

Les évaluations suivantes nécessitent entre autres la formulation d'hypothèses et d'estimations :

- La juste valeur des instruments financiers, notamment celle relative aux instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif et aux instruments négociés de gré à gré, ainsi que celle relative aux instruments financiers non cotés pour lesquels la juste valeur doit être présentée dans les notes annexes aux états financiers ;
- Le montant des pertes de crédit attendues relatifs aux prêts et créances et titres à revenu fixe évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres et aux engagements de financement ;
- La valorisation des engagements de garantie donnés et des engagements d'intervention de l'innovation ;
- Les valorisations relatives aux participations mises en équivalence et leurs éventuels écarts d'acquisition ;
- Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel, d'évolution des salaires ;
- Les provisions font également par nature l'objet d'estimations, s'agissant de passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise ;
- Les dettes locatives et les droits d'utilisation rattachés aux contrats de location pris par le Groupe sont évalués selon la durée estimée du droit de location et des hypothèses de taux d'actualisation ;
- Le montant des impôts différés, un actif d'impôt différé n'étant comptabilisé qu'à la condition que soit jugée probable la disponibilité future d'un bénéfice imposable sur lequel ces actifs d'impôts différés pourront être imputés.

Note 6. – Notes relatives au bilan

6.1. – Caisse et banques centrales (actif et passif)

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Caisse, Banques centrales	2 313,5	2 921,8
Total actif	2 313,5	2 921,8
Passif		
Banques centrales	0,0	0,0
Total passif	0,0	0,0

6.2. – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Obligations et titres à revenu fixe	1 746,2	1 462,0
Parts d'OPCVM	762,6	679,6
Autres actifs à la juste valeur par résultat	5 516,7	5 403,2
Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0
- Instruments dérivés de taux d'intérêt	0,0	0,0

- Instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0
- Instruments dérivés sur actions et indices	0,0	0,0
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	8 025,5	7 544,8

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et comptes à terme	0,0	0,0
Dettes représentées par un titre	0,0	0,0
Dettes de titres	0,0	0,0
Autres passifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0
- Instruments dérivés de taux d'intérêt	0,0	0,0
- Instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0
- Instruments dérivés sur actions et indices	0,0	0,0
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0

6.3. – Instruments dérivés de couverture (actif et passif)

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Juste valeur		Juste valeur	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	121,8	8,8	60,9	14,5
Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture des investissements nets en devises	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des instruments dérivés de couverture	121,8	8,8	60,9	14,5

Couverture de juste valeur : détail des instruments dérivés de couverture

(En millions d'euros.)	31/12/2024				
	Notionnel	Juste valeur (*)		Variation de juste valeur enregistrée sur la période (**)	Inefficacité comptabilisée dans le résultat de la période
		Actif	Passif		
Couverture du risque de taux d'intérêt	84 456,5	1 547,9	1 129,3	418,6	0,0
Instruments fermes	82 831,5	1 494,7	1 129,3	365,4	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	35 223,7	1 044,4	425,4	618,9	0,0
- En couverture de portefeuilles de passifs (macro-couverture)	47 607,8	450,3	703,9	-253,6	0,0
Instruments conditionnels	1 625,0	53,2	0,0	53,2	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	1 625,0	53,2	0,0	53,2	0,0
Couverture du risque de change	1 393,4	52,8	0,9	52,0	2,5
Instruments fermes	1 393,4	52,8	0,9	52,0	2,5
- En couverture de passifs	1 393,4	52,8	0,9	52,0	2,5
Instruments conditionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	85 849,9	1 600,7	1 130,2	470,6	2,5

(*) Coupon couru exclus.

(**) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

(En millions d'euros.)	31/12/2023				
	Notionnel	Juste valeur (*)		Variation de juste valeur enregistrée sur la période (**)	Inefficacité comptabilisée dans le résultat de la période
		Actif	Passif		
Couverture du risque de taux d'intérêt	72 720,4	1 817,0	1 344,9	472,1	0,0
Instruments fermes	71 045,4	1 770,6	1 344,9	425,7	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	31 266,8	1 523,4	228,8	1 294,6	0,0
- En couverture de portefeuilles de passifs (macro-couverture)	39 778,6	247,2	1 116,1	-869,0	0,0
Instruments conditionnels	1 675,0	46,4	0,0	46,4	0,0
- En couverture de portefeuilles d'actifs (macro-couverture)	1 675,0	46,4	0,0	46,4	0,0
Couverture du risque de change	689,9	10,6	0,0	10,6	0,5
Instruments fermes	689,9	10,6	0,0	10,6	0,5
- En couverture de passifs	689,9	10,6	0,0	10,6	0,5
Instruments conditionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	73 410,3	1 827,6	1 344,9	482,7	0,5

(*) Coupon couru exclus.

(**) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

Couverture de juste valeur : détail des éléments couverts

(En millions d'euros.)	31/12/2024			
	Valeur comptable (*)	Variation cumulée de juste valeur	Composante couverte restant à étaler (**)	Variation de juste valeur enregistrée sur la période (***)
Couverture du risque de taux d'intérêt				
Actifs couverts	44 890,7	-672,1	2,0	-672,1
- Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti macro-couverts	38 692,1	-571,7	0,0	-571,7
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres macro-couverts	1 609,0	-152,0	2,0	-152,0
- Titres au coût amorti macro-couverts	4 589,6	51,6	0,0	51,6
Passifs couverts	55 459,4	253,6	-0,7	253,6
- Passifs financiers macro-couverts (****)	55 459,4	253,6	-0,7	253,6
Couverture du risque de change				
Actifs couverts	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs couverts	1 442,2	-49,5	0,0	-49,5
- Dettes représentées par un titre	1 442,2	-49,5	0,0	-49,5

(*) Pour les relations de macro-couverture, la valeur comptable représente la somme de l'encours couvert et de l'Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

(**) Déqualification, fin de la relation de couverture.

(***) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

(****) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés, Dettes représentées par un titre.

(En millions d'euros.)	31/12/2023			
	Valeur comptable (*)	Variation cumulée de juste valeur	Composante couverte restant à étaler (**)	Variation de juste valeur enregistrée sur la période (***)
Couverture du risque de taux d'intérêt				
Actifs couverts	40 855,5	-1 341,0	2,1	-1 315,5
- Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti macro-couverts	37 294,3	-1 090,3	0,0	-1 064,7
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres macro-couverts	1 632,1	-199,9	2,1	-199,9

- Titres au coût amorti macro-couverts	1 929,1	-50,9	0,0	-50,9
Passifs couverts	47 427,0	-869,0	-1,1	-869,0
- Passifs financiers macro-couverts (****)	47 427,0	-869,0	-1,1	-869,0
Couverture du risque de change				
Actifs couverts	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs couverts	681,0	-10,1	0,0	-10,1
- Dettes représentées par un titre	681,0	-10,1	0,0	-10,1

(*) Pour les relations de macro-couverture, la valeur comptable représente la somme de l'encours couvert et de l'Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

(**) Déqualification, fin de la relation de couverture.

(***) Utilisée pour le calcul de l'inefficacité.

(****) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés, Dettes représentées par un titre.

Echéancier des notionnels des instruments dérivés de couverture

(En millions d'euros.)	31/12/2024					
	≤ 1 mois	> 1 mois à ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	712,7	4 129,9	15 021,6	41 793,2	24 192,5	85 849,9
Instruments dérivés de taux	712,7	4 129,9	15 021,6	40 399,8	24 192,5	84 456,5
Instruments dérivés de change	0,0	0,0	0,0	1 393,4	0,0	1 393,4
Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture des investissements nets en devises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	712,7	4 129,9	15 021,6	41 793,2	24 192,5	85 849,9

(En millions d'euros.)	31/12/2023					
	≤ 1 mois	> 1 mois à ≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	803,6	4 049,6	12 095,3	37 827,2	18 634,6	73 410,3
Instruments dérivés de taux	803,6	4 049,6	12 095,3	37 137,3	18 634,6	72 720,4
Instruments dérivés de change	0,0	0,0	0,0	689,9	0,0	689,9
Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Couverture des investissements nets en devises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	803,6	4 049,6	12 095,3	37 827,2	18 634,6	73 410,3

6.4. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Juste valeur	Dont G/P latents	Juste valeur	Dont G/P latents
Obligations et titres à revenu fixe	1 580,5	-384,8	1 664,0	-377,1
Actions et autres titres à revenu variable	13 793,5	-145,2	15 436,2	1 935,9
Total des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	15 374,0	-530,0	17 100,2	1 558,8

Les dividendes perçus au cours de l'exercice 2024 sur les actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2024 s'élèvent à 608,1 M€.

Les dividendes perçus au cours de l'exercice 2024 sur les actions cédées en cours d'exercice s'élèvent à 2,9 M€. Ces cessions ont été réalisées pour une juste valeur de 831,4 M€ et ont conduit à reclasser une plus-value nette avant impôts de 294,9 M€ dans les réserves consolidées.

Bpifrance a retenu l'approche simplifiée dite de risque de crédit faible (« low credit risk ») pour le portefeuille de titres de dette du Groupe.

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	1 664,3	0,0	0,0	1 664,3
Clôture	1 580,9	0,0	0,0	1 580,9

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	0,2	0,0	0,0	0,2
Dotations sur acquisitions de l'exercice	0,2			0,2
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs				0,0
Autres reprises non utilisées				0,0
Transfert entre niveaux				0,0
Autres mouvements				0,0
Clôture	0,4	0,0	0,0	0,4

6.5. – Titres au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Obligations d'Etat	9 404,1	7 173,4
Autres obligations	1 288,5	1 051,7
Titres de créances négociables	99,9	1 114,4
Créances rattachées	99,7	91,9
Dépréciations sur titres au coût amorti	-2,3	-1,2
Total des titres au coût amorti	10 890,0	9 430,2

Bpifrance a retenu l'approche simplifiée dite de risque de crédit faible (« low credit risk») pour le portefeuille de titres du groupe.

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des titres au coût amorti

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	9 426,2	5,2	0,0	9 431,4
Clôture	10 892,3	0,0	0,0	10 892,3

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur titres au coût amorti

(En millions d'euros.)	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	1,2	0,0	0,0	1,2
Dotations sur acquisitions de l'exercice				0,0
Autres dotations	1,5			1,5
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs	-0,4	0,0		-0,4

Autres reprises non utilisées				0,0
Transfert entre niveaux				0,0
Autres mouvements				0,0
Clôture	2,3	0,0	0,0	2,3

6.6. – Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	456,1	738,4
Prêts au jour le jour	0,0	0,0
Prêts à terme	335,0	341,2
Titres reçus en pension livrée	0,0	42,0
Dépôts de garantie et appels de marge	965,4	476,6
Dépréciations pour risque de crédit	0,0	0,0
Créances rattachées	0,8	3,3
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 757,4	1 601,4

Ces encours sont tous classés en bucket 1.

6.7. – Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	0,8	0,4
Comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor	7 028,0	7 019,9
Créances commerciales	12,9	13,4
Crédits à l'exportation	1 000,3	867,0
Crédits de trésorerie	1 491,3	1 506,7
Crédits à l'équipement	22 494,9	21 366,2
Prêts subordonnés	372,9	485,9
Autres crédits	18 592,7	18 841,2
Dépréciations pour risque de crédit (*)	-1 179,6	-1 149,7
Créances rattachées	120,8	234,5
Total des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	49 935,0	49 185,6

(*) cf note 6.17

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	PLMT (Activité de cofinancement Prêts à Moyen et Long Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	29 679,1	9 342,7	2 550,4	41 572,2
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	7 270,7	1 386,0	71,2	8 727,9
Remboursements, arrivés à l'échéance	-5 183,2	-1 847,1	-832,4	-7 862,7
Cessions et restructurations			-81,4	-81,4
Transfert entre niveaux	-811,2	-400,2	1 211,4	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	30 955,4	8 481,4	2 919,2	42 356,0

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	PLMT (Activité de cofinancement Prêts à Moyen et Long Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	105,7	322,9	664,7	1 093,3
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	22,2	35,9	266,1	324,2
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte			-97,2	-97,2
Reprises liées à des sorties d'actifs	-2,8	-5,9		-8,7
Autres reprises non utilisées	-21,5	-46,7	-71,4	-139,6
Transfert entre niveaux	-8,2	-28,7		-36,9
Autres mouvements			-0,2	-0,2
Clôture	95,3	277,5	762,1	1 134,9

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	FCT (Activité de Financement Court Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	913,4	433,3	182,6	1 529,3
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	483,3	113,9	31,6	628,8
Remboursements, arrivés à l'échéance	-414,5	-133,5	-96,4	-644,4
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux	85,3	-137,0	51,7	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	1 067,5	276,7	169,5	1 513,7

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	FCT (Activité de Financement Court Terme)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	1,6	2,0	48,5	52,1
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	1,5	1,5	3,2	6,2
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte			-2,2	-2,2
Reprises liées à des sorties d'actifs	-1,3	-1,7		-3,0
Autres reprises non utilisées	-0,1	-0,2	-12,8	-13,1
Transfert entre niveaux	-0,1	-0,2		-0,3
Autres mouvements				0,0
Clôture	1,6	1,5	36,7	39,8

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	Autres			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	
Ouverture	7 232,5	0,0	1,3	7 233,8
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	11,1			11,1
Remboursements, arrivés à l'échéance				0,0
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux				0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	7 243,6	0,0	1,3	7 244,9

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

(En millions d'euros.)	Autres			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	
Ouverture	4,3	0,0	0,0	4,3
Dotations sur acquisitions de l'exercice	0,6			0,6
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs				0,0
Autres reprises non utilisées				0,0
Transfert entre niveaux				0,0
Autres mouvements				0,0
Clôture	4,9	0,0	0,0	4,9

6.8. – Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Crédit-bail immobilier (CBI) et opérations assimilées	3 973,5	4 078,0
Crédit-bail mobilier (CBM) et opérations assimilées	2 393,7	2 157,6
Créances rattachées	95,5	157,8
Dépréciations pour risque de crédit (*)	-99,8	-110,4
Total des opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	6 362,9	6 283,0

(*) cf note 6.17

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBI (Crédit-bail immobilier)			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	
Ouverture	2 533,8	1 407,4	249,2	4 190,4
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	392,7	69,1	15,7	477,5
Remboursements, arrivés à l'échéance	-385,1	-194,8	-42,0	-621,9
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux	-19,5	-22,6	42,1	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	2 521,9	1 259,1	265,0	4 046,0

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBI (Crédit-bail immobilier)			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	
Ouverture	5,3	27,1	54,2	86,6
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	0,3	1,1	12,4	13,8
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte				0,0
Reprises liées à des sorties d'actifs	-0,2	-0,6		-0,8
Autres reprises non utilisées	-1,2	-3,0	-24,8	-29,0
Transfert entre niveaux	-0,4	-1,4		-1,8
Autres mouvements			-0,1	-0,1
Clôture	3,8	23,2	41,7	68,7

Ventilation des valeurs comptables brutes (yc créances rattachées) des opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBM (Crédit-bail mobilier)			Total
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	
Ouverture	1 596,9	558,9	47,2	2 203,0
Changement de méthode				0,0
Reclassements				0,0
Retraitements				0,0
Acquisitions	718,4	302,7	12,0	1 033,1
Remboursements, arrivés à l'échéance	-627,9	-173,3	-18,2	-819,4
Cessions et restructurations				0,0
Transfert entre niveaux	-29,7	-16,2	45,9	0,0
Fusion/Apport				0,0
Autres mouvements				0,0
Variations de périmètre				0,0
Clôture	1 657,7	672,1	86,9	2 416,7

Ventilation des pertes de crédit attendues (ECL) sur opérations de location financement et assimilées, au coût amorti

(En millions d'euros.)	CBM (Crédit-bail mobilier)			
	Bucket 1 - Pertes attendues à 12 mois	Bucket 2 - Pertes attendues à maturité	Bucket 3 - Pertes attendues crédit déprécié	Total
Ouverture	1,7	5,0	17,1	23,8
Reclassements				0,0
Dotations sur acquisitions de l'exercice	0,7	1,7	10,5	12,9
Autres dotations				0,0
Reprise utilisée avec passage en perte			-0,3	-0,3
Reprises liées à des sorties d'actifs	-0,1	-0,1		-0,2
Autres reprises non utilisées	-0,2	-0,3	-5,6	-6,1
Transfert entre niveaux	-0,1	0,6		0,5
Autres mouvements			0,5	0,5
Clôture	2,1	6,8	22,2	31,1

Autres produits sur opérations de location financement

(En millions d'euros.)	CBI	CBM
Profit ou perte réalisé sur les ventes	9,4	0,4
Produits financiers tirés de l'investissement net relatif au contrat de location	170,6	64,8

Echéancier des créances locatives

(En millions d'euros.)	Valeur comptable	Somme des loyers non actualisés	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 2 ans	> 2 ans à ≤ 3 ans	> 3 ans à ≤ 4 ans	> 4 ans à ≤ 5 ans	> 5 ans
CBI	3 977,3	4 723,0	438,0	569,3	580,2	483,6	444,9	2 206,9
CBM	2 385,7	2 111,0	636,6	519,5	395,8	269,7	154,8	134,6
Total	6 362,9	6 834,0	1 074,6	1 088,9	975,9	753,3	599,7	2 341,5

6.9. – Aides au financement de l'innovation

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII - ISI 2008 (*)	382,1	507,3
FRGI (*)	12,2	19,0
Aides sur financement partenaires	53,9	58,1
Etat PIA (*)	255,1	166,9
FII AI (*)	117,5	114,5
Etat autres (*)	0,2	0,2
Total des aides au financement de l'innovation	821,1	866,0

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AI, Agence pour l'Innovation Industrielle

FRGI : Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation

FII AI : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie - Aides à l'innovation - DEEP TECH

Etat autres : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

6.10. – Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	147,5	128,9
Impôts différés	0,0	203,0
Total des actifs d'impôts courants et différés	147,5	331,8
Impôts courants	115,0	93,1
Impôts différés	78,6	0,0
Total des passifs d'impôts courants et différés	193,6	93,1

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-234,0	48,5
Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	59,0	108,3
Autres décalages temporels	96,4	46,1
Total des impôts différés comptabilisés (*)	-78,6	203,0

(*) Les actifs d'impôts sont signés en positif, les passifs d'impôts figurent en négatif

6.11. – Comptes de régularisation, actifs et passifs divers**Comptes de régularisation actif**

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	194,5	202,7
Produits à recevoir	6,1	11,1
Comptes d'encaissement et de transfert	772,0	27,3
Autres	37,7	23,2
Total des comptes de régularisation actif	1 010,3	264,4

Actifs divers

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances Etat et partenaires innovation	329,8	602,2
Dotations à recevoir sur fonds de garantie	128,8	128,8
Autres débiteurs divers (*)	855,5	422,3
Comptes de stocks et emplois divers	4,2	3,4
Total des autres actifs	1 318,2	1 156,6

(*) Dont 20,2 M€ de dépôt de garantie en espèces sécurisant l'engagement de paiement irrévocable au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 (20,2 M€ au 31 décembre 2023).

Comptes de régularisation passif

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Subventions à verser (innovation)	110,3	103,9
Commissions de garantie constatées d'avance	554,7	539,2
Autres produits constatés d'avance	58,0	72,7
Autres charges fiscales et sociales à payer	111,2	102,3
Autres charges à payer	81,4	76,4
Trésorerie pour compte de tiers	974,2	1 265,3
Comptes d'encaissement et de transfert	443,7	483,9
Autres	74,5	20,8
Total des comptes de régularisation passif	2 408,0	2 664,5

Passifs divers

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Versements restant à effectuer sur titres non libérés	322,2	551,3
Factures à payer sur opérations de crédit-bail	73,8	72,1
Autres dettes fiscales et sociales	152,7	140,1
Créditeurs divers	151,1	173,9
Total des autres passifs	699,8	937,4

6.12. – Participations dans les entreprises mises en équivalence

(En millions d'euros.)	2024	
	Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'acquisition net de correction de valeur
STMicroelectronics	2 461,7	0,0
Lac 1	1 463,5	0,0
Soitec	262,6	93,8
Eutelsat	139,5	0,0
Future French Champions	99,2	0,0
Mecadev	53,0	43,0
Alsabail	15,8	0,0
Total des participations dans les entreprises mises en équivalence	4 495,3	136,8

(En millions d'euros.)	2023	
	Valeur de mise en équivalence	Dont écart d'acquisition net de correction de valeur
STMicroelectronics	2 162,0	0,0
Lac 1	1 325,0	0,0
Soitec	251,9	93,8
Eutelsat	247,0	0,0
Future French Champions	113,3	0,0
Mecadev	57,1	43,0
Alsabail	14,3	0,0
Total des participations dans les entreprises mises en équivalence	4 170,6	136,8

6.13. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
1 - Immobilisations corporelles		
1.1 - Terrains et constructions	452,3	400,0
Dont droits d'utilisation	230,1	181,0
Amortissements et dépréciations	-216,9	-188,6
Dont droits d'utilisation	-92,6	-72,4
Montant net	235,5	211,3
1.2 - Autres immobilisations corporelles	71,2	65,4
Amortissements et dépréciations	-50,0	-43,4
Montant net	21,3	22,0
Total des immobilisations corporelles	256,7	233,4
2 - Immobilisations incorporelles		
2.1 - Logiciels	644,4	571,3
Amortissements et dépréciations	-363,8	-278,4
Montant net	280,7	292,8
2.2 - Autres immobilisations incorporelles	37,2	37,2

Amortissements et dépréciations	0,0	0,0
Montant net	37,2	37,2
Total des immobilisations incorporelles	317,8	330,0

(En millions d'euros.)	Immobilisations corporelles		Immobilisations incorporelles	
	Terrains et constructions	Autres immobilisations corporelles	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles
Montant brut au 31/12/2023	400,0	65,4	571,2	37,2
Acquisitions	2,9	8,4	210,5	0,0
Sorties	-0,1	5,4	-136,3	0,0
Autres mouvements (yc droits d'utilisation)	49,6	-8,0	-1,0	0,0
Montant brut au 31/12/2024	452,3	71,2	644,4	37,2
Amortissements cumulés au 31/12/2024	-216,9	-50,0	-363,7	0,0
Montant net au 31/12/2024	235,5	21,3	280,7	37,2

Détail des charges sur opérations de location et produits de sous-location

(En millions d'euros.)	31/12/2024
Charge d'intérêts sur les passifs locatifs	-6,5
Charges se rapportant aux contrats de location à court terme (exclusion)	-0,7
Charges se rapportant aux contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (exclusion)	-4,9
Charges se rapportant aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation des passifs locatifs	N/A
Produits résultant de la sous-location d'actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	1,6
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-36,7
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	N/A
Valeur comptable des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation au 01/01/2024	108,6
Entrées d'actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	56,0
Dotation aux amortissements sur les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	-27,1
Valeur comptable des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation au 31/12/2024	137,4

6.14. – Dettes envers les établissements de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue et au jour le jour	71,3	167,2
Dépôts et comptes ordinaires	4,3	0,0
Emprunts et comptes au jour le jour	0,0	0,0
Dépôts de garantie et appels de marge	67,0	167,2
Dettes à terme	9 589,8	13 152,3
Emprunts et comptes à terme	28,4	6 030,4
. Dont ressources Livret Développement Durable	0,0	0,0
. Dont ressources KfW et BDCE	5,0	10,0
. Dont refinancement auprès de la Banque Centrale Européenne (**)	0,0	6 000,0
Titres donnés en pension livrée	9 561,4	7 121,9
Dettes rattachées	68,8	213,3
Total des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (*)	9 729,9	13 532,9

(*) Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés sont comptabilisées au coût amorti

(**) Bpifrance a remboursé 6 Md € au titre du TLTRO III sur l'exercice 2024

6.15. – Dettes envers la clientèle

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue et au jour le jour	196,0	185,9
Dépôts et comptes ordinaires	196,0	185,9
Comptes et emprunts au jour le jour	0,0	0,0
Dettes à terme	1 812,8	1 810,0
Emprunts et comptes à terme	1 610,2	1 607,4
. Dont emprunts EPIC Bpifrance	266,6	330,0
Fonds de garantie à capital préservé	202,6	202,6
Titres donnés en pension livrée à terme	0,0	0,0
Dettes rattachées	0,5	0,6
Total des dettes envers la clientèle (*)	2 009,3	1 996,4

(*) Les dettes envers la clientèle sont comptabilisées au coût amorti

6.16. – Dettes représentées par un titre

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Emissions obligataires :	42 089,9	35 632,6
EMTN 2012	214,0	214,0
EMTN 2013	1 300,0	2 100,0
EMTN 2015	1 600,0	1 600,0
EMTN 2016	967,0	2 017,0
EMTN 2017	2 880,0	4 180,0
EMTN 2018	1 175,0	1 175,0
EMTN 2019	2 350,0	2 450,0
EMTN 2020	6 520,0	6 670,0
EMTN 2021	2 750,0	2 750,0
EMTN 2022	6 500,0	6 500,0
EMTN 2023	6 137,2	6 107,8
EMTN 2024	10 008,0	0,0
Primes d'émission restant à amortir	-311,4	-131,2
Titres de créances négociables	7 009,7	6 311,1
Dettes rattachées	341,6	266,4
Total des dettes représentées par un titre (*)	49 441,2	42 210,1

(*) Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées au coût amorti

6.17. – Dépréciations et provisions**Provisions**

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Provisions pour risque de crédit sur engagements par signature	0,6	0,6
Provisions pour restructuration	2,3	3,5
Provisions pour autres engagements sociaux	32,3	32,3
Provisions pour risque de crédit sur engagements de financement donnés	42,6	35,1
Autres	27,1	28,2
Total des provisions	104,8	99,7

Tableau de flux des dépréciations et des provisions

(En millions d'euros.)	Dépréciations et Provisions au 31/12/23	Dotations aux Dépréciations et Provisions et Transferts entre niveaux	Reprises de Dépréciations et Provisions Disponibles	Reprises de Dépréciations et Provisions utilisées (1)
Dépréciations et provisions pour risque de crédit	1 297,2	334,5	208,4	99,7
- Dépréciations en bucket 1	120,0	18,3	27,8	0,0
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	111,6	16,0	25,7	0,0
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	7,0	0,5	1,6	0,0
. Titres au coût amorti	1,2	1,5	0,4	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,2	0,2	0,0	0,0
- Dépréciations en bucket 2	357,0	10,4	58,5	0,0
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	324,9	8,5	54,5	0,0
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	32,1	1,9	4,0	0,0
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dépréciations en bucket 3	784,5	292,2	114,6	99,7
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	713,2	269,3	84,2	99,4
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	71,3	22,9	30,4	0,3
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagements de financement donnés	35,1	13,4	7,4	0,0
. Bucket 1	12,2	2,5	2,5	0,0
. Bucket 2	22,9	10,9	4,8	0,0
. Bucket 3	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagement par signature	0,6	0,2	0,2	0,0
Provisions pour risques et charges divers d'exploitation	28,1	4,9	5,8	0,5
Autres provisions	35,8	7,1	4,8	4,8
- Provisions pour restructuration	3,5	0,2	0,0	1,5
- Provisions pour engagements sociaux	32,3	6,9	4,8	3,3
(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes				
(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps				
(3) -/+ Dotations ou reprises nettes				
+ Risques imputés sur les fonds de garantie				
- Créances irrécupérables				
+ Récupérations sur créances amorties				

(En millions d'euros.)	Autres variations (2)	Dépréciations et Provisions au 31/12/24	Créances irrécupérables non couvertes par des provisions	Récupérations sur créances amorties	Impact sur le résultat (3)
Dépréciations et provisions pour risque de crédit	0,3	1 323,8	75,2	41,9	-159,4
- Dépréciations en bucket 1	0,0	110,5	0,0	0,0	9,5
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	0,0	101,9	0,0	0,0	9,7
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	0,0	5,9	0,0	0,0	1,1
. Titres au coût amorti	0,0	2,3	0,0	0,0	-1,1
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,4	0,0	0,0	-0,2
- Dépréciations en bucket 2	0,0	309,0	0,0	0,0	48,0
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	0,0	279,0	0,0	0,0	46,0
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	0,0	30,0	0,0	0,0	2,1
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dépréciations en bucket 3	0,3	862,7	75,2	41,9	-210,9
. Prêts Interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Crédits à la clientèle	-0,2	798,8	74,4	41,2	-218,3
. Opérations de crédit-bail (hors intérêts)	0,4	63,9	0,8	0,7	7,4
. Titres au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagements de financement donnés	0,0	41,1	0,0	0,0	-6,0
. Bucket 1	0,0	12,2	0,0	0,0	0,1
. Bucket 2	0,0	28,9	0,0	0,0	-6,1
. Bucket 3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Provisions pour risques de crédit sur engagement par signature	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0

Provisions pour risques et charges divers d'exploitation	0,4	27,1			
Autres provisions	1,2	34,5			
- Provisions pour restructuration	0,0	2,2			
- Provisions pour engagements sociaux	1,2	32,3			
(1) Les reprises correspondent à des passages en pertes					
(2) Reprises de dépréciations liées au passage du temps					
(3) -/+ Dotations ou reprises nettes					
+ Risques imputés sur les fonds de garantie					
- Créances irrécupérables					
+ Récupérations sur créances amorties					

6.18. – Ressources nettes d'intervention à l'innovation

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Juste valeur des engagements d'intervention	Fonds d'intervention affectés aux risques à venir	Juste valeur des engagements d'intervention	Fonds d'intervention affectés aux risques à venir
Aides à l'innovation - ISI (*) - PMII (*) - ISI 2008	572,7	464,7	740,3	438,1
FRGI (Fonds Régionaux de Garantie de l'Innovation)	13,4	100,8	15,6	105,7
Aides sur financement partenaires	70,0	281,5	0,0	245,8
Etat PIA (*)	460,6	95,4	315,1	464,9
FII AI (*)	138,6	-0,9	126,9	21,8
Etat autres (*)	0,3	10,7	0,2	34,3
Total des ressources nettes d'intervention à l'innovation	1 255,7	952,1	1 198,1	1 310,6

(*) ISI : Innovation Stratégie Industrielle

PMII : Programme Mobilisateur pour l'Innovation Industrielle initié par l'ex AI, Agence pour l'innovation Industrielle

Etat PIA : Fonds de Garantie d'Intervention - Aides Guichet à l'innovation

FII AI : Fonds pour l'Innovation et l'Industrie - Aides à l'innovation - DEEP TECH

Etat autres : Fonds National d'Innovation - Fonds Innovation Sociale

Ressources nettes d'intervention à l'innovation

(En millions d'euros.)	Juste valeur des engagements d'intervention	Fonds d'intervention affectés aux risques à venir
Ressources nettes d'intervention à l'innovation au 31/12/2023	1 198,1	1 310,6
Variation de la juste valeur		0,0
Dotations 2024		66,5
Subventions		-149,6
Remboursements		-21,4
Provisions, pertes et constats d'échec	57,5	-242,3
Produits et charges financiers		4,9
Produits divers		6,5
Expertises et charges diverses		-23,0
Ressources nettes d'intervention à l'innovation au 31/12/2024	1 255,7	952,1

6.19. – Fonds de garantie publics

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Juste valeur des engagements de garantie	Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir	Juste valeur des engagements de garantie	Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir
Fonds de réserve et de mutualisation	0,0	901,3	0,0	898,8
AFT (Agence France Trésor)	2 070,4	3 016,5	1 837,0	3 169,3
CDC	163,8	186,9	148,8	192,1
Autres Fonds	64,0	123,5	45,5	143,1
Fonds Bpifrance Régions	172,5	379,8	164,1	385,2
Total des fonds de garantie publics	2 470,6	4 608,0	2 195,4	4 788,4

Fonds de garantie publics

(En millions d'euros.)	Juste valeur des engagements de garantie	Juste valeur des fonds de garantie affectés aux risques à venir
Fonds de garantie publics au 31/12/2023	2 195,5	4 788,4
Variation de la juste valeur		33,0
Dotations aux fonds de garantie 2024 (solde net)		67,5
Remboursements des fonds de garantie		-13,3
Commissions de garantie	13,0	151,3
Produits financiers et récupérations		189,1
Coût du risque	262,2	-607,5
Actualisation des provisions		0,0
Fonds de garantie publics au 31/12/2024	2 470,7	4 608,4

Les fonds de garantie couvrent les encours clientèle (prêts et crédit-bail) portés à l'actif du bilan de Bpifrance à hauteur de 9 856,8 M€. La juste valeur des engagements de garantie affectés à la couverture de ces encours s'élève à 1 282,5 M€. Ces fonds couvrent également des financements accordés aux entreprises par des banques partenaires, à hauteur de 13 920,3 M€.

6.20. – Juste valeur des actifs et des passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	260,8	242,5	7 522,1	8 025,5
- Obligations et titres à revenu fixe	9,9	156,4	1 579,9	1 746,2
- Parts d'OPCVM	250,9	86,2	425,5	762,6
- Autres actifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	5 516,7	5 516,7
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
dont instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	121,8	0,0	121,8
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	121,8	0,0	121,8
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	7 212,7	841,8	7 319,5	15 374,0
- Obligations et titres à revenus fixes	977,6	602,9	0,0	1 580,5
- Actions et autres titres à revenu variable	6 235,2	238,9	7 319,5	13 793,5
Titres au coût amorti	9 078,9	1 862,8	0,0	10 941,7
- Obligations d'Etat	9 078,9	461,4	0,0	9 540,3
- Autres obligations	0,0	1 301,4	0,0	1 301,4
- Titres de créances négociables	0,0	100,0	0,0	100,0

Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 351,7	405,6	0,0	1 757,4
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	0,0	49 761,7	0,0	49 761,7
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	0,0	6 336,4	0,0	6 336,4
Passifs				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Emprunts et comptes à terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes représentées par un titre	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes de titres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres passifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	8,8	0,0	8,8
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	8,8	0,0	8,8
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	0,0	9 701,6	0,0	9 701,6
Dettes envers la clientèle	0,0	1 950,6	0,0	1 950,6
Dettes représentées par un titre	49 723,1	0,0	0,0	49 723,1

(En millions d'euros.)	31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	215,1	85,1	7 244,5	7 544,8
- Obligations et titres à revenu fixe	0,0	0,0	1 462,0	1 462,0
- Parts d'OPCVM	215,1	85,1	379,3	679,6
- Autres actifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	5 403,2	5 403,2
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	60,9	0,0	60,9
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	60,9	0,0	60,9
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	9 467,0	895,4	6 737,8	17 100,2
- Obligations et titres à revenus fixes	1 011,6	652,4	0,0	1 664,0
- Actions et autres titres à revenu variable	8 455,4	243,0	6 737,8	15 436,2
Titres au coût amorti	7 130,2	2 249,1	0,0	9 379,3
- Obligations d'Etat	7 130,2	76,8	0,0	7 207,0
- Autres obligations	0,0	1 032,6	0,0	1 032,6
- Titres de créances négociables	0,0	1 139,7	0,0	1 139,7
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	995,9	605,6	0,0	1 601,4
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	0,0	48 227,1	0,0	48 227,1
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	0,0	6 133,9	0,0	6 133,9
Passifs				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Emprunts et comptes à terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes représentées par un titre	0,0	0,0	0,0	0,0
- Dettes de titres	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres passifs à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
- Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont instruments dérivés de cours de change	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	14,5	0,0	14,5
- Couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	0,0	14,5	0,0	14,5
- Couverture de flux de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0
- Couverture des investissements nets en devise	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	0,0	13 548,3	0,0	13 548,3
Dettes envers la clientèle	0,0	1 911,8	0,0	1 911,8
Dettes représentées par un titre	41 359,2	0,0	0,0	41 359,2

Information quantitative sur les données non observables en 2024 (niveau 3 de juste valeur)

Instruments concernés	Techniques de valorisation utilisées	Principales données non observables	Intervalles de données non observables
Actions non cotées	- Actualisation des flux de trésorerie disponibles (DCF) - Multiples boursiers - Multiples de transaction - Multiples d'entrée - Multiple d'entrée ajusté des évolutions de marché - Levées de fonds - Coût de l'investissement	1. Budget et plan d'affaires 2. Comptes de la société et atterrissage 3. Taux d'actualisation 4. Taux de croissance perpétuelle 5. Coût de l'investissement	1. Absence d'intervalle 2. Absence d'intervalle 3. 5 % à 20 % 4. 0 % à 5 % 5. Absence d'intervalle
FCPR gérés par Bpifrance	Mêmes techniques de valorisation que "Actions non cotées", "OCA" et "BSA" pour les titres non cotés détenus par les fonds	Mêmes données non observables que celles des "Actions non cotées", "OCA" et "BSA"	Mêmes intervalles que ceux des "Actions non cotées", "OCA" et "BSA"
FCPR non gérés par Bpifrance	Valeur liquidative ajustée au titre des distributions et souscriptions	1. Valeur liquidative 2. Flux cash au niveau du fonds	1. Absence d'intervalle 2. Absence d'intervalle
Obligations convertibles en actions	- Mêmes techniques de valorisation que "Actions non cotées" - Clauses contractuelles (ex : quotité)	1. Nominal 2. Intérêts cash 3. Intérêts capitalisés (PIK) 4. Prime de non conversion (PNC) 5. Quotité	1. Absence d'intervalle 2. 0 % à 10 % 3. 0 % à 15 % 4. TRI cible de 0 à 20 % 5. 0 % à 100 %
Bons de souscription d'actions (BSA)	- Mêmes techniques de valorisation que "Actions non cotées" - Clauses contractuelles (ex : quotité)	1. Budget et plan d'affaires 2. Comptes de la société et atterrissage 3. Taux d'actualisation 4. Taux de croissance perpétuelle 5. Quotité	1. Absence d'intervalle 2. Absence d'intervalle 3. 5 % à 20 % 4. 0 % à 5 % 5. 0 % à 100 %

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur de niveau 3

(En millions d'euros.)	2024		
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	7 244,5	6 737,8	13 982,3
Gains/pertes de la période	-111,5	121,8	10,2
Comptabilisés en résultat (*)	-111,5	0,0	-111,5
Comptabilisés en capitaux propres		121,8	121,8
Entrée de périmètre	0,0	0,0	0,0
Achats de la période	1 386,8	792,2	2 179,0
Ventes de la période	-933,7	-397,6	-1 331,3
Emissions de la période	0,0	0,0	0,0
Dénouements de la période	0,0	0,0	0,0
Reclassements de la période	-63,9	65,1	1,2
Transferts	0,0	0,0	0,0
Vers niveau 3	0,0	0,0	0,0
Hors niveau 3	0,0	0,0	0,0
Solde au 31 décembre	7 522,1	7 319,4	14 841,5

(*) Les gains et pertes provenant des actifs financiers détenus au bilan à la date de clôture s'élèvent à -111,5 M€ constatés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » dont -33,7 M€ sur la réévaluation des obligations et titres à revenus fixes et -77,8 M€ sur les instruments financiers de capitaux propres.

(En millions d'euros.)	2023		
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	6 701,1	6 608,8	13 309,9
Gains/pertes de la période	-77,1	-115,1	-192,2
Comptabilisés en résultat (*)	-77,1	0,0	-77,1
Comptabilisés en capitaux propres		-115,1	-115,1
Entrée de périmètre	0,0	0,0	0,0
Achats de la période	1 181,1	872,1	2 053,2
Ventes de la période	-558,6	-519,9	-1 078,5
Emissions de la période	0,0	0,0	0,0
Dénouements de la période	0,0	0,0	0,0
Reclassements de la période	-2,1	-108,1	-110,2
Transferts	0,0	0,0	0,0
Vers niveau 3	0,0	0,0	0,0
Hors niveau 3	0,0	0,0	0,0
Solde au 31 décembre	7 244,5	6 737,8	13 982,3

(*) Les gains et pertes provenant des actifs financiers détenus au bilan à la date de clôture s'élèvent à -77,1 M€ constatés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » dont -79,3 M€ sur la réévaluation des obligations et titres à revenus fixes et +1,9 M€ sur les instruments financiers de capitaux propres.

Sensibilité de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3

L'estimation de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 faisant appel au jugement, un changement d'hypothèses des données non observables entraînerait une variation significative de cette juste valeur.

Au 31 décembre 2024, une variation à la hausse de 1 % de la valorisation des portefeuilles d'actifs évalués à la juste valeur par résultat et d'actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres aurait un impact sur le compte de résultat et sur les capitaux propres de respectivement 55,8 M€ et 70,9 M€. Une variation à la baisse de 1 % aurait un impact sur le compte de résultat et sur les capitaux propres de respectivement -55,8 M€ et -73,2 M€.

6.21. – Contre-valeur en euros des opérations en devises

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actif	226,6	442,1
Passif	1 475,7	704,1

Les actifs en devises sont composés de titres à revenu variable à hauteur de 226,6 M€.

Les passifs en devises correspondent à des dettes représentées par un titre. Ils sont couverts au titre du risque de change par des instruments financiers négociés de gré à gré.

Note 7. – Notes relatives au compte de résultat

7.1. – Produits et charges d'intérêts

Intérêts et produits assimilés

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	206,8	377,1
Opérations avec la clientèle	1 961,7	1 757,5
Comptes ordinaires débiteurs	190,2	193,4
Crédits de trésorerie	84,6	75,7
Crédits à l'équipement	873,4	746,7
Crédits divers	817,7	707,3
Créances subordonnées	8,8	11,1
Variation des commissions de garantie futures actualisées	-13,0	23,2

Opérations de location-financement	244,2	201,1
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,3	0,1
Titres au coût amorti	203,6	177,1
Instruments dérivés de couverture	746,3	771,1
Autres intérêts et produits assimilés	0,0	72,8
Total des intérêts et produits assimilés (*)	3 362,9	3 356,8

(*) Dont intérêts négatifs sur passifs pour 1,5 M€ en 2024 (0,3 M€ en 2023).

Intérêts et charges assimilées

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit (*)	-476,2	-643,7
Opérations avec la clientèle	-268,9	-327,6
Dont affectation du résultat des commissions aux fonds de garantie	-136,4	-180,3
Dettes représentées par un titre	-869,2	-669,2
Dettes subordonnées	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	-671,8	-671,0
Autres intérêts et charges assimilées	-196,0	-172,4
Dont produits financiers affectés aux fonds de garantie	-188,9	-169,2
Dont intérêts courus sur la dette locative	-6,5	-2,8
Total des intérêts et charges assimilées	-2 482,1	-2 483,9

(*) En 2024 les intérêts courus et échus comptabilisés en résultat au titre du TLTRO III s'élèvent à -122,4 M€ (-359,43 M€ en 2023).

7.2. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Obligations et titres à revenu fixe	132,4	55,3
Actions et autres titres à revenu variable	134,9	177,6
Instruments financiers dérivés de transaction	0,0	2,3
Instruments de couverture de juste valeur (dont macro-couverture)	-22,4	-124,0
Dont inefficacité	-0,7	2,6
Réévaluation des éléments couverts en juste valeur (dont macro-couverture)	21,6	126,6
Résultat net des opérations de change	0,5	-6,3
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	267,1	231,5

7.3. – Gains ou pertes nets sur actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Plus ou moins-values de cession sur instruments de dette	0,0	0,0
Dividendes sur instruments de capitaux propres	611,0	586,9
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres	611,0	586,9

7.4. – Produits et charges des autres activités

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produits		
Produits divers liés à l'activité innovation	58,0	42,9
Charges refacturées	1,8	2,5
Refacturation taxes foncières Crédit-Bail immobilier	81,9	81,8
Commissions de recouvrement et intéressement assurance	27,2	36,0

Autres produits	189,7	181,7
Total des produits des autres activités	358,6	344,9
Charges		
Taxes foncières activité Crédit-Bail immobilier	-81,9	-81,8
Autres charges	-55,5	-54,4
Total des charges des autres activités	-137,4	-136,2

7.5. – Charges générales d'exploitation

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-590,9	-533,5
Impôts et taxes	-35,5	-27,0
Autres charges d'exploitation	-424,7	-388,1
Coûts liés aux restructurations	-0,2	-2,1
Total des charges générales d'exploitation	-1 051,3	-950,7

7.6. – Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	-92,4	-74,9
Dotations aux amortissements du droit d'utilisation de l'actif	-27,1	-27,5
Dotations pour dépréciation	0,0	0,0
Reprises pour dépréciation	0,0	0,0
Total des dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-119,5	-102,4

7.7. – Coût du risque de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2024					31/12/2023				
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Autres Passifs	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Autres Passifs	Total
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations et aux provisions	9,5	48,0	-177,6	-6,0	-126,1	5,2	94,0	-159,3	10,8	-49,3
Pertes non provisionnées	0,0	0,0	-75,2	0,0	-75,2	0,0	0,0	-13,3	0,0	-13,3
Récupérations sur créances amorties	0,0	0,0	41,9	0,0	41,9	0,0	0,0	6,3	0,0	6,3
Total coût du risque de crédit	9,5	48,0	-210,9	-6,0	-159,4	5,2	94,0	-166,3	10,8	-56,3

7.8. – Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

(En millions d'euros.)	2024	
	Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	Dont correction de valeur des écarts d'acquisition
STMicroelectronics	256,4	0,0
Lac 1	13,5	0,0
Soitec	13,4	0,0
Eutelsat	-96,3	0,0
Future French Champions	-1,9	0,0
Mecadev	-5,9	0,0
Alsabail	1,7	0,0
Total des quote-parts du résultat net des entreprises mises en équivalence	180,9	0,0

(En millions d'euros.)	2023	
	Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	Dont correction de valeur des écarts d'acquisition
STMicroelectronics	519,6	0,0
Lac 1	-0,2	0,0
Soitec	25,0	0,0
Eutelsat	-61,7	0,0
Future French Champions	-0,1	0,0
Mecadev	-8,4	0,0
Alsabail	1,0	0,0
Total des quote-parts du résultat net des entreprises mises en équivalence	475,3	0,0

7.9. – Impôts

Impôt sur les bénéfices

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôt sur les sociétés	-133,0	-119,6
Impôts différés	79,5	14,3
Total de l'impôt sur les bénéfices	-53,5	-105,3

Analyse de la charge d'impôt

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du groupe	897,3	1 114,6
Résultat net part des minoritaires	-1,5	-0,4
Charge nette d'impôt comptabilisée	53,5	105,3
Résultat avant impôt (A)	949,4	1 219,5
Taux d'imposition de droit commun français (B)	25,83 %	25,83 %
Charge d'impôt théorique totale (C)=(A*B)	245,2	315,0
Eléments en rapprochement :		
Effet lié aux différences de taux d'imposition	-14,0	-15,5
Autres différences permanentes	-113,9	-95,6
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-0,8	-2,5
Résultat des sociétés mises en équivalence	-46,7	-78,9
Autres éléments	-16,3	-17,2
Total des éléments en rapprochement (D)	-191,7	-209,7
Charge nette d'impôt comptabilisée (C) + (D)	53,5	105,3

Note 8. – Exposition, gestion et mesure des risques

8.1. – Organisation générale de la gestion des risques

Le groupe Bpifrance est un établissement de crédit directement supervisé par la Banque Centrale Européenne (BCE). La surveillance prudentielle de la maison mère s'exerce sur la base des comptes consolidés de Bpifrance.

La Direction des risques groupe de Bpifrance est en charge de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe en matière de suivi et de gestion des risques. Elle veille à ce que le dispositif des risques soit efficace et que le niveau des risques pris soit cohérent avec les orientations du Groupe.

La Direction des risques groupe est placée sous le contrôle d'un Directeur Exécutif des Risques, lui-même rattaché au Directeur général et au Directeur général adjoint de Bpifrance.

Cette direction est indépendante des directions opérationnelles et n'exerce aucune activité commerciale, financière ou comptable. Ses principales missions sont structurées autour de plusieurs activités, notamment :

- Pilotage stratégique des risques :
 - Développer le pilotage interne des risques en appui de la stratégie du Groupe
 - Déterminer l'appétit aux risques et élaborer les politiques de risques
 - Consolider les risques, calculer et analyser les ratios de solvabilité
 - Elaborer et piloter la vision projetée de la solvabilité
 - Evaluer le niveau de fonds propres et piloter le processus d'adéquation du capital interne
 - Elaborer et piloter les stress tests réglementaires et internes
- Gouvernance des risques :
 - Assurer le suivi des limites des activités et les processus d'escalade associés
 - Assurer la gestion des comités risques
 - Assurer et piloter le déploiement de la fonction Risques dans le Réseau
- Maîtrise et pilotage des risques :
 - Etablir la cartographie globale des risques du Groupe
 - Piloter les risques de crédit et de contrepartie, les risques financiers, les risques climatiques et les risques Pays et de concentration
 - Copiloter les risques opérationnels en lien étroit avec la Direction de la conformité et du contrôle permanent
- Exigences réglementaires risques :
 - Assurer la veille, analyser, déployer les normes réglementaires risques et les projets associés
 - Produire et diffuser les reportings réglementaires risques
 - Etablir les plans préventifs de rétablissement (PPR)
 - Elaborer et gérer le Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité (PUPA)

Les principaux risques inhérents à l'activité du groupe Bpifrance sont les risques de crédit, les risques financiers et les risques générés par l'activité Investissement.

8.1.1. – Dispositif de gestion des risques

Au sein de Bpifrance, la gestion des risques s'effectue dans le respect des normes et réglementations européennes applicables.

Afin de mener ses missions, d'assurer la pérennité de ses métiers et d'atteindre ses objectifs stratégiques, le groupe Bpifrance accepte d'être exposé aux risques inhérents à ses activités.

Le conseil d'administration du groupe Bpifrance fixe les orientations stratégiques et l'appétence au risque du Groupe, à partir desquelles chacune des lignes métiers décline ses priorités d'actions et le dispositif de gestion des risques associé sous la supervision de la Direction des risques groupe.

L'objectif de l'appétit au risque du groupe Bpifrance est de définir le niveau et le type de risques que le Groupe accepte de prendre, porter, tolérer et gérer dans la poursuite du modèle d'activité du Groupe et la réalisation de ses objectifs stratégiques. Pour ce faire, l'appétit au Risque groupe de Bpifrance s'appuie sur un équilibre entre :

- Un niveau acceptable de risque permettant d'atteindre les objectifs stratégiques que le groupe Bpifrance s'est fixé ; et
- Une gestion saine, rigoureuse et durable de ses métiers, en cohérence avec les valeurs et missions du groupe Bpifrance, dans le respect de la conformité aux lois et réglementations en vigueur.

Le cadre d'Appétit au Risque comprend les politiques, les processus, les contrôles et les systèmes par lesquels l'appétit pour le risque est établi, communiqué et surveillé. Il a pour objectif de guider les activités générant des risques dans les limites que le Groupe a défini. Ce cadre est activable, mesurable et couvre les risques matériels auxquels le Groupe est exposé.

La Politique de Gestion des Risques Groupe (PGRG) constitue l'un des piliers de l'appétit au risque de Bpifrance. Son objectif est double :

- Définir un cadre en vue de la mise en place d'un processus structuré, formalisé et continu de pilotage et gestion des risques répertoriés dans la Cartographie des Risques Groupe ;
- Décrire l'approche interne relative à la gestion des risques dans le cadre des activités de Bpifrance.

La PGRG comprend un ensemble d'instruments et de mesures dont l'objectif est d'identifier, évaluer, maîtriser et surveiller les risques encourus par la Banque. Ces instruments et mesures sont associés à des seuils d'alerte et limites déclenchant un processus d'escalade en cas de franchissement, pour chacun des métiers ainsi qu'une comitologie adaptée. Ce dispositif de mesure et de surveillance des risques s'étend à l'ensemble des activités exercées par les entités du groupe Bpifrance.

La PGRG est mise à jour annuellement par la Direction des politiques et de la stratégie risques en concertation avec les autres directions de la Direction des risques groupe, la Direction financière et la Direction de la conformité et du contrôle

permanent selon le type de risque adressé. Elle est validée par le comité exécutif, puis soumise à l'avis du comité des risques, et enfin approuvée par le conseil d'administration de Bpifrance.

Des tableaux de bord trimestriels sont réalisés par la Direction des risques groupe, permettant ainsi un suivi régulier et détaillé de l'ensemble de ces indicateurs et un reporting à l'organe de surveillance et/ou tout comité en émanant. Ils sont notamment présentés et commentés au comité de gestion des risques groupe (CGRG), comité interne à Bpifrance qui réunit tous les trimestres, au-delà de l'exécutif, les fonctions appartenant à la filière risques de Bpifrance. A cette occasion, des informations quantitatives et qualitatives sont présentées aux Dirigeants effectifs sur l'ensemble des risques auxquels est exposé Bpifrance (risques de crédit, risques financiers, risques de concentration, risques de contreparties financières, risques opérationnels). A titre d'exemple, les sujets suivants sont commentés et font l'objet d'échange :

- Consommations de la limite globale des engagements, des limites sectorielles et des limites par contreparties financières, en tenant compte des expositions consolidées Investissement et Financement ;
- Qualité des contreparties au titre du risque de crédit, ainsi que leur évolution dans le temps ;
- Evolution des encours de crédit Watch List/Non Performants et des encours contentieux ;
- Consommations en fonds propres ainsi que leurs projections permettant d'identifier et anticiper les éventuels besoins complémentaires ;
- Suivi des risques opérationnels.

La Direction des risques groupe revoit régulièrement son profil de risque au regard de l'Appétit fixé, affine sa stratégie de couverture des risques ayant significativement augmenté et anticipe l'augmentation ou la matérialisation de certains risques. Les organes de direction (comité exécutif) et de supervision (comité des risques et conseil d'administration) sont régulièrement informés de toute déviation du profil de risque quelle qu'en soit l'origine.

8.1.2. – Rôle et responsabilités des directions en charge du suivi des risques

Le dispositif de maîtrise des risques s'articule autour de six directions opérationnelles et s'inscrit dans les trois lignes de défense qui constituent le cadre général de contrôle interne des institutions financières supervisées.

Cadre de contrôle interne dédié aux risques

Les Directions suivantes sont en charge du suivi des risques au sein de Bpifrance :

- La Direction du Financement et du Réseau ;
- Les Directions Métiers Investissement (Fonds de fonds, Capital Développement, et Innovation) ;
- La Direction Financière ;
- La Direction des Risques ;
- La Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent ;
- L'Inspection Générale – Audit.

La Direction du Financement et du Réseau et les Directions métiers de l'Investissement, ainsi que la Direction Financière représentent la première ligne de défense : elles sont en charge du suivi des risques qui découlent de la conduite de leurs activités.

Organisation de la Direction des risques groupe

La mission de la Direction des Risques consiste à mettre en œuvre la stratégie du Groupe en matière de suivi et de gestion des risques, à travers le pilotage et le suivi des exercices stratégiques Groupe (Cartographie des risques Groupe, Appétit au Risque Groupe et Politique de Gestion des Risques Groupe). Elle veille à ce que le dispositif des risques soit efficace et que le niveau des risques pris soit cohérent avec les orientations du Groupe.

La fonction de gestion des risques réalise de manière holistique l'identification, la mesure, l'encadrement, la surveillance, la maîtrise et le pilotage de l'ensemble des risques, actuels et potentiels, du groupe Bpifrance.

La Direction des Risques de Bpifrance est organisée de façon à couvrir l'intégralité des risques du Groupe ; elle est composée de :

- Un Directeur exécutif des Risques ;
- Six Directions :
 - Direction du Risque de Crédit ;
 - Direction des Risques Financiers, Climatiques et Pays ;
 - Direction OAD et Suivi des encours ;
 - Direction du Pilotage Réglementaire Risques ;
 - Direction des Politiques et de la Stratégie Risques ;
 - Direction Actuariat, Suivi et Modélisation des Risques.
- Trois pôles sont rattachés fonctionnellement au Directeur Exécutif :
 - Services Risques et Recouvrement (S2R) des 6 Réseaux de Bpifrance ;
 - Validation des modèles ;
 - Risk Management et Valorisation des Risques du Métier Investissement.

La direction de la conformité et du contrôle permanent (DCCP)

La Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent couvre 3 fonctions parties intégrantes du dispositif de contrôle interne : (i) la fonction Conformité (ii) la fonction de gestion des risques opérationnels et (iii) la fonction de contrôle permanent de deuxième niveau. Elle intervient sur toutes les entités contrôlées du Groupe, sur toutes les directions / tous les métiers sans exception, et cela de manière indépendante. Le rattachement direct de la Directrice de la DCCP au Directeur Général de Bpifrance est le garant de cette indépendance. En outre, la Directrice de la DCCP rend compte à la gouvernance via le comité de contrôle interne groupe et le comité des risques.

- La fonction de vérification de la conformité est la fonction en charge du contrôle du risque de non-conformité de Bpifrance, dont elle veille à la cohérence et à l'efficacité. Cette fonction vise à adresser les risques de non-conformité, c'est-à-dire à éviter les risques de sanctions du fait du non-respect des réglementations applicables et conseiller l'exécutif en ce sens. Les périmètres couverts par la conformité sont notamment les sujets de sécurité financière, de sanctions internationales et embargos, d'éthique, d'anticorruption, de fraude, d'abus de marché et de conflits d'intérêts, pour lesquels le non-respect des textes applicables fait courir un risque de sanction.
- La fonction de gestion des risques opérationnels a pour missions de définir les méthodologies applicables en matière de gestion des risques opérationnels et de coordonner l'ensemble du dispositif. Elle accompagne la première ligne de défense dans la formalisation de la cartographie des risques opérationnels, la déclaration d'incidents opérationnels et l'identification de plans d'actions.
- La fonction de contrôle permanent de deuxième niveau est une fonction indépendante des fonctions opérationnelles. Ainsi, la DCCP est en charge de réaliser des contrôles de second niveau (a posteriori) qui couvrent l'ensemble des processus métiers clefs de Bpifrance afin de s'assurer en particulier du correct respect des procédures et instructions internes applicables (sur la base d'échantillons d'opérations). L'ensemble des contrôles permanents mis en œuvre par la DCCP sont définis dans un plan de contrôle annuel. Ce plan de contrôle annuel, articulé autour des différents processus métier clefs de Bpifrance, définit, selon sur une approche par les risques, les différents contrôles à effectuer sur l'année et leur fréquence. Il est établi en collaboration avec les Directions opérationnelles contrôlées. Ce plan est validé par la Direction générale de Bpifrance en comité de contrôle interne Groupe et par le comité des risques de Bpifrance (émanation du conseil d'administration de cette société) puis mis en œuvre par la DCCP. Son bon déroulement est également suivi par la gouvernance.

L'Inspection Générale – Audit

L'Inspection Générale - Audit représente la troisième ligne de défense : elle s'assure au moyen de contrôles périodiques que les processus et les mécanismes de gouvernance interne sont efficaces et mis en œuvre de façon cohérente. La fonction d'audit interne est également en charge de l'examen indépendant des deux premières « lignes de défense ». Dans les trois lignes de défense, des mécanismes et des procédures de contrôle interne appropriés sont conçus et suivis, et font l'objet d'une évaluation par le conseil d'administration et son comité des risques.

8.1.3. – Gouvernance des risques

La gouvernance de la maîtrise des risques est assurée au travers de cinq types d'instances : le conseil d'administration, le comité exécutif, les comités faitiers, les comités transverses et les comités opérationnels de suivi des risques (Information répondant à l'exigence de publication ERS2 GOV1 22d et ERS2 GOV2 26a).

Les comités transverses et les comités opérationnels de suivi des risques correspondent au premier palier d'analyse, de suivi ou d'examen des risques. Les décisions ou orientations qui en découlent sont, lorsqu'elles le nécessitent, soumises à un deuxième palier d'instances, les comités faitiers. Ces derniers émettent des avis sur les sujets devant faire l'objet d'une validation par le conseil d'administration, qui constitue le troisième palier de décisions en matière de risques au sein du Groupe.

8.1.3.1. – Le Conseil d'administration

Les conseils d'administration de Bpifrance et ses filiales déterminent les orientations de l'activité du groupe et veillent à leur mise en œuvre dans les conditions prévues par la loi. A cet égard, ces instances s'assurent que l'activité du groupe respecte les contraintes réglementaires en matière de risques qui s'imposent au groupe Bpifrance.

Ainsi, les conseils d'administration sont responsables de la mise en œuvre et du suivi des risques puisqu'ils valident la Politique de Gestion des Risques Groupe et veillent à sa bonne application. Ils approuvent en outre toute la documentation ayant trait aux risques du groupe Bpifrance et devant être publiée et/ou transmise au superviseur bancaire européen. Ils se réunissent selon une fréquence trimestrielle ou à titre exceptionnel, si des circonstances le justifient.

Dans le cadre de leurs fonctions, les conseils d'administration bénéficient de l'analyse de comités dédiés, composés d'experts, qui leur sont rattachés. Il s'agit notamment des comités d'audit et des risques, comités faitiers de suivi des risques.

8.1.3.2. – Le Comité exécutif

Sur proposition de la Direction des Risques, le comité exécutif valide l'Appétit au Risque Groupe et la Politique de Gestion des Risques Groupe. Il veille à leur application et à la cohérence de l'ensemble des exercices stratégiques.

Au travers de la tenue de comités spécifiques, le comité exécutif se tient régulièrement informé de l'évolution des types et niveaux de risques portés par le Groupe.

8.1.3.3. – Les comités faitiers

Les comités faitiers de suivi des risques sont le comité des risques du conseil d'administration le comité de gestion des risques groupe et le comité de contrôle interne groupe. Ils se réunissent selon une fréquence trimestrielle ou à titre exceptionnel, si des circonstances le justifient.

8.1.3.3.1. — Comité des risques

Le comité des risques a pour mission de conseiller le conseil d'administration sur la stratégie globale de l'établissement et l'appétence en matière de risques et d'assister le conseil dans le contrôle de la mise en œuvre de cette stratégie par les Dirigeants Effectifs.

A cet effet, il est périodiquement informé de l'évolution de la situation de liquidité, du respect des limites, des principales opérations de refinancement et de l'Appétit au Risque du Groupe. Il valide annuellement la mise en œuvre et l'organisation de la politique de liquidité (ILAAP).

Par ailleurs, il émet un avis sur le plan de redressement et l'ensemble de la documentation concernant l'adéquation du capital qu'il soumet au conseil d'administration pour approbation.

8.1.3.3.2. — Comité de gestion des risques groupe

Le comité de gestion des risques groupe (CGRG) est présidé par le Directeur général de Bpifrance ou l'un des Dirigeants Effectifs. Il est chargé de présenter et d'analyser les risques consolidés et d'effectuer le cas échéant des recommandations. Ce comité se réunit sur une base trimestrielle et, en tant que de besoin, à intervalles plus rapprochés. La Direction des risques groupe assure le secrétariat du comité de gestion des risques groupe. Elle est à ce titre responsable de préparer la consolidation des contributions des Directions concernées par le pilotage du risque et d'animer ce comité.

Le comité de gestion des risques climatiques et environnementaux est une émanation du CGRG durant la phase de mise en place d'un cadre de gestion robuste des risques climatiques et environnementaux. Il est présidé par le Directeur général de Bpifrance ou l'un des deux Dirigeants effectifs et est en charge de :

- Suivre et analyser les indicateurs des risques climatiques à travers notamment (i) le suivi de l'exposition du groupe aux risques liés au climat, (ii) la validation des évolutions méthodologiques de mesure des risques et des indicateurs, (iii) le suivi du dispositif d'encadrement des risques liés au climat ;
- Présenter les évolutions réglementaires et les impacts qui en découlent sur le bilan de Bpifrance ;
- Présenter la mise à jour de la cartographie des facteurs de risques climatiques et l'évaluation de la matérialité associée ;
- Valider les scénarios internes pour tester la résilience du bilan.

8.1.3.3.3. – Comité de contrôle interne groupe

Le comité de contrôle interne groupe est présidé par le Directeur général de Bpifrance ou le Directeur général adjoint. Il est dédié aux échanges en matière de contrôle interne (contrôle permanent et contrôle périodique), de conformité et de risque opérationnel. Il permet à la direction générale de valider des plans de contrôle permanent de deuxième niveau et d'audit et d'exploiter leurs résultats au travers des rapports et comptes rendus qui en sont effectués.

Ce comité se réunit sur une base trimestrielle et son secrétariat est assuré par la Direction de la conformité et du contrôle permanent.

8.1.3.4. – Les comités transverses

Les comités transverses correspondent au niveau le plus fin d'analyse, de suivi ou d'examen des risques au sein du groupe Bpifrance.

Ils se réunissent selon une fréquence mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou à titre exceptionnel, si des circonstances le justifient. Ces comités délibèrent par exemple sur la mise en place de nouveaux produits ou services, l'application de modèles de risque ou le suivi de risques spécifiques liés à l'activité de Bpifrance.

Ils incluent notamment les comités suivants :

- Le comité de supervision stratégie risques, présidé par le Directeur exécutif des risques, qui assure, pour le compte du comité exécutif, la supervision de la stratégie risques, de l'Appétit au Risque, des politiques afférentes, ainsi que la gouvernance du dispositif de supervision ;
- Le comité de solvabilité, présidé par le Directeur général adjoint, qui suit la solvabilité du groupe Bpifrance et l'adéquation entre le capital interne et l'allocation du capital économique ;
- Le comité ALM (Asset and Liability Management), présidé par le Directeur financier de Bpifrance, qui prend des décisions relatives à la gestion des risques financiers du groupe Bpifrance ;

- Le comité expert de validation des modèles, présidé par le Directeur exécutif des risques, qui valide les modèles de risques du groupe Bpifrance et entérine à travers des backtests l'efficacité de ceux-ci.
- Le comité de gestion des risques opérationnels, présidé par la Directrice de la DCCP (Direction de la conformité et du contrôle permanent), qui analyse l'exposition aux risques opérationnels et de non-conformité.

8.1.3.5. – Les comités opérationnels de suivi des risques

Les comités opérationnels de suivi des risques sont les instances qui évaluent, suivent ou prennent les décisions inhérentes en matière de risque pour chaque métier du Groupe. Ils se réunissent selon une fréquence mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou à titre exceptionnel, si des circonstances le justifient.

Au sein de Bpifrance, il s'agit notamment du comité de crédit de Bpifrance, du comité des risques de crédit, du comité de suivi Watch List / non performant (NP) national, du comité de suivi Watch List / non performant (NP) régional, du comité de gestion financière et du comité des risques de contreparties financières Groupe.

Au sein de Bpifrance Investissement et Bpifrance Participations, il s'agit notamment du comité d'investissement (Innovation - Fonds de fonds – Capital Développement), du comité de valorisation, du comité d'investissement de Bpifrance Participations et du comité de suivi Watch List / non performant de Bpifrance Participations.

Paliers de décisions attachés à la gouvernance des risques de Bpifrance



8.2. – Risques de crédit

Les risques de crédit incluent :

- Le risque de défaut : risque pour un créancier de perdre définitivement sa créance dans la mesure où le débiteur ne peut pas, même en liquidant l'ensemble de ses avoirs, rembourser la totalité de ses engagements
- Le risque de migration : risque qui désigne la perte potentielle résultant de la dégradation (ou la dégradation de la notation) d'un instrument de crédit interne / externe ou d'une contrepartie, ainsi que les pertes potentielles indirectes pouvant résulter d'un événement de migration de crédit
- Le risque de concentration single name : risque découlant de l'exposition à des contreparties considérées comme un même groupe de clients liés.
- Le risque de concentration sectorielle : risque découlant de l'exposition à des contreparties opérant dans le même secteur économique

8.2.1. – Gestion des risques de crédit des activités de financement

Bpifrance déploie majoritairement ses activités de financement à destination des entreprises françaises de toutes tailles (de la TPE/PME aux grandes entreprises), à travers une large gamme de classes d'actifs (mobilisations de créances, prêts, garanties), d'horizons d'engagements (court à long terme).

Dans le financement qu'elle accorde, Bpifrance veille à limiter la prise de risque via (i) la mise en place de co-financement impliquant un partage du risque avec une banque commerciale, (ii) la mise en place de suretés ou de garanties.

Bpifrance dispose de fonds de garantie dans le cadre de son activité bancaire qui agissent comme de véritables amortisseurs de risques pour protéger ses fonds propres. Ces fonds de garanties sont cloisonnés comptablement et leurs modalités régies par des conventions formalisées.

Les sûretés, personnelles ou réelles, font l'objet d'une analyse spécifique à l'octroi afin d'apprécier la valeur de l'actif. Quelle que soit la qualité de la sûreté, le premier critère de décision reste la capacité de remboursement du débiteur, générée par son activité opérationnelle. Bpifrance n'a pas recours à des dérivés de crédit en tant que techniques de mitigation des risques éligibles.

Bpifrance encadre ses expositions individuelles et globales au risque de crédit en s'appuyant sur une politique d'octroi définissant les caractéristiques des dossiers de crédit et les niveaux de délégations en fonction de la taille de l'engagement ou du caractère sensible et/ou spécifique de la transaction.

Les décisions de crédit s'appuient sur une analyse synthétique, complète et mise à jour régulièrement, l'Outil d'Aide à la Décision (OAD) et les notations Fiben fournies par la Banque de France. Elles sont prises sur la base de critères objectifs, avec une perspective à long terme, une volonté de diversification, en anticipant et en prenant en compte les évolutions des écosystèmes clients. Ces décisions sont suivies et revues de manière régulière.

Le groupe Bpifrance est particulièrement vigilant au risque de concentration (par client, secteur, notation) et est attentif au maintien d'un portefeuille diversifié.

8.2.2. – Cadre général de gestion du risque de crédit des activités de financement

L'activité de financement de Bpifrance se décline en trois métiers principaux :

- L'activité de financement de l'innovation ;
- La garantie des crédits ;
- Les financements à court, moyen ou long terme des entreprises.

Bpifrance a mis en place le dispositif suivant afin de contenir et d'atténuer le risque de crédit des activités de financement :

- Une capacité d'intervention globale (enveloppe d'octroi) déterminée annuellement, et déclinée par secteur d'activité ;
- Un outil d'aide à la décision obligatoire pour tous les dossiers qui intègre une notation des contreparties ;
- Un système de délégation des compétences d'octroi des opérations envers la clientèle en fonction des risques associés à l'opération ;
- Une Politique d'Octroi des opérations envers la clientèle revue à minima annuellement et dont l'objet est de définir les principes et les orientations d'intervention sur les opérations de financement ;
- Une traçabilité de toutes les opérations d'octroi ou de gestion ;
- Un dispositif de suivi des dossiers Watch List (WL) et Non Performants (NP) ;
- Une indépendance des fonctions de gestion au travers d'équipes spécialisées : la Direction du recouvrement et du contentieux ou les Directions de l'expertise et du service client (dans le réseau) qui gèrent et recouvrent les encours de façon indépendante de l'unité commerciale qui a mis en place la transaction ;
- Un dispositif de suivi des grands encours qui s'inscrit dans le dispositif global de suivi des risques ;
- Un système de limites et une comitologie.

8.2.3. – Comitologie

8.2.3.1. – Comités de crédit de Bpifrance et Comités des risques de crédit

La politique d'octroi s'inscrit dans la stratégie de gestion des risques du Groupe en accord avec son appétit aux risques. Elle s'articule principalement autour de la connaissance approfondie des contreparties financées. Tout engagement de Bpifrance (opérations de financement, de garantie et d'innovation) comportant des risques de crédit fait l'objet d'une première analyse par la Direction du financement et du réseau qui est responsable du suivi et de la relation client.

Le comité de crédit est compétent pour les dossiers au-delà des pouvoirs des Directions de réseau ou de la Direction du risque de crédit. Le comité des risques de crédit est compétent pour les dossiers au-delà des pouvoirs du comité de crédit. La Direction du risque de crédit a la charge de la contre analyse des dossiers qui relèvent de la compétence du comité des risques de crédit ainsi que du comité de crédit de Bpifrance, et les présente pour décision à ces comités.

Le comité de crédit de Bpifrance est présidé par un Dirigeant Effectif ou par le Directeur des Risques Groupe ou le Directeur du Risque de Crédit, en son absence. Il se réunit deux fois par semaine. Le comité des risques de crédit est présidé par un Dirigeant Effectif et se réunit selon une fréquence hebdomadaire.

8.2.3.2. – Comités de suivi Watch List / Non-Performant nationaux et régionaux

Les comités de suivi régionaux et le comité de suivi national se tiennent chaque trimestre afin de réaliser :

- Une revue des portefeuilles Watch List / Non Performant ;
- Une harmonisation des pratiques ;
- Une revue des taux de règlements attendus.

Les contreparties Watch List / Non-Performant en gestion normale de chaque réseau sont revues lors du comité régional de chaque réseau. Une revue des Grands Enjeux (groupes bénéficiaires ou contreparties isolées avec un montant d'encours dépassant un certain seuil) ainsi qu'une synthèse nationale sont présentées chaque trimestre au comité national. Le comité Watch list / Non-Performant national est présidé par le Directeur exécutif des risques. Le comité Watch list / Non-Performant régional est présidé par le Directeur de réseau, un représentant de la Direction des risques groupe y participe.

8.2.4. – Dispositif de sélection des opérations

Pour chaque type de concours, des critères d'octroi sont définis. Ils peuvent concerner l'âge de l'entreprise bénéficiaire, le secteur d'activité, la qualité financière de l'entreprise, la nature du projet et des garanties, la durée de l'opération, l'existence d'un cofinancement avec un autre établissement bancaire.

L'octroi de crédit fait l'objet d'une note de politique annuelle, qui précise la politique de risque pour l'exercice, validée par la Direction générale.

L'analyse crédit de chaque opération s'appuie sur les notations de la contrepartie, du projet et de la transaction.

Les caractéristiques de la transaction analysées portent essentiellement sur les modalités et la qualité des sûretés et garanties prévues pour réduire l'exposition au risque de crédit. Les sûretés et garanties sont celles habituellement retenues en fonction de la nature et de la durée des opérations de crédit : cessions de créances, hypothèques, nantissements, garanties bancaires et adossement à des fonds de garantie.

La Direction du risque de crédit procède, pour l'ensemble des activités de financement, de garantie et d'innovation, à la contre-analyse des dossiers excédant le niveau de délégation des Directions de réseau et dont la décision relève du comité de crédit ou du comité des risques de crédit.

8.2.5. – Dispositif de mesure et de surveillance des risques

La surveillance et la maîtrise des engagements sur la clientèle s'appuient sur un dispositif de limites tenant compte des fonds propres et des encours de Bpifrance. Elles sont fixées dans le cadre de la Politique de Gestion des Risques Groupe. Il existe 3 types de limites :

- La limite globale ;
- Les limites par groupe bénéficiaire ;
- Les limites sectorielles.

Pour chacune de ces limites, des seuils d'alerte sont également fixés. Elles doivent être respectées lors de l'octroi de toute nouvelle opération ainsi que lors de toute décision de transfert d'encours ; elles s'ajoutent aux règles éventuelles de plafond propres à certains produits.

Les limites et les seuils d'alerte sont suivis trimestriellement par le comité de gestion des risques groupe, par le comité des risques et par le conseil d'administration.

La surveillance du respect de ces limites est de la responsabilité de la Direction des risques groupe, qui met en œuvre un dispositif d'alerte lors du comité de gestion des risques lorsque le seuil d'alerte est atteint.

Le système de limites et de seuils d'alerte est revu a minima une fois par an.

8.2.5.1. – Limite globale

La première limite est globale ; c'est une limite exprimée en actifs pondérés.

8.2.5.2. – Limites par groupe bénéficiaire

Un Groupe Bénéficiaire est un ensemble de contreparties liées pour des motifs juridiques, ou économiques tels que les difficultés économiques de l'une entraîneraient nécessairement des difficultés financières sérieuses chez l'autre.

Les limites par groupe bénéficiaire sont déterminées en fonction des notations internes.

8.2.5.3. – Limites sectorielles

Les limites sont définies en référence aux principaux secteurs économiques définis par l'INSEE (codes NAF). Seul le secteur « Tourisme Loisir – Santé » est divisé en deux parties afin de favoriser un suivi spécifique sur le secteur du tourisme particulièrement impacté par la crise Covid.

Les limites et seuils d'alerte par secteur d'activité intègrent la stratégie de Bpifrance sur les secteurs pour lesquels une hausse significative de l'activité est anticipée ou pour lesquels Bpifrance a une tolérance de dégradation de l'activité dans le cadre de son rôle contracyclique de soutien de l'économie française. Ces augmentations sont compensées par une baisse des limites sur d'autres secteurs.

8.2.5.4. – Suivi et analyse de la qualité des engagements de crédit

L'analyse du portefeuille d'encours est réalisée trimestriellement. Un reporting, qui reprend la ventilation du portefeuille par note de contrepartie, est présenté au comité de gestion des risques groupe. Les contreparties sont renotées en utilisant leur bilan actualisé.

Un reporting trimestriel est présenté au comité de gestion des risques groupe.

8.2.5.5. – Contrôles de second niveau des décisions

Le contrôle a posteriori (de second niveau) des décisions (déléguées et centralisées) de l'ensemble des métiers (financement, garantie et innovation) est effectué par la Direction du contrôle permanent financement.

Les contrôleurs vérifient le respect des procédures et instructions. Les vérifications faites sur pièces et par sondage, concernent l'ensemble des dossiers issus des métiers de l'activité du financement (financement, garantie et innovation) et sont étendues au contrôle de la mise en œuvre et du respect des décisions du comité des engagements.

8.2.6. – Risque de concentration

L'activité du financement de Bpifrance est majoritairement réalisée sur le territoire français.

En 2024, les principales concentrations sectorielles du portefeuille de Bpifrance concernent les secteurs de l'Énergie, assainissement et environnement et des Services Professionnels.

8.2.6.1. – Grands encours

Le suivi des grands encours a été mis en place pour répondre à une exigence réglementaire inscrite aux articles 108 et 118 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne.

Il vise à identifier les groupes bénéficiaires portant les encours les plus significatifs et à suivre leur évolution en termes de risque de concentration et d'évolution de la qualité des encours concernés.

Une revue des grands encours, représentant au 31 décembre 2024, 45 % de l'encours MLT et 14 % de l'encours CT, est réalisée trimestriellement et présentée au comité de Gestion des Risques.

8.2.6.2. – Grands risques

Un grand risque est une exposition sur un client ou un groupe de clients liés dont la valeur, après exemptions prévues par la réglementation, atteint ou dépasse 10 % des fonds propres éligibles de l'établissement déclarant, sans que cette exposition ne puisse dépasser 25 % desdits fonds propres.

L'exigence déclarative trimestrielle est étendue aux vingt risques les plus grands, aux dix risques les plus grands relatifs aux établissements de crédit et aux dix risques les plus grands relatifs aux entités financières non réglementées, y compris lorsque les expositions prises en compte sont exemptées ou ne dépassent pas le seuil précité pour l'identification d'un grand risque.

Au 31 décembre 2024, trois grands risques ont été identifiés, sans que la limite réglementaire individuelle de 25 % des fonds propres ne soit dépassée (exposition nette respective de 10,44 %, 10,38 % et 10,34 % des fonds propres).

8.2.7. – Système de notation interne au titre du risque de crédit

Le domaine « Modélisation et Crédit » de la Direction Actuariat Suivi et Modélisation des Risques a la charge de l'élaboration des modèles statistiques et du rapport annuel de backtesting sur le suivi des modèles.

La notion de « backtesting des modèles » vise l'ensemble des techniques de surveillance des modèles de risque de défaut et plus particulièrement les méthodes statistiques, l'analyse des taux de défaut observés par rapport aux probabilités de défaut prévues et le benchmarking des modèles de notation.

Un comité expert de validation des modèles, composé des directions modélisatrices et utilisatrices et présidé par la Direction des risques groupe, valide, sur présentation des travaux de la cellule de validation des modèles, le maintien du modèle et la mise en production des évolutions mineures des modèles ; les évolutions majeures sont proposées au comité de gestion des risques pour validation.

Une instruction définit la surveillance et la validation du modèle interne de notation du risque de crédit.

Le système de notation interne du risque de crédit, « Outil d'Aide à la Décision » (OAD), est utilisé à l'octroi et à la renotation pour toutes les opérations de financement MLT et CT, les Aides à l'Innovation, l'Assurance Prospection à l'Export, ainsi que pour les opérations de garantie non déléguées.

8.2.8. – Suivi des encours douteux

Les encours classés en douteux sont gérés par les Services Risques et Recouvrement (S2R) jusqu'à leur transfert éventuel vers la Direction du recouvrement et du contentieux, conformément aux règles en vigueur.

Le traitement opérationnel des dossiers est assuré selon des procédures permettant à la fois de veiller l'efficacité des mesures de recouvrement ou de recommercialisation, de chiffrer les estimations de recouvrement et de valider les dépréciations.

Les dépréciations sont actualisées dès la survenance d'un événement affectant la valeur d'un de nos collatéraux, et font l'objet d'une revue périodique pour chaque type de produit. Cette revue a une périodicité trimestrielle pour les encours les plus élevés gérés par la Direction du recouvrement et du contentieux, et annuelle pour les encours les plus faibles. La Direction des risques groupe est associée à la revue périodique

8.2.9. – Description du modèle de dépréciation IFRS 9 de l'activité clientèle

Le modèle de calcul des pertes attendues au titre du risque de crédit (ECL - Expected Credit Losses) repose sur une méthodologie classique de modélisation du risque de crédit, qui s'appuie sur les trois composantes que sont la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (LGD) et l'exposition en cas de défaut (EAD).

Le calcul de l'ECL est réalisé par simulation de Monte Carlo, en calculant l'espérance des pertes simulées sur un grand nombre de tirages aléatoires.

8.2.9.1. – Modélisation du défaut (PD)

L'étape centrale de la modélisation des pertes futures est la simulation des défauts futurs. Pour simuler ces défauts, Bpifrance s'appuie sur son modèle interne de notation du risque de contrepartie, dont la probabilité de défaut de chaque exposition est déduite.

L'évolution des notes de contrepartie futures est simulée à partir d'une matrice de migration des notes de contrepartie internes. Un défaut est simulé pour une contrepartie en année n lorsque sa note de contrepartie interne simulée en année n est celle du défaut.

Les migrations des notes de contrepartie sont simulées en prenant en compte la corrélation du risque de crédit à travers un modèle de type Merton, à deux facteurs systémiques : un facteur général et un facteur sectoriel. Ces facteurs systémiques sont projetés en tenant compte de l'information prospective (Forward Looking), et la valeur de ces facteurs projetés influence simultanément les migrations des notes de toutes les entreprises d'un même secteur. Le modèle permet ainsi de prendre en compte l'impact du contexte macroéconomique sur le risque de crédit des expositions de Bpifrance. Les paramètres de corrélation sont estimés sur la base des données historiques internes de Bpifrance.

8.2.9.2. – Modélisation de la perte en cas de défaut (LGD)

Lorsqu'un défaut est simulé par le modèle, la perte qui en résulte est calculée en combinant deux phénomènes : une probabilité de retour en sain, et un taux de perte mesuré sur le périmètre des expositions ne retournant pas à un statut sain.

La probabilité de retour en sain est estimée à partir des données historiques internes de statut de performance des expositions de Bpifrance, en fonction du produit et des caractéristiques de la contrepartie. Elle correspond à la proportion des expositions non performantes retournant à un statut performant à un horizon de 12 mois.

Le taux de perte est mesuré sur les données historiques internes de Bpifrance, sur la base des expositions non performantes n'ayant pas fait l'objet d'un retour en sain. Il est estimé en utilisant un modèle qui prend en compte la nature du produit, les caractéristiques de l'emprunteur et le détail des garanties et sûretés du contrat. La perte en cas de défaut est simulée en intégrant une corrélation avec le défaut.

8.2.9.3. – Modélisation de l'exposition au défaut (EAD)

Pour les produits échancés (prêts, crédit-bail...), l'exposition au défaut est calculée en prenant en compte à la fois les expositions bilancielle et les engagements de financement.

Pour les expositions bilancielles, l'exposition au défaut est issue des échéanciers théoriques de chaque opération. Pour les engagements de financement, un taux de décaissement est appliqué en fonction des caractéristiques de l'exposition (produit, délai depuis la notification...) puis un échéancier théorique correspondant aux caractéristiques de l'opération est construit. Les taux de décaissement sont calculés sur la base des données historiques internes de Bpifrance.

Un taux annuel de remboursement anticipé est également pris en compte dans la modélisation de l'exposition au défaut. Ce taux est mesuré par produit sur les données historiques internes de Bpifrance.

S'agissant de l'activité de financement court terme, qui est adossée à des cessions de créances et pour laquelle il n'existe pas d'échéancier, un modèle comportemental du tirage des lignes de trésorerie a été développé afin de définir l'exposition au défaut.

8.2.9.4. – Prise en compte du Forward Looking

Un modèle de corrélation entre les paramètres macroéconomiques et le facteur systémique utilisé dans la projection des défauts a été développé afin de transcrire l'impact des scénarii macroéconomiques sur l'ECL calculée. Ce modèle, estimé sur les données internes de défaut de Bpifrance, permet de traduire le niveau des paramètres macroéconomiques retenus en taux de défaut futurs par note de contrepartie interne.

Via la corrélation entre le facteur systémique et les taux de perte simulés, ce modèle permet également d'intégrer un impact des paramètres macroéconomiques sur les LGD futures.

Ce modèle a fait l'objet d'une évolution, au cours de l'année 2024, afin d'intégrer la période de crise sanitaire Covid-19 dans les données historiques de calibration et d'améliorer la cohérence des résultats fournis par le modèle en période d'inflation élevée.

Les scénarii macroéconomiques ainsi que des propositions de pondération sont soumis au comité Forward Looking de Bpifrance. Ce comité trimestriel est présidé par le Directeur Général Adjoint de Bpifrance et rassemble la Direction des Risques, la Direction du Financement et du Réseau, la Direction Financière, la Direction des Comptabilités et le domaine Evaluation Conjoncture et Macroéconomie. Il a la charge de définir les scénarios qui seront retenus, sur la base des propositions de la Direction de l'Evaluation, des Etudes et de la Prospective de Bpifrance (DEEP), et les pondérations à leur affecter.

8.2.9.4.1. – Détail des scénarii

Depuis le 30 juin 2020, Bpifrance retient quatre scénarii forward looking pour le calcul des ECL. Ces scénarii ont été actualisés en décembre 2024.

La clientèle de Bpifrance étant constituée d'entreprises françaises, les scénarii définis ne portent que sur des indicateurs macroéconomiques français. La nouvelle version de la modélisation forward looking déployée en 2024 entraîne un changement dans les indicateurs macroéconomiques retenus. Les indicateurs maintenus sont le taux de croissance du PIB, le taux de chômage et les taux OAT (à 2 et 10 ans). L'évolution de l'indice des prix à la consommation est, quant à elle, abandonnée fin 2024 et remplacée par l'endettement des administrations publiques.

Les scénarii central et dégradés s'appuient sur les scénarii du cadrage macroéconomique du groupe CDC réalisé une fois par an, en début d'année, avec l'appui du réseau des économistes du Groupe. Toutefois, le scénario central et les deux scénarii dégradés ont été actualisés en fin d'année afin de tenir compte de l'évolution des indicateurs conjoncturels et des dernières informations disponibles. Le scénario optimiste reste, quant à lui, proposé dans son intégralité par la DEEP.

Les scénarii tiennent compte de l'impact négatif de l'incertitude politique et économique sur l'économie française. Il est fait l'hypothèse que cette incertitude pèserait sur la consommation des ménages et l'investissement privé en fin d'année 2024 et continuerait à peser sur l'activité début 2025. Toutefois, la dissipation de cette incertitude en cours d'année, conjuguée à un retour de l'inflation sous les 2 % et à un assouplissement de la politique monétaire de la BCE, permettraient de soutenir la croissance en 2025 ; croissance qui resterait malgré tout modérée du fait d'une politique budgétaire plus restrictive, destinée à renforcer les finances publiques. En 2026, une atténuation des contraintes pesant sur la demande se traduirait par une accélération de l'activité.

Les scénarii tiennent également compte des conséquences économiques de la transition écologique et énergétique (TEE) qui se traduirait par un choc d'offre négatif, au moins temporaire, pesant sur la croissance potentielle et soutenant l'inflation sur l'ensemble de la période de prévision (2024-2029).

La prévision de croissance du scénario central de 2024 (+1,1 %) est alignée avec celles des différents instituts alors que la prévision de croissance de 2025 (+0,6 %) est plus prudente.

Croissance du PIB (en %)		2024	2025	2026
Scénario optimiste	Déc-24	1,1	1,8	1,6
Scénario central	Déc-24	1,1	0,6	1,0
Scénario dégradé inflationniste avec krach obligataire	Déc-24	1,1	-1,5	0,0
Scénario dégradé en L	Déc-24	1,1	-1,5	0,0
FMI	Oct-24	1,1	1,1	1,3
Commission européenne	Nov-24	1,1	0,8	1,4
OCDE	Déc-24	1,1	0,9	1,0
Banque de France	Déc-24	1,1	0,9	1,3
Consensus Forecast - min	Déc-24	1,0	0,0	
Consensus Forecast - moyenne	Déc-24	1,1	0,8	
Consensus Forecast - max	Déc-24	1,2	1,3	

Les incertitudes relatives aux perspectives de croissance restent élevées. Le scénario optimiste anticipe une croissance plus dynamique en 2025 en raison d'une dissipation plus rapide des incertitudes politiques et économiques et de la mobilisation du surplus d'épargne par les ménages, ayant pour effet de dynamiser la consommation. À l'inverse, le scénario dégradé inflationniste avec krach obligataire envisage un choc à la fois récessif et inflationniste dû à des tensions fortes et durables sur les approvisionnements et sur les prix des intrants. De plus, les effets dépressifs de ce choc seraient plus persistants en raison d'un nombre plus important de faillites d'entreprises et d'une détérioration plus marquée du marché du travail. Le scénario dégradé en « L » fait, quant à lui, l'hypothèse d'un choc récessif fort sur le PIB de nature sanitaire, financière ou conjoncturelle, qui se traduirait, à l'inverse, par une baisse de l'inflation.

— Scénario optimiste

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB	1,1	1,8	1,6	1,5	1,5	1,5
Indice des prix à la consommation (IPC)	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Dettes des APU en fin d'année	113,0					
IPC sous-jacent / hors énergie et alimentaire	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,2	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0
Taux OAT 2 ans (moyenne T4)	2,4	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0
Taux OAT 10 ans (moyenne T4)	3,0	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7

— Scénario central

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB	1,1	0,6	1,0	1,0	1,0	1,0
Indice des prix à la consommation (IPC)	2,0	1,5	1,7	1,9	2,0	2,0
Dettes des APU en fin d'année	113,0	115,0	117,0	118,0	118,0	119,0
IPC sous-jacent / hors énergie et alimentaire	1,8	1,5	1,7	1,9	1,9	1,9
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,2	7,5	7,7	7,6	7,5	7,5
Taux OAT 2 ans (moyenne du T4)	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0
Taux OAT 10 ans (moyenne du T4)	3,0	3,0	2,9	2,9	2,9	2,9

— Scénario dégradé inflationniste avec krach obligataire

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB	1,1	-1,5	0,0	0,5	0,6	0,6
Indice des prix à la consommation (IPC)	2,0	5,5	4,0	3,5	3,5	3,5
Dettes des APU en fin d'année	113,0	117,0	120,0	124,0	129,0	133,0
IPC sous-jacent / hors énergie et alimentaire	1,8	4,5	3,7	3,5	3,5	3,5
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,2	8,5	9,2	9,4	9,5	9,5
Taux OAT 2 ans (moyenne T4)	2,4	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9
Taux OAT 10 ans (moyenne T4)	3,0	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5

— Scénario dégradé en L

Taux de croissance ou taux (moyenne annuelle, en %)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB	1,1	-1,5	0,0	0,5	0,6	0,6
Indice des prix à la consommation (IPC)	2,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Dettes des APU en fin d'année	113,0	117,0	121,0	126,0	131,0	136,0
IPC sous-jacent / hors énergie et alimentaire	1,8	1,2	0,6	0,5	0,5	0,5
Taux de chômage (France métropolitaine)	7,2	8,5	9,2	9,4	9,5	9,5
Taux OAT 2 ans (moyenne T4)	2,4	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
Taux OAT 10 ans (moyenne T4)	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

8.2.9.4.2. – Évolution des pondérations

Les pondérations des scénarii au 31 décembre 2024 demeurent inchangées par rapport à l'exercice précédent.

Scénario	Pondérations 31/12/2024	Pondérations 31/12/2023
Optimiste	15 %	15 %
Central	65 %	65 %
Dégradé inflationniste avec krach obligataire	15 %	15 %
Dégradé en L	5 %	5 %

8.2.9.5. – Ajustements

8.2.9.5.1. — Ajustements méthodologiques du modèle

— Corrélation entre taux de croissance et taux de défaut

Le lien historique entre indicateurs macroéconomiques et taux de défaut a été fortement perturbé lors de la période de crise sanitaire Covid-19, du fait des mesures de soutien à l'économie mises en place par l'Etat français.

L'intégration de cette période dans la calibration du modèle conduisait jusqu'à fin 2023 à des problèmes de cohérence dans les paramètres obtenus. Aussi, la période de calibration du lien entre contexte économique et taux de défaut était limitée aux données historiques des années 2019 et antérieures. Cette absence de recalibration du modèle entraînait au 31 décembre 2023 une diminution des ECL de 45 M€.

Le déploiement en 2024 d'une nouvelle version du modèle faisant le lien entre indicateurs macroéconomiques et taux de défaut permet désormais d'utiliser l'ensemble des données historiques disponibles dans la calibration du modèle. Cet ajustement n'est donc pas reconduit en 2024.

— Corrélation entre taux d'inflation et taux de défaut

Les années 2022 et 2023 ont été marquées par une inflation élevée, très supérieure aux valeurs rencontrées sur la période historique de calibration du modèle de calcul des ECL. La corrélation historique entre inflation et taux de défaut était négative et cette inflation très élevée entraînait une forte diminution des ECL simulées par le modèle, diminution qui était jugée incohérente avec les effets attendus de l'inflation observée sur les taux de défaut.

Afin de neutraliser cet effet dans le calcul des ECL à fin 2023, l'évolution de l'inflation avait été figée en conservant les trajectoires d'inflation utilisées au 31 décembre 2021. Cela entraînait une augmentation des ECL de 99 M€ au 31 décembre 2023.

La nouvelle version du modèle de lien entre indicateurs macroéconomiques et taux de défaut déployée en 2024 ne présente pas cette faiblesse dans la prise en compte de l'inflation. Cet ajustement n'est donc pas reconduit en 2024.

8.2.9.5.2. — Ajustements sectoriels

— Choc inflationniste

Au 31 décembre 2023, un stress des notations internes était appliqué dans le calcul des ECL, pour certains secteurs d'activité, afin de prendre en compte les effets attendus de la hausse des coûts (énergie, matières premières, financement, main d'œuvre) sur la santé financière des entreprises.

Les principaux secteurs concernés étaient l'industrie, l'énergie et le transport. Ces ajustements se traduisaient par une augmentation des ECL de 43 M€ et un transfert de 3,5 Md € d'encours du bucket 1 vers le bucket 2.

L'analyse qui avait conduit à la mise en place de ces ajustements en 2023 a été reconduite en 2024, mais la baisse sensible des coûts de l'énergie et la réduction des tensions inflationnistes observées en 2024 conduisent à la conclusion qu'il n'est plus justifié d'intégrer un stress des notations internes pour ce motif dans le calcul des ECL au 31 décembre 2024.

— BTP

Le secteur du bâtiment reste marqué par un contexte économique très défavorable. L'augmentation des taux d'intérêt et l'inflation ont réduit la solvabilité des ménages et des entreprises. Les nombres de permis de construire et de mises en chantier sont toujours à des niveaux très bas.

Par ailleurs, le contexte des finances publiques va entraîner une réduction des investissements de la sphère publique, qui pèsera sur l'activité des travaux publics.

Les difficultés conjoncturelles du secteur du BTP sont jugées durables. Un ajustement d'un rang des notations internes de ce secteur est donc appliqué dans le calcul des ECL au 31 décembre 2024.

L'effet de cet ajustement est une augmentation de 8,9 M€ des ECL à fin décembre 2024 (16 M€ au 31 décembre 2023) et un transfert de 0,3 Md € d'encours du bucket 1 au bucket 2.

— Commerce de détail

Le secteur du commerce de détail connaît des difficultés, conséquences de la forte inflation des années 2022/2023, qui entraîne toujours une tension importante sur le pouvoir d'achat des ménages. De plus, le contexte budgétaire et fiscal incertain conduit les ménages à maintenir un effort d'épargne important, au détriment de la consommation.

Cela s'est déjà traduit par des défaillances importantes d'enseignes ; les difficultés de ce secteur sont jugées durables. Les grandes surfaces alimentaires, moins soumises à arbitrage de la consommation par les ménages, sont moins concernées par ces difficultés.

Par conséquent, une dégradation d'un rang est appliquée aux entreprises du secteur du commerce de détail, hors grandes surfaces alimentaires, dans le calcul des ECL au 31 décembre 2024. Cet ajustement entraîne une augmentation de 8,2 M€ des ECL et le reclassement en bucket 2 de 0,2 Md € d'encours auparavant classés en bucket 1.

— Transport et logistique

Le contexte économique dégradé pèse sur l'activité des transporteurs et le secteur de l'entreposage. Dans le même temps, les coûts d'exploitation élevés induisent une tension sur les marges.

Les difficultés du secteur transport et logistique sont jugées durables ; les notations internes des entreprises de ce secteur font l'objet d'une dégradation d'un rang dans le calcul des ECL au 31 décembre 2024.

L'effet de cet ajustement est une augmentation de l'ECL de 11,5 M€ et le reclassement en bucket 2 de 0,5 Md € d'encours.

— Automobile et aéronautique

Le secteur de l'automobile est soumis à une transition technologique vers l'électrique, qui déstabilise la filière de sous-traitance, contrainte de modifier ses process et chaînes de production. Dans le même temps, la demande de véhicules fléchit, les consommateurs faisant preuve d'attentisme dans le cadre de cette transition vers l'électrique.

Les sous-traitants de la filière aéronautique connaissent les répercussions de la crise sanitaire Covid-19 et peinent aujourd'hui à financer l'accroissement du rythme d'activité imposé par Airbus.

Pour ces deux secteurs, les difficultés sont jugées durables et une dégradation d'un rang des notations internes utilisées dans le calcul des ECL est appliqué au 31 décembre 2024 pour les entreprises de ces secteurs. L'effet de cet ajustement est une augmentation de 4,6 M€ de l'ECL et un reclassement en bucket 2 de 0,1 Md € d'encours.

8.2.9.5.3. — Autres ajustements Forward Looking

— Entreprises bénéficiant d'un PGE

Les prêts garantis par l'Etat (PGE) ont été distribués massivement à partir du printemps 2020 afin de soutenir la trésorerie des entreprises fragilisées par la pandémie de Covid-19. Les entreprises qui ont bénéficié d'un PGE et ne l'ont pas encore remboursé doivent à présent faire face à une charge financière supplémentaire pouvant entraîner des difficultés pour une partie d'entre elles.

Pour intégrer ce risque sur la capacité de remboursement des entreprises bénéficiaires de PGE, un ajustement des ECL est appliqué au 31 décembre 2024. Cet ajustement concerne les entreprises dont les ressources disponibles sont jugées insuffisantes pour assurer le remboursement d'une annuité de PGE. Il se traduit par une augmentation des ECL de 39 M€ (40 M€ au 31 décembre 2023) et un reclassement en bucket 2 de 1 Md € d'encours.

— Innovation

La population des entreprises innovantes est marquée par une sinistralité importante sur l'année 2024. Une large proportion de ces entreprises fonctionne suivant un modèle économique qui repose sur des levées de fonds successives pour financer leur activité déficitaire dans les premières années de vie de l'entreprise.

Les levées de fonds des entreprises innovantes se sont raréfiées à partir de 2023 et restent à un niveau bas en 2024, ce qui met en risque cette population. Un ajustement des ECL est appliqué au 31 décembre 2024 sur la population des entreprises innovantes dont la survie à un horizon d'un an apparaît compromise en l'absence de nouvelle levée de fonds. Cet ajustement conduit au reclassement en bucket 2 de 0,8 Md € d'encours et à une augmentation des ECL de 25 M€ (19 M€ au 31 décembre 2023).

— Valorisations immobilière

(Information répondant à l'exigence de publication ESRS2 SBM3 48d)

Une part conséquente des encours de Bpifrance est garantie par des biens immobiliers concernés par le décret tertiaire. Ce décret impose des obligations d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et des obligations déclaratives sur leur consommation actuelle. Les données disponibles montrent qu'une part significative des entreprises n'a pas procédé aux déclarations obligatoires, ce qui traduit des efforts insuffisants de mise en transition énergétique des biens immobiliers associés. Cela représente un risque sur la valorisation à terme des biens concernés. Un ajustement post-modèle de 25 M€ est appliqué au 31 décembre 2024 pour la prise en compte de ce risque (80 M€ au 31 décembre 2023).

Par ailleurs, le contexte reste incertain sur les valorisations de l'immobilier commercial, avec des volumes de transactions et des volumes d'investissement à des niveaux bas par rapport aux moyennes historiques. L'immobilier de bureaux est la principale catégorie d'actifs pour laquelle un ajustement de prix est encore attendu. Un ajustement post-modèle de 15 M€ est appliqué sur ce secteur dans le calcul des ECL au 31 décembre 2024 au titre du risque de valorisation de l'immobilier commercial (20 M€ au 31 décembre 2023).

Ces deux ajustements post-modèle portant sur un risque lié à la perte en cas de défaut et non aux probabilités de défaut, ils n'ont pas d'effet sur l'évaluation de la dégradation significative du risque de crédit et n'entraînent donc pas de changement dans la classification par bucket des encours concernés.

— Prêts Rebond

Déployés en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, les prêts Rebond ont été mis en place en partenariat avec les régions afin de soutenir les entreprises affectées par cette crise. Chaque région a apporté une dotation, couvrant le coût du risque des prêts mis en place sur son territoire, dans une certaine limite.

L'analyse des portefeuilles de prêts Rebond montre que l'un de ces portefeuilles aura probablement à terme un coût du risque total supérieur au montant de la dotation reçue. Ce dépassement prévisible de la dotation donne lieu à un overlay de 6 M€ au 31 décembre 2024 et entraîne un reclassement en bucket 2 de 0,1 Md € d'encours.

8.2.9.6. – Analyse de sensibilité de l'ECL aux scénarii macroéconomiques

Comme décrit précédemment, les quatre scénarii macroéconomiques retenus dans le calcul de l'ECL au 31 décembre 2024 correspondent à des situations économiques très différentes. Par conséquent, ils conduisent à des montants d'ECL sensiblement différents (Les calculs de sensibilité aux scénarii sont réalisés hors ajustements sur les risques innovation, PGE et valorisations immobilières. Les 110 M€ d'ajustement concernés sont ajoutés au résultat des calculs pour chaque scénario).

Scénario	Montant de l'ECL en cas de pondération à 100 % du scénario (M€)	En pourcentage de l'ECL comptabilisée au 31/12/24
Optimiste	423	94 %
Central	437	97 %
Dégradé inflationniste avec krach obligataire	518	115 %
Dégradé en L	484	107 %

8.2.9.7. – Risques climatiques

(Information répondant à l'exigence de publication ESRS2 SBM3 48d)

L'impact des risques climatiques sur le provisionnement du risque de crédit est intégré dans le calcul des ECL à travers leur effet sur les trajectoires macroéconomiques. En effet, les trajectoires macroéconomiques retenues au 31 décembre 2024 prennent en compte une estimation de l'effet des risques climatiques sur la trajectoire de croissance, en considérant que les investissements nécessaires au respect des trajectoires de décarbonation sont assimilables à un choc d'offre qui affecte négativement la croissance du PIB.

8.3. – Risques financiers

Les risques financiers sont définis comme les risques de pertes de valeur économique provoqués par l'évolution défavorable des paramètres de marché, affectant l'ensemble des positions de bilan et de hors-bilan. Le groupe Bpifrance est principalement exposé aux paramètres de marché suivants : les taux d'intérêt et les spreads de crédit, la liquidité des marchés des capitaux, les cours des actions et des indices, les cours de change.

8.3.1. – Cadre général de gestion des risques financiers

L'activité financière de Bpifrance a pour objet de fournir, aux activités de prêts et d'investissements du groupe, les ressources et les instruments financiers nécessaires tout en assurant la continuité d'exploitation de Bpifrance et en préservant ses fonds propres.

La Politique de Gestion des Risques Financiers de Bpifrance vise à assurer le maintien des équilibres financiers en termes de liquidité, de taux d'intérêt et de position de change, dans le respect de l'appétit au risque défini. Les adossements recherchés entre emplois et ressources visent à limiter l'exposition de l'établissement aux risques financiers. Ainsi, toutes les opérations financières sont logées en Banking Book. Bpifrance n'a pas de Trading Book.

Cette politique de gestion des risques financiers est mise en œuvre opérationnellement au travers de :

- L'ILAAP ;
- Un plan de refinancement annuel ;
- Un système de limites sur les indicateurs de risques ;
- Une comitologie.

8.3.2. – Comitologie

8.3.2.1. – Comité ALM

Le comité ALM est présidé par le Directeur financier de Bpifrance. Il se tient mensuellement sur l'activité du Financement, trimestriellement sur le périmètre groupe, et si besoin à intervalles plus rapprochés.

Ce comité a la responsabilité de suivre les risques financiers ALM et décide des actions à engager en matière de couverture de ces risques.

8.3.2.2. – Comité de gestion financière

Le comité de Gestion Financière est présidé par le Directeur Financier de Bpifrance et se tient tous les trimestres. Le comité de Gestion Financière est chargé de définir la politique de placement en actifs financiers. Il formalise les mandats de gestion par portefeuille et notamment les classes d'actifs éligibles. Il suit les investissements et les désinvestissements réalisés et contrôle la bonne tenue et la performance du portefeuille de titres de Bpifrance.

8.3.2.3. – Comité des risques de contreparties financières groupe

Le comité des risques de contreparties financières groupe est présidé par le Directeur financier de Bpifrance et se réunit tous les trimestres.

A ce titre, il fixe les limites de risque par contrepartie financière.

8.3.3. – Risques de contrepartie sur activités financières

D'un point de vue réglementaire, le risque de contrepartie représente la perte potentielle réalisée par Bpifrance dans l'hypothèse d'une défaillance future d'une contrepartie avec laquelle Bpifrance serait engagé dans une opération de marché.

8.3.3.1. – Exposition au risque de contrepartie

L'exposition au risque est définie comme suit :

- Le montant du capital restant dû pour un prêt ;
- Le nominal du titre pour un titre ;
- Pour les dérivés suivant les modalités de la méthode de l'évaluation de marché (« mark-to-market method »), prévue à l'article 274 de la réglementation (UE) 575/2013 amendée par le Règlement (UE) 2019/876.
 - Cette méthode consiste à déterminer le coût de remplacement courant de tous les contrats à valeur positive.
 - A ce coût de remplacement, s'ajoute un add-on.
 - Les effets des accords de compensation et des sûretés réelles sont pris en compte en appliquant les règles de compensation telles que définies dans la méthode d'évaluation au prix de marché et en soustrayant les collatéraux.
 - La majorité des opérations sur dérivés sont réalisées via des contreparties centrales (CCP), ce qui permet d'atténuer d'autant plus le risque de contrepartie.
 - Les opérations dérivées font l'objet d'appels de marge intraday avec les CCP. Un dispositif d'appels de marge quotidien est mis en place pour les rares opérations qui ne seraient pas réalisées via les CCP.

Le groupe Bpifrance est structurellement faiblement exposé aux risques de contrepartie sur les activités financières.

8.3.3.2. – Mesure du risque de contrepartie

Le dispositif de notation du risque de défaut est fondé sur les notations attribuées par les agences Moody's, Standard & Poor's et Fitch.

Les contreparties sont classées par catégories de risque. Celles-ci se déduisent des notations attribuées par les trois agences retenues, qui sont mises en correspondance. Lorsque les notes attribuées par les trois agences diffèrent, la deuxième meilleure note est retenue.

Pour les contreparties non notées, le comité attribue une note équivalente à celles des agences en termes de probabilité de défaut.

Le comité peut déroger aux règles précédentes dès lors que sa décision est justifiée

8.3.3.3. – Politique de risque

En raison du caractère public de la majorité des capitaux gérés, l'accent est mis sur la diversification des risques et la recherche de la plus grande sécurité des opérations :

- Les contreparties autorisées bénéficient au moins d'une notation de niveau A- des agences spécialisées ;
- Les opérations sur instruments financiers font systématiquement l'objet de conventions de collatéral ;
- Les opérations en numéraire sont régies par des règles de gestion de durées.

Des autorisations de limites exceptionnelles pour des contreparties notées BBB- à BBB+ peuvent néanmoins être délivrées au cas par cas par le comité des risques de contreparties financières groupe après présentation d'une analyse spécifique.

8.3.3.4. – Dispositif d'encadrement des risques de contreparties financières sur opérations financières

Le dispositif porte sur les risques de contreparties financières auxquels est exposé Bpifrance dans le cadre de ses opérations financières (opérations sur marchés ou interbancaires), que ce soit pour un prêt, un titre ou un dérivé.

Le suivi des risques de contrepartie sur opérations financières est présenté trimestriellement aux comités de gestion des risques groupe.

Les règles de calcul des limites sur les contreparties financières des opérations financières sont :

- L'allocation d'un montant de fonds propres réglementaires à la couverture globale des risques relatifs au périmètre de risque concerné ;
- L'application d'une règle de division des risques au niveau du groupe qui détermine le montant maximal de fonds propres que Bpifrance accepte d'affecter à une contrepartie ;
- La fixation de la limite en montant d'exposition, sur la base du besoin de fonds propres résultant de la probabilité de défaut associée à une notation externe (agences de notation) en appliquant la méthode baloise (Méthode IRB Fondation) ;
- Le plafonnement des limites à la limite des grands risques (25 % des fonds propres).

Pour chaque catégorie de risque, un seuil d'alerte est défini à 90 % de la limite.

8.3.3.5. – Méthode de gestion

Le suivi de l'évolution de la qualité des contreparties est effectué par la Direction financière à la fois au niveau de l'entité juridique et du groupe économique. Pour chaque contrepartie et chaque groupe, le comité des risques de contrepartie définit des limites.

8.3.3.6. – Contrôle et comptes rendus

La Direction financière effectue un contrôle quotidien des limites et de leur utilisation. Elle établit un compte rendu des éventuelles entrées, sorties et variations de dépassements enregistrées par contrepartie. Ce compte rendu est transmis aux opérateurs de la salle des marchés.

Un tableau mensuel présentant les principales évolutions de la période est diffusé aux membres de la Direction générale de Bpifrance.

8.3.4. – Risques de liquidité

Le risque de liquidité correspond à l'incapacité du groupe Bpifrance d'honorer ses obligations à un prix acceptable en un endroit et devise donnés.

Ce risque peut survenir en cas de décalage dans les flux de trésorerie. Le risque de refinancement (faisant partie intégrante du risque de liquidité) survient lorsque les fonds nécessaires pour financer des actifs non liquides ne peuvent être obtenus dans des délais et à des prix acceptables.

Le risque de liquidité du groupe est suivi dans le cadre d'une politique de gestion du risque de liquidité définie dans la Politique de Gestion des Risques Groupe. La situation de liquidité du groupe Bpifrance est appréciée à partir d'indicateurs internes et de ratios réglementaires.

8.3.4.1. – Objectifs de la politique de gestion du risque de liquidité

Le dispositif en place défini dans le cadre de l'ILAAP (Internal Liquidity Adequacy Assessment Process) permet d'assurer au groupe Bpifrance les liquidités requises pour répondre à ses obligations à court terme et à moyen-long terme en matière de liquidité. Ces mesures doivent permettre au groupe Bpifrance de remplir les obligations réglementaires auxquelles il est soumis.

L'appétit au risque de Bpifrance repose sur les grands principes suivants :

- L'autonomie annuelle vis-à-vis des marchés en cas de crise ;
- La réduction de la production nouvelle en cas de crise ;
- La gestion cantonnée des réserves de liquidité en gestion normale.

L'activité financière du groupe Bpifrance au titre de la gestion de la liquidité consiste à recruter les ressources nécessaires et à les gérer au mieux au regard des emplois tout en assurant la continuité d'exploitation du groupe Bpifrance et en préservant ses fonds propres. Elle vise enfin à satisfaire les normes imposées par le superviseur bancaire.

L'établissement mesure globalement son besoin de financement à moyen et long terme sur la base de l'échéancier des opérations, d'hypothèses d'activité nouvelle et de conventions d'écoulement pour les opérations sans échéance, permettant ainsi de calculer l'impasse de financement.

Les prévisions du besoin de financement avec activité nouvelle sont actualisées mensuellement, sur un pas mensuel sur l'horizon de projection.

Bpifrance dispose d'un cadre de pilotage constitué de nombreux indicateurs afin de détecter et évaluer promptement les menaces éventuelles sur le risque de liquidité :

- Les indicateurs normatifs réglementaires tels que les ratios de liquidité LCR (Liquidity Coverage Ratio, coefficient de liquidité à un mois), le NSFR (Net Stable Funding Ratio, coefficient de liquidité à douze mois), le SLT (Single supervisory Liquidity Template, suivi de liquidité hebdomadaire) et le CSRBB (Credit Spread Risk of the Banking Book, risque de spread de crédit du portefeuille bancaire) ;
- Les indicateurs quantitatifs clés de gestion définis dans le cadre de l'appétit au risque tels que la période de survie et l'excès de liquidité en gestion stressée ;
- Les indicateurs de suivi complémentaires comme le suivi de la réserve de liquidité et la politique sur les actifs grevés.

Les limites réglementaires en liquidité portent sur le LCR et le NSFR. Au 31 décembre 2024, le ratio structurel de liquidité à court terme (LCR), mis en place dans le cadre du règlement délégué 2015/61, est de 280 % au niveau du groupe Bpifrance, supérieur au plancher réglementaire de 100 %, signe d'un niveau de trésorerie très satisfaisant au regard des échéances à court terme.

8.3.4.2. – Acteurs intervenant dans la gestion du risque de liquidité

Le comité exécutif prend des décisions relatives à la gestion du risque de liquidité dans le cadre des pouvoirs qui lui sont dévolus par le conseil d'administration. Il décide également des dépassements ponctuels de limites ou des actions correctrices à entreprendre pour les résorber le cas échéant.

Le comité ALM réunissant le directeur exécutif responsable du pôle Finances et dirigeant effectif ainsi que les responsables concernés examine le risque de liquidité et s'assure également du respect des limites fixées.

En dehors de ces réunions périodiques, le comité ALM peut être réuni, notamment si les paramètres de marché varient brutalement ou si les limites fixées sont dépassées.

8.3.4.3. – Principe fondamental de la politique de liquidité

La politique de liquidité du groupe Bpifrance est encadrée et décrite par l'ILAAP (Internal Liquidity Adequacy Assessment Process), mise à jour annuellement et validée par le conseil d'administration.

Elle repose sur des principes de gestion définis pour s'appliquer tant en situation courante qu'en situation de crise et est évaluée à partir d'indicateurs internes et de ratios réglementaires.

Ses limites et seuils d'alerte sont définis annuellement et présentés pour validation au comité des Risques, au comité d'Audit et au conseil d'administration. Leur objectif est d'assurer que Bpifrance dispose de la liquidité nécessaire pour répondre à ses obligations de court et moyen terme. Elles font l'objet d'un suivi mensuel lors du comité ALM et d'un reporting trimestriel par la Direction des risques groupe au comité de gestion des risques groupe.

La Politique de Gestion des Risques définit tous les instruments de refinancement autorisés.

L'organisation mise en place permet de respecter le principe de séparation des fonctions :

- Les fonctions opérationnelles de négociation et d'enregistrement des opérations sont assurées par la Direction des Marchés ;
- Les fonctions de pilotage, de planification, de suivi et de reporting sont exercées par la Direction ALM.

8.3.4.4. – Sources de refinancement

Le groupe Bpifrance gère son bilan de telle sorte que sa structure soit globalement équilibrée en liquidité. Les adossements recherchés entre emplois et ressources visent à limiter l'exposition de l'établissement aux risques financiers.

Le groupe Bpifrance intervient sur les marchés financiers, notamment sur le marché obligataire domestique.

Bpifrance veille à diversifier ses sources de refinancement en :

- Constituant une base élargie d'investisseurs répartis dans plusieurs zones géographiques
- Enrichissant sa palette d'instruments financiers de refinancement : NEU CP, NEU MTN, EMTN, financement sécurisé ou bilatéral
- Diversifiant les maturités de sa dette afin de se prémunir d'une concentration trop importante des échéances de remboursement

Par ailleurs, il nourrit un portefeuille de titres d'Etat dont la mise en pension sécurise l'accès à la liquidité interbancaire dans les meilleures conditions. Enfin, l'établissement dispose d'une réserve de liquidité composées d'actifs mobilisables en moins de 30 jours dont un stock de créances privées mobilisables éligibles au refinancement auprès de la BCE.

8.3.4.5. – Flux de trésorerie payables par le groupe Bpifrance relatifs à ses dettes financières ventilées par maturité contractuelle résiduelle

Les tableaux ci-dessous présentent les flux contractuels non actualisés (capital et intérêts) :

Flux annuels (En millions d'euros.)	31/12/2024						
	Valeur comptable	Total des flux entrants (sortants)	A demande	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans
Remboursement des emprunts à terme	44 187	-47 738	0	-2 334	-4 911	-26 001	-14 492
Emprunts obligataires garantis par l'EPIC Bpifrance	42 345	-45 916	0	-2 063	-4 394	-25 480	-13 979
Emprunts et comptes à terme établissements de crédit	29	-5	0	0	-5	0	0
Emprunts et comptes à terme clientèle	1 813	-1 816	0	-271	-512	-521	-513
Remboursement des refinancements court terme	16 993	-16 462	0	-7 303	-8 243	-916	0
Comptes ordinaires	267	267	0	267	0	0	0
Emprunts JJ	0	0	0	0	0	0	0
Certificats de dépôts et BMTN	7 096	-7 279	0	-3 546	-3 279	-454	0
Titres donnés en pension livrée	9 630	-9 450	0	-4 024	-4 964	-462	0
Dettes locatives	157	-172	0	-9	-27	-115	-21
Instruments dérivés (*)	9	-9	0	0	0	-7	-2
Dérivés hors couverture	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de couverture	9	-9	0	0	0	-7	-2

(*) Echéancement des justes valeurs

Flux annuels (En millions d'euros.)	31/12/2023						
	Valeur comptable	Total des flux entrants (sortants)	A demande	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans
Remboursement des emprunts à terme	43 808	-46 185	0	-1 239	-9 596	-23 849	-11 501
Emprunts obligataires garantis par l'EPIC Bpifrance	35 811	-38 038	0	-33	-3 864	-23 114	-11 028
Emprunts et comptes à terme établissements de crédit	6 186	-6 313	0	-1 001	-5 288	-16	-7
Emprunts et comptes à terme clientèle	1 811	-1 834	0	-205	-444	-719	-466
Remboursement des refinancements court terme	13 932	-13 525	0	-7 911	-5 166	-448	0
Comptes ordinaires	353	353	0	353		0	0
Emprunts JJ	0	0	0	0	0	0	0
Certificats de dépôts et BMTN	6 399	-6 606	0	-4 093	-2 513	0	0
Titres donnés en pension livrée	7 180	-7 272	0	-4 171	-2 653	-448	0
Dettes locatives	127	-137	0	-6	-25	-95	-11
Instruments dérivés (*)	14	-14	0	0	0	-6	-9
Dérivés hors couverture	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de couverture	14	-14	0	0	0	-6	-9
(*) Echéancement des justes valeurs							

Face à ces passifs financiers, le groupe Bpifrance dispose d'un encours de titres mobilisables, soit auprès de la BCE, soit par mise en pension livrée, selon les conditions de taux les plus favorables.

Les engagements de financement donnés (9,9 Md € à fin 2024 contre 10,2 Md € à fin 2023) n'ont pas d'échéancier contractuel. Après signature du contrat, ils sont décaissables à la demande du client. Les engagements de garantie donnés (15 Md € à fin 2024 contre 13,9 Md € à fin 2023) peuvent se matérialiser par des flux de décaissement si l'entreprise bénéficiaire du prêt garanti est défaillante et au terme du processus de recouvrement opéré par l'établissement garanti.

8.3.5. – Risques structurels de bilan

Le groupe Bpifrance gère son bilan afin que sa structure soit globalement équilibrée en taux et change. Les adossements recherchés entre emplois et ressources visent à limiter l'exposition de l'établissement aux risques financiers. Les risques de taux et de change sont mesurés globalement chaque mois et encadrés par un système de limites. Afin de couvrir les risques de taux et de change, Bpifrance négocie des instruments financiers à terme sur les marchés organisés et de gré à gré (principalement des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises) ou réalise des opérations sur titres d'État.

Le comité ALM examine les risques de taux d'intérêt et de change et s'assure également du respect des limites fixées. En dehors de ces réunions périodiques, le comité ALM peut être réuni, notamment si les paramètres de marché varient brutalement ou si les limites fixées sont dépassées.

8.3.5.1. – Risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

Le groupe Bpifrance gère son risque de taux globalement : l'ensemble des positions de taux est suivi en macro-couverture. À ce titre, les instruments de couverture sont logés dans des portefeuilles de gestion dédiés et l'évaluation de leur contribution à la réduction du risque de taux de l'établissement est intégrée au dispositif de suivi.

8.3.5.1.1. — Gestion du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

Le risque de taux représente l'éventualité de voir les marges futures ou la valeur économique de Bpifrance affectées par les fluctuations des taux d'intérêt. Il couvre plusieurs facteurs de risque pouvant impacter les revenus et la valeur de la banque. Le risque de taux de l'établissement est apprécié au travers de plusieurs indicateurs :

- La mesure du risque de revenus, fondée sur le calcul de la marge nette d'intérêt (MNI) à 12 mois, vise à apprécier l'impact de différents scénarios de taux sur la marge nette d'intérêt de l'établissement, en appliquant des chocs de taux similaires sur tous les taux courts ;
- La mesure du risque de base, fondée sur le calcul de la marge nette d'intérêt (MNI) à 12 mois, vise à apprécier l'impact de scénarios de taux distincts sur les différents taux courts ;
- La mesure du risque de valeur, en pilotage financier, fondée sur le calcul de la valeur actuelle nette du portefeuille d'opérations (flux de capitaux et d'intérêts) à taux fixe y compris fonds propres, a pour objet de suivre l'évolution de la VAN en cas d'évolution des taux. L'analyse de la valeur actuelle du bilan permet de réaliser une analyse de sensibilité de la valeur du bilan sous l'hypothèse de continuité d'exploitation de Bpifrance ;
- La mesure du risque de valeur, en approche réglementaire, fondée sur le calcul de la valeur actuelle nette du portefeuille d'opérations (flux de capitaux et d'intérêts) à taux fixe fonds propres exclus (Economic Value of Equity, EVE), a pour objet de suivre l'évolution de la VAN en cas d'évolution des taux. L'analyse de l'EVE permet de réaliser une analyse de sensibilité de la valeur du bilan en vision liquidative.

Ces indicateurs sont calculés et présentés mensuellement lors du comité ALM de Bpifrance.

- Le risque de taux est d'autre part revu trimestriellement par le comité des Risques et par le conseil d'Administration, après présentation au comité de Gestion des Risques Groupe.

8.3.5.1.2. – Analyse de sensibilité des flux de trésorerie

L'exposition de Bpifrance au risque de taux est notamment mesurée à partir des analyses de sensibilité de la marge d'intérêt et de la valeur actuelle nette du bilan. A titre indicatif, au 31 décembre 2024, en cas de hausse des taux d'intérêts de 200 points de base, la marge d'intérêt aurait augmenté de 13,1 M€ sur un an et l'EVE aurait baissé de 542 M€.

(En millions d'euros.)	Hausse de 200 points de base	Baisse de 200 points de base
31/12/2024		
Sensibilité de la marge d'intérêt 2024	13,1	-13,5
Sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan 2024 (EVE)	-542,0	602,0
31/12/2023		
Sensibilité de la marge d'intérêt 2023	-4,7	4,6
Sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan 2023 (EVE)	-469,0	488,0

8.3.5.2. – Risque de change

La croissance des activités de financement et d'investissement peut amener le groupe Bpifrance à détenir quelques positions dans des devises étrangères. Bpifrance se trouve, en conséquence, exposée à un risque de change.

Le groupe Bpifrance n'intervient que ponctuellement sur le marché des changes. Les limites fixées visent à insensibiliser l'établissement au risque de variation des cours des devises.

8.3.5.2.1. — Gestion des risques de change

Bpifrance n'a pas d'appétence directe pour ce type de risque. Ainsi, il est souhaité que les positions en devises étrangères demeurent à un niveau marginal d'exposition au regard de la taille du bilan de Bpifrance.

Dans ce contexte, Bpifrance se dote d'un cadre de gestion du risque de change qui se décline en deux familles de risques. Chacune d'elle dispose de son propre cadre afin de tenir compte de la spécificité des métiers sous-jacents. Sont ainsi identifiés :

- Le risque de change opérationnel : risque de change induit par les activités de financement telles que prêts, emprunts, placements qui génèrent des produits et des charges en devises étrangères.
- Le risque de change structurel : risque de change induit par des investissements en devises étrangères.

La mesure du risque de change opérationnel est présentée mensuellement lors du comité ALM de Bpifrance. La mesure du risque de change structurel est présentée trimestriellement lors du comité de gestion des risques groupe. En cas de dépassement du seuil d'alerte défini, la Direction financière informe le comité ALM du franchissement du seuil d'alerte et des actions correctrices apportées pour remédier à la situation. Une information est présentée en comité de gestion des risques groupe afin de relater le franchissement du seuil et les actions correctrices apportées.

Les opérations engagées en devises étrangères respectent le cadre de l'appétit au risque de Bpifrance tel que présenté dans l'Appétit au Risque Groupe. A noter que toutes les opérations en devises réalisées relèvent du Banking book.

8.3.5.2.2. — Devises autorisées

Les devises traitées doivent disposer d'un marché liquide. Ainsi, Bpifrance autorise une exposition au risque de change à une liste de devises restreinte.

Selon la devise étrangère utilisée, une autorisation préalable de la Direction des risques groupe peut être requise, voire un échange préalable avec la Direction de la conformité et du contrôle permanent notamment en termes d'impact de l'applicabilité de l'extraterritorialité.

8.3.5.2.3. — Analyse de sensibilité du risque de change opérationnel

Le risque de change opérationnel est induit par les activités de financement telles que les prêts, les emprunts et les placements, qui génèrent des produits et des charges en devises étrangères (produit net bancaire, charges, coût du risque) et/ou par les positions issues de l'adossement d'actifs et de passifs dans des devises différentes. Il s'agit essentiellement des activités de refinancement en devises étrangères et de financement export.

Pour une devise, la mesure du risque de change est la perte de change due à une variation immédiate de +/- 15 % du cours de la devise (hors impact de la position structurelle). Le risque de change global est la somme des risques par devise. Il n'est pas tenu compte d'éventuelles corrélations entre devises.

Au 31 décembre 2024, les seules expositions en devise étrangère détenues en direct par Bpifrance sont en GBP et USD. Les autres expositions en devise étrangère ne sont pas détenues en direct mais via les activités fonds et fonds de fonds. A titre indicatif, sur la base d'une situation comptable du 31 décembre 2024, une diminution de 15 % des taux de conversion USD/EUR et GBP/EUR aurait eu un impact défavorable de 0,16 M€ sur le compte de résultat.

Une augmentation de 15 % des taux de conversion USD/EUR et GBP/EUR, au 31 décembre 2024, aurait eu les mêmes impacts, mais de sens contraire, que ceux présentés précédemment, en faisant l'hypothèse que toutes les autres variables restent constantes

8.4. – Analyses quantitatives des risques de crédit et de contrepartie sur activités financières**Exposition maximum au risque de crédit**

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 746,2	1 462,0
Instruments dérivés de couverture actif	121,8	60,9
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 580,5	1 664,0
Titres au coût amorti	10 890,0	9 430,2
Prêts et créances envers les établissements de crédit, au coût amorti	1 757,4	1 601,4
Prêts et créances envers la clientèle, au coût amorti	49 935,0	49 185,6
Opérations de location financement et assimilées, au coût amorti	6 362,9	6 283,0
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	14 481,8	13 981,3
Engagements de financement donnés	9 952,6	10 021,0
Total	96 828,2	93 689,4

Concentrations

Conformément à la norme IFRS 7, Bpifrance a défini au sein des catégories comptables d'instruments financiers d'IFRS 9, des classes d'actifs adaptées à son activité et à son mode de reporting interne. Ainsi, à la catégorie « Prêts et créances envers la clientèle », correspondent les classes d'actifs suivantes :

- PLMT (Prêts à Long et Moyen Terme),
- FCT (Financement Court Terme),
- Autres.

La catégorie « Opérations de location financement » se détaille selon les classes d'actifs suivantes :

- CBI (Crédit-Bail Immobilier),
- CBM (Crédit-Bail Mobilier).

Concentrations par type de contrepartieConcentration des risques par type de contrepartie sur tous les actifs financiers

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2024						
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0	1 746,2	0,0	1 746,2
Instruments financiers dérivés de couverture actif	0,0	0,0	121,8	0,0	0,0	0,0	121,8
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	935,3	566,5	26,6	52,1	0,0	1 580,5
Titres au coût amorti	0,0	9 485,1	909,8	412,3	82,8	0,0	10 890,0
Prêts et créances envers les établissements de crédit, au coût amorti	0,0	0,0	1 757,4	0,0	0,0	0,0	1 757,4
Prêts et créances envers la clientèle, au coût amorti	0,0	7 042,3	0,0	0,0	42 892,7	0,0	49 935,0
PLMT	0,0	0,0	0,0	0,0	41 221,1	0,0	41 221,1
FCT	0,0	0,0	0,0	0,0	1 473,9	0,0	1 473,9
Autres	0,0	7 042,3	0,0	0,0	197,7	0,0	7 240,0
Opérations de location financement, au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	6 362,9	0,0	6 362,9
CBI	0,0	0,0	0,0	0,0	3 977,3	0,0	3 977,3
CBM	0,0	0,0	0,0	0,0	2 385,6	0,0	2 385,6
Total	0,0	17 462,7	3 355,5	438,9	51 136,7	0,0	72 393,8

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2023						
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0	1 462,0	0,0	1 462,0
Instruments financiers dérivés de couverture actif	0,0	0,0	60,9	0,0	0,0	0,0	60,9
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	966,5	621,1	24,2	52,2	0,0	1 664,0

Titres au coût amorti	0,0	7 232,6	1 618,4	548,6	30,6	0,0	9 430,2
Prêts et créances envers les établissements de crédit, au coût amorti	0,0	0,0	1 601,4	0,0	0,0	0,0	1 601,4
Prêts et créances envers la clientèle, au coût amorti	0,0	7 030,8	0,0	0,0	42 154,8	0,0	49 185,6
PLMT	0,0	0,0	0,0	0,0	40 478,9	0,0	40 478,9
FCT	0,0	0,0	0,0	0,0	1 477,2	0,0	1 477,2
Autres	0,0	7 030,8	0,0	0,0	198,7	0,0	7 229,5
Opérations de location financement, au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	6 283,0	0,0	6 283,0
CBI	0,0	0,0	0,0	0,0	4 103,8	0,0	4 103,8
CBM	0,0	0,0	0,0	0,0	2 179,2	0,0	2 179,2
Total	0,0	15 229,9	3 901,8	572,8	49 982,6	0,0	69 687,1

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2024						
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	0,0	0,0	0,0	0,0	14 481,8	0,0	14 481,8
Engagements de financement donnés	0,0	0,0	0,0	0,0	9 952,6	0,0	9 952,6

Type de contrepartie/émetteur (En millions d'euros.)	31/12/2023						
	Banques centrales	Administrations publiques	Etablissements de crédit	Autres entreprises financières	Entreprises non financières	Ménages	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	0,0	0,0	0,0	0,0	13 981,3	0,0	13 981,3
Engagements de financement donnés	0,0	0,0	42,0	0,0	9 979,0	0,0	10 021,0

Concentrations par notations

Ventilation des prêts et créances par classes d'instruments financiers

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2024												
	Prêts et créances envers la clientèle												
	PLMT				FCT				Autres				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Sans risque (*)				0				0	7 239			7 239	7 239
Risque faible	22 694	2 301		24 996	445	29		475				0	25 471
Risque moyen	6 859	4 769		11 628	601	185		787				0	12 415
Risque élevé	94	307		401	17	60		77				0	478
Non noté	1 212	825		2 038	2			2				0	2 040
Risque avéré			2 157	2 157			133	133			1	1	2 292
Total	30 860	8 203	2 157	41 221	1 066	275	133	1 474	7 239	0	1	7 240	49 935

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 042,3 M€

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2023												
	Prêts et créances envers la clientèle												
	PLMT				FCT				Autres				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Sans risque (*)				0				0	7 228			7 228	7 228
Risque faible	21 081	2 789		23 870	396	102		498				0	24 368
Risque moyen	7 001	3 945		10 946	507	251		758				0	11 704
Risque élevé	45	327		372	8	74		82				0	454
Non noté	1 447	1 958		3 405	1	4		5				0	3 410
Risque avéré			1 886	1 886			134	134			1	1	2 021
Total	29 574	9 019	1 886	40 479	912	431	134	1 477	7 228	0	1	7 230	49 186

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 030,8 M€

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2024								
	Opérations de location financement								
	CBI				CBM				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Sans risque				0				0	0
Risque faible	1 850	320		2 171	1 486	233		1 720	3 891
Risque moyen	494	721		1 215	145	388		534	1 749
Risque élevé	10	60		70	4	13		18	88

Non noté	162	134		297	19	29		49	346
Risque avéré			223	223			65	65	288
Total	2 518	1 236	223	3 977	1 656	665	65	2 386	6 363

Notation interne (En millions d'euros.)	31/12/2023								
	Opérations de location financement								
	CBI				CBM				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Sans risque				0				0	0
Risque faible	1 808	439		2 247	1 359	198		1 557	3 804
Risque moyen	525	646		1 172	219	251		470	1 641
Risque élevé	4	36		40		10		10	50
Non noté	191	259		450	17	95		112	562
Risque avéré			195	195			30	30	225
Total	2 529	1 380	195	4 104	1 595	554	30	2 179	6 283

Ventilation des autres actifs par catégories comptables

Notation (En millions d'euros.)	31/12/2024													Total
	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres				Titres au coût amorti				Prêts et créances envers les établissements de crédit				
Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total		
Aaa	22,9	338,2			338,2	486,4			486,4	0,0			0,0	847,5
Aa1	0,0	23,4			23,4	32,0			32,0	0,0			0,0	55,4
Aa2	6,2	1,9			1,9	38,9			38,9	976,3			976,3	1 023,4
Aa3	40,0	1 003,7			1 003,7	9 541,2			9 541,2	335,6			335,6	10 920,6
A1	5,9	136,3			136,3	600,5			600,5	67,9			67,9	810,6
A2	5,6	28,7			28,7	168,6			168,6	10,5			10,5	213,4
A3	30,4	48,3			48,3	22,4			22,4	0,0			0,0	101,1
Baa1	20,1	0,0			0,0	0,0			0,0	0,0			0,0	20,1
Baa2	19,1	0,0			0,0	0,0			0,0	0,0			0,0	19,1
Non notés	1 595,8	0,0			0,0	0,0			0,0	367,0			367,0	1 962,9
Total	1 746,2	1 580,5	0,0	0,0	1 580,5	10 890,0	0,0	0,0	10 890,0	1 757,4	0,0	0,0	1 757,4	15 974,1

Notation (En millions d'euros.)	31/12/2023														Total
	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres				Titres au coût amorti				Prêts et créances envers les établissements de crédit					
Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total			
Aaa		342,9			342,9	466,7			466,7				0,0	809,6	
Aa1		22,8			22,8	37,8			37,8	338,1			338,1	398,6	
Aa2		763,1			763,1	7 273,5			7 273,5	637,0			637,0	8 673,6	
Aa3		322,3			322,3	121,4			121,4				0,0	443,7	
A1		109,9			109,9	894,8			894,8	219,7			219,7	1 224,5	
A2		47,0			47,0	581,3			581,3	142,0			142,0	770,3	
A3		56,0			56,0	49,5			49,5				0,0	105,5	
Baa1		0,0			0,0	0,0	5,2		5,2				0,0	5,2	
Non notés	1 462,0	0,0			0,0	0,0			0,0	264,6			264,6	1 726,6	
Total	1 462,0	1 664,0	0,0	0,0	1 664,0	9 425,0	5,2	0,0	9 430,2	1 601,4	0,0	0,0	1 601,4	14 157,7	

Concentrations par secteur d'activité économique des portefeuilles de prêts et créances à la clientèle et des opérations de location financement

Le groupe Bpifrance réalise son activité sur le territoire français.

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2024												
	PLMT				FCT				Autres				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Commerce	2 528,1	570,4	232,0	3 330,5	94,3	22,3	21,2	137,8	0,0	0,0	0,0	0,0	3 468,3
Industrie	8 310,5	1 231,6	496,7	10 038,8	222,1	55,1	26,6	303,8	179,0	0,0	0,0	179,0	10 521,6
Services	18 048,5	5 702,7	1 289,4	25 040,6	468,0	116,2	37,2	621,4	* 7 059,7	0,0	1,3	7 061,0	32 723,0
BTP	462,7	256,0	52,6	771,3	279,1	81,4	46,6	407,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1 178,4
Tourisme	1 510,3	443,2	86,4	2 039,9	2,4	0,2	1,2	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	2 043,7
Total	30 860,1	8 203,9	2 157,1	41 221,1	1 065,9	275,2	132,8	1 473,9	7 238,7	0,0	1,3	7 240,0	49 935,0

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 042,3 M€

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2023												
	PLMT				FCT				Autres				Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	
Commerce	2 799,3	552,3	193,3	3 544,9	100,8	14,5	11,5	126,8	0,0	0,0	0,0	0,0	3 671,7
Industrie	7 130,4	2 047,3	453,6	9 631,3	222,3	73,3	25,6	321,2	169,8	0,0	0,0	169,8	10 122,3
Services	17 836,3	5 606,3	1 127,6	24 570,2	480,5	95,7	47,5	623,7	* 7 058,4	0,0	1,3	7 059,7	32 253,6
BTP	454,5	294,1	38,3	786,9	107,2	245,7	47,2	400,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1 187,0
Tourisme	1 349,9	522,9	72,8	1 945,6	1,1	2,1	2,2	5,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1 951,0
Total	29 570,4	9 022,9	1 885,6	40 478,9	911,9	431,3	134,0	1 477,2	7 228,2	0,0	1,3	7 229,5	49 185,6

* dont comptes ouverts auprès de l'Etat - Agence France Trésor - pour 7 030,8 M€

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2024									
	CBI				CBM				Total	
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total		
Commerce	455,3	16,5	1,7	473,5	127,4	40,9	11,1	179,4	652,9	
Industrie	217,7	79,9	16,6	314,2	484,9	108,8	5,8	599,5	913,7	
Services	1 635,0	1 020,9	178,8	2 834,7	845,2	363,6	42,0	1 250,8	4 085,5	
BTP	24,2	11,9	0,7	36,8	136,6	127,0	5,6	269,2	306,0	
Tourisme	185,9	106,7	25,5	318,1	61,5	25,0	0,2	86,7	404,8	
Total	2 518,1	1 235,9	223,3	3 977,3	1 655,6	665,3	64,7	2 385,6	6 362,9	

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2023									
	CBI				CBM				Total	
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total		
Commerce	384,2	23,7	2,1	410,0	109,3	19,5	0,8	129,6	539,6	
Industrie	134,4	172,6	18,2	325,2	297,3	111,3	11,8	420,4	745,6	
Services	1 806,4	1 056,5	142,5	3 005,4	998,6	329,2	12,2	1 340,0	4 345,4	
BTP	32,1	6,6	1,2	39,9	136,3	73,8	5,3	215,4	255,3	
Tourisme	171,4	120,9	31,0	323,3	53,7	20,1	0,0	73,8	397,1	
Total	2 528,5	1 380,3	195,0	4 103,8	1 595,2	553,9	30,1	2 179,2	6 283,0	

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2024					
	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	2 463,1	2 954,5	6 035,0	755,0	2 274,2	14 481,8

Secteurs d'activité économique (En millions d'euros.)	31/12/2023					
	Commerce	Industrie	Services	BTP	Tourisme	Total
Engagements de garantie donnés et engagements par signature	2 439,9	2 867,8	5 836,3	737,9	2 099,4	13 981,3

Actifs financiers individuellement dépréciés par secteur d'activité économique

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2024							
	Prêts et créances envers les établissements de crédit		Prêts et créances envers la clientèle					
			PLMT		FCT		Autres	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	0,0	0,0	341,2	232,0	56,3	21,2	0,0	0,0
Industrie	0,0	0,0	657,6	496,7	30,6	26,6	0,0	0,0
Services	0,0	0,0	1 711,7	1 289,4	73,9	37,2	1,3	1,3
BTP	0,0	0,0	95,4	52,6	2,6	46,6	0,0	0,0
Tourisme	0,0	0,0	113,3	86,4	6,1	1,2	0,0	0,0
Total	0,0	0,0	2 919,2	2 157,1	169,5	132,8	1,3	1,3

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2024							
	Prêts et créances envers la clientèle		Opérations de location financement					
			CBI		CBM		Total	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	397,5	253,2	1,9	1,7	16,5	11,1	18,4	12,8
Industrie	688,2	523,3	54,6	16,6	10,6	5,8	65,2	22,4
Services	1 786,9	1 327,9	176,6	178,8	49,9	42,0	226,5	220,8
BTP	98,0	99,2	0,7	0,7	9,7	5,6	10,4	6,3
Tourisme	119,4	87,6	31,2	25,5	0,2	0,2	31,4	25,7
Total	3 090,0	2 291,2	265,0	223,3	86,9	64,7	351,9	288,0

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2023							
	Prêts et créances envers les établissements de crédit		Prêts et créances envers la clientèle					
			PLMT		FCT		Autres	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	0,0	0,0	290,6	193,3	19,6	11,5	0,0	0,0
Industrie	0,0	0,0	613,2	453,6	31,9	25,6	0,0	0,0
Services	0,0	0,0	1 475,7	1 127,6	71,6	47,5	1,3	1,3
BTP	0,0	0,0	74,8	38,3	57,3	47,2	0,0	0,0
Tourisme	0,0	0,0	96,1	72,8	2,2	2,2	0,0	0,0
Total	0,0	0,0	2 550,4	1 885,6	182,6	134,0	1,3	1,3

Secteurs d'activité (En millions d'euros.)	31/12/2023							
	Prêts et créances envers la clientèle		Opérations de location financement					
			CBI		CBM		Total	
	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Commerce	310,2	204,8	2,3	2,1	2,8	0,8	5,1	2,9
Industrie	645,1	479,2	56,2	18,2	14,9	11,8	71,1	30,0
Services	1 548,6	1 176,4	152,9	142,5	21,3	12,2	174,2	154,7
BTP	132,1	85,5	1,2	1,2	8,2	5,3	9,4	6,5
Tourisme	98,3	75,0	36,6	31,0	0,0	0,0	36,6	31,0
Total	2 734,3	2 020,9	249,2	195,0	47,2	30,1	296,4	225,1

Compensation des actifs et des passifs financiers

(En millions d'euros.)	31/12/2024					
	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants se rattachant aux instruments financiers non compensés sur le bilan		
				Impact des accords de compensation	Collatéraux donnés/reçus	Montants nets
Actif						
Instruments dérivés de couverture de taux	1 855,2	1 807,5	47,7	0,0	0,0	47,7
Prises en pension, emprunts de titres et accords similaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passif						
Instruments dérivés de couverture de taux	1 352,8	1 349,6	3,1	0,0	62,6	65,7
Mises en pension, prêts de titres et accords similaires	9 561,4	0,0	9 561,4	0,0	0,0	9 561,4

(En millions d'euros.)	31/12/2023					
	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants se rattachant aux instruments financiers non compensés sur le bilan		
				Impact des accords de compensation	Collatéraux donnés/reçus	Montants nets
Actif						
Instruments dérivés de couverture de taux	2 127,9	2 089,1	38,7	0,0	0,0	38,7
Prises en pension, emprunts de titres et accords similaires	42,0	0,0	42,0	0,0	0,0	42,0
Passif						
Instruments dérivés de couverture de taux	1 493,1	1 493,1	0,0	0,0	11,4	-11,4
Mises en pension, prêts de titres et accords similaires	7 121,9	0,0	7 121,9	0,0	0,0	7 121,9

Actifs financiers transférés non décomptabilisés

(En millions d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés
Opérations de pensions				
Actifs financiers au coût amorti	8 884,8	8 948,5	6 512,2	6 608,5
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	676,7	681,4	609,7	613,7
Total des actifs transférés	9 561,4	9 630,0	7 121,9	7 222,2

Actifs financiers remis et reçus en garantie

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des actifs remis en garantie		
Titres remis en garantie des dispositifs de refinancement	3 563,2	1 830,7
Dépôts de garantie	193,5	100,2
Titres donnés en pension livrée	9 561,4	7 121,9
Total des actifs remis en garantie	13 318,1	9 052,8

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Juste valeur des actifs financiers reçus en garantie		
Titres reçus en pension livrée	0,0	42,3
Total	0,0	42,3

Information quantitative relative aux garanties détenues

L'effet financier des garanties détenues sur les opérations de prêts et avances (hors activité innovation) est mesuré par le montant maximum de sûretés ou garanties pouvant être pris en considération selon la directive européenne CRD4 et le règlement européen CRR entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2014. Le montant des sûretés et garanties reçues s'élève à 17 658,51 M€ au 31 décembre 2024 contre 17 362,3 M€ au 31 décembre 2023.

8.5. – Risques générés par l'activité investissement

La constitution de ces portefeuilles s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la doctrine d'investissement du groupe qui privilégie des prises de participations minoritaires, opérées dans une approche avisée et dans une logique de capital « patient ».

Aucun portefeuille action du groupe n'est consacré à des opérations de « trading ». Bpifrance n'investit pas plus que le montant de ses fonds propres et surveille étroitement le risque de position lié à la dépréciation des investissements dans des participations directes ou indirectes.

Bpifrance s'attache à contenir, à tout moment, le risque de perte de valeur de marché en cas de stress sévère.

8.5.1. – Cadre général de gestion des risques liés à l'investissement

L'activité d'Investissement de Bpifrance s'exerce au travers de deux métiers :

- L'activité dite « fonds de fonds » : investissement dans des fonds d'investissement ;
- L'activité dite « directe » : investissement « direct » dans des entreprises qui s'articule autour de 2 directions :
 - Direction du capital développement
 - Direction innovation

L'activité peut être réalisée directement sur le bilan de Bpifrance Participations (Capital Développement, Innovation), ou via des véhicules d'investissements portés par Bpifrance Participations.

La gestion des investissements, quelles que soient les activités, est assurée par une société de gestion unique, Bpifrance Investissement et encadrée par des procédures dédiées à l'activité directe et à l'activité fonds de fonds.

Les fonds d'investissement via lesquels sont réalisées les activités d'Investissement obéissent aux principes généraux suivants :

- Bpifrance Investissement gère principalement des fonds destinés à des investisseurs qualifiés/professionnels. Ces fonds peuvent prendre la forme de Fonds Professionnels de Capital Investissement (FPCI), de Fonds professionnels spécialisés (FPS), ou autre forme assimilable.
- Tout fonds doit faire l'objet d'un règlement comportant au minimum les éléments suivants :
 - Une politique d'investissement décrivant notamment les activités et les limites de diversification du fonds. (L'expression des limites de diversification doit a minima contenir un montant maximal par ligne exprimé en montant et en pourcentage du Montant Total Souscrit (MTS) ;
 - Les règles de gouvernance, les pouvoirs des différents acteurs : société de gestion, commissaires aux comptes, dépositaires, souscripteurs et gestionnaire comptable avec une règle de non-immixtion dans la gestion.

Toute activité d'Investissement s'inscrit dans le cadre des règles et modalités définies dans le règlement du fond ou du véhicule d'investissement et les transactions sont réalisées conformément à la doctrine d'investissement de Bpifrance. Chaque opération est réalisée selon un processus qui repose en particulier sur les points suivants :

- L'adéquation de l'opération à la stratégie d'investissement du fonds ou du véhicule ;
- Une prise de décision de la société de gestion Bpifrance Investissement via un organe dûment habilité selon le fonds ou véhicule impacté et le montant de l'investissement (comité d'investissement ou comité d'investissement de Bpifrance Participations).

8.5.2. – Comitologie

8.5.2.1. – Comités d'investissement (Innovation - Fonds de fonds – Capital Développement)

Les comités d'investissement sont présidés par les Directeurs exécutifs en charge des métiers qu'ils adressent.

Ils se réunissent en moyenne deux fois par mois et formalisent les décisions des fonds d'investissement concernés (ou de Bpifrance Participations) pour toute décision d'investissement, à partir des informations communiquées par les équipes d'Investissement.

8.5.2.2. – Comité d'investissement de Bpifrance Participations

Ce comité est présidé par le Directeur général de Bpifrance et se réunit en fonction des besoins.

Il prend des décisions en matière d'octroi sur les dossiers d'investissement significatifs en fonction des seuils prévus par les statuts et le règlement intérieur de Bpifrance Participations.

8.5.2.3. – Comité de valorisation

Le comité de valorisation est présidé par le Directeur financier de l'Investissement et se réunit tous les semestres.

Il revoit et valide les valeurs des participations détenues en direct ou via des fonds, selon les procédures et la politique de valorisation établies par la Direction financière de Bpifrance Investissement.

8.5.3. – Risques liés à l'activité « directe »

Le dispositif de limites encadrant l'activité d'investissement en « direct » comprend des limites de contreparties (ou émetteur) ainsi que des limites sectorielles et une limite d'exposition nette totale en valeur.

Les limites d'investissement sont établies annuellement par la Direction des risques groupe en lien avec les Directions métiers.

Elles tiennent compte :

- Du portefeuille existant et de ses foyers de concentration sectorielle et de contrepartie ;
- D'une marge d'appréciation annuelle fonction du risque du portefeuille ;
- Des investissements prévus pour l'année dans les Plan Moyen Terme (PMT) / Plan Stratégique de chaque direction.

Elles sont déterminées par métier à partir d'un calcul réalisé par la Direction des risques groupe en tenant compte du niveau de risque et du profil correspondant (VaR) ainsi que du niveau maximum d'absorption acceptable par les fonds propres.

8.5.4. – Risques liés à l'activité Fonds de Fonds

Le choix des fonds partenaires doit être cohérent avec les critères d'intervention des activités Fonds de fonds tels qu'ils sont décrits par la doctrine d'intervention, le plan stratégique de Bpifrance, les règlements des fonds gérés et les éventuelles conventions ou chartes accompagnant la stratégie des véhicules.

Le règlement de chaque fonds partenaire fait l'objet d'une négociation entre les équipes Fonds de fonds et les équipes du fonds partenaire. Le règlement du fonds partenaire est validé par l'équipe Fonds de fonds (contrôle de premier niveau) et revu par la Direction juridique investissement avant que le fonds partenaire ne soit souscrit.

L'expression des limites repose sur 2 piliers :

- Une limite d'engagement unitaire répondant à des contraintes de diversification ;
- Une diversification du risque pour maximiser l'effet de diversification des nouveaux dossiers (millésimes, stratégies d'investissements, industries sous-jacentes...)

Les limites font l'objet d'un suivi trimestriel présenté au comité de gestion des risques groupe et aux instances de gouvernance.

8.5.5. – Risques de Bpifrance Participations (Risque Actions et Produits Assimilés)

Au sein du groupe Bpifrance, le principal risque financier de l'entité Bpifrance Participations est le risque actions qui se matérialiserait en cas de perte liée à la détention des titres détenus. Le portefeuille de titres est essentiellement composé d'actions cotées et non cotées, ainsi que de parts dans des fonds d'investissement.

Le risque actions fait l'objet d'un suivi global qui vise à mesurer et apprécier le risque de perte maximale induit par des variations de valeur du portefeuille, ainsi que les besoins en fonds propres qui pourraient en résulter, engendré par un mouvement adverse des paramètres de marchés actions. Cette mesure de perte maximale ou de risques extrêmes est opérée au travers d'un calcul de Value at Risk (VaR).

La VaR donne une estimation de la perte maximale potentielle à laquelle Bpifrance est confronté à un horizon donné avec une probabilité donnée. En théorie, si la VaR d'un portefeuille est de 1 M€ au seuil de 99 % à un horizon 1 mois, alors il y a 99 % de chances que la perte subie n'excède pas 1 M€ à 1 mois.

La VaR totale à 95 % est calculée comme un indicateur de risque interne. La VaR à 99,99 % est quant à elle calculée pour définir le besoin de capital économique à l'instar du modèle prudentiel de la CDC.

La VaR mise en œuvre chez Bpifrance est une VaR dite de Monte-Carlo (un million de tirages) selon deux intervalles de confiance (99 % et 99,99 %). La Direction des risques groupe procède à une analyse ex post (backtesting) des résultats du modèle mis en œuvre pour le calcul de la VaR afin d'en mesurer la qualité.

Sont également implémentés des scénarios de stress consistant à simuler une situation extrême afin d'évaluer les conséquences financières sur le résultat ou les fonds propres de Bpifrance. Le recours à ces scénarios est un outil d'analyse et de maîtrise pour mieux appréhender les risques liés à l'activité d'investissement de Bpifrance.

Au 31 décembre 2024, la VaR à 1 an pour un intervalle de confiance à 99,99 % est de 12 354 M€.

Le modèle économique interne de Bpifrance Participations respecte les principes de celui de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) qui dispose d'un modèle prudentiel lui permettant de garantir un niveau très élevé de sécurité financière tout en étant compatible avec sa mission d'investisseur de long terme.

Par ailleurs, au travers de son activité d'investisseur, Bpifrance Participations est amené à prendre des engagements directs ou indirects principalement auprès de fonds d'investissements. En conséquence, il est introduit un Ratio de Surveillance qui définit que la valeur résiduelle du portefeuille de Bpifrance Participations, après un choc extrême (VaR 99,99 %), doit permettre de couvrir la totalité des engagements hors bilan et notamment des capitaux non appelés des fonds souscrits.

8.6. – Gestion des risques climatiques

8.6.1. – Les risques liés au changement climatique

Les risques liés au climat se subdivisent en deux grandes familles

- Le risque physique renvoie aux conséquences financières qui résultent du changement climatique à travers des aléas extrêmes et/ou chroniques ;
- Le risque de transition correspond au risque de pertes encourues, directement ou indirectement, du fait d'un processus d'adaptation inadéquate vers une économie bas carbone

Avec l'accélération de la transition vers un environnement climatique plus contraignant, le groupe Bpifrance adapte ses activités de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et éviter de subir des pertes. A titre d'exemple, à travers le Plan Moyen Terme et sa stratégie climat, le groupe Bpifrance s'est engagé à accélérer la transition écologique et énergétique des entreprises et des territoires avec des solutions d'accompagnement et de financement.

Le groupe Bpifrance a intégré la gestion des risques liés au climat dans son dispositif de gestion des risques. Le suivi des risques climatiques est un enjeu particulier pour Bpifrance dans le cadre de son objectif stratégique de « Banque verte » et du Plan Climat lancé en 2020. Ce plan Climat est un plan commun avec la Banque des Territoires pour accélérer la transition écologique des entreprises, contribuer à la relance et rendre compatible l'activité des entreprises avec les objectifs de neutralité carbone de l'Accord de Paris

8.6.2. – Présentation du cadre de gestion des risques liés au climat

Bpifrance n'a pas d'appétit au risque climatique. Il n'y a aucune exposition volontaire des différents métiers du groupe aux risques liés au climat mais une tolérance induite par la nature des activités de Bpifrance. Ainsi, Bpifrance, au travers du Plan Climat, s'est doté d'une forte ambition pour accompagner les entreprises françaises face aux divers enjeux relatifs à la transition vers une économie bas carbone. Le dispositif de gestion des risques climatiques se structure essentiellement autour des éléments suivants :

- Une gouvernance et une comitologie adaptées ;
- Une Cartographie des Risques Groupe intégrant les facteurs de risques climatiques ;
- Un système d'indicateurs et de suivi des risques avec une information périodique à la gouvernance ;
- Un dispositif d'encadrement avec seuils d'alerte et limites ;
- L'intégration croissante des risques climatiques dans le processus d'octroi et la décision d'investissement ;
- La prise en compte des risques liés au climat dans la stratégie de l'établissement ;
- L'intégration des risques liés au climat dans les dispositifs d'adéquation du capital et de la liquidité.

8.6.3. – Cartographie des risques liés au climat

Bpifrance a mis en place une cartographie des risques climatiques visant à (i) définir les facteurs de risques, (ii) à identifier les canaux de transmission, (iii) qualifier les risques impactés et (iv) apprécier le degré d'impact et la matérialité.

Cette cartographie couvre l'ensemble des risques portés au bilan de Bpifrance. Les facteurs de risques définis concernent les risques physiques et de transition et se déclinent de la façon suivante :

- Risque physique
 - Risques découlant d'aléas climatiques aigus i.e. événements climatiques extrêmes
 - Risques découlant d'aléas climatiques chroniques i.e. modification progressive du climat.
- Le risque de transition résulte de quatre principaux canaux :
 - Les politiques climatiques et la réglementation,
 - La technologie,
 - Les sentiments et les tendances de marché,
 - La réputation et la responsabilité.

8.6.4. – Principaux indicateurs de mesure des risques liés au climat et dispositif d'encadrement

Bpifrance a développé une série d'indicateurs de mesure des risques liés au climat qui répondent à un triple objectif :

- Evaluer le degré d'exposition aux risques en identifiant les poches ou les masses d'encours qui présentent un fort degré d'exposition aux risques liés au climat,
- Quantifier l'impact global des risques liés au climat et en évaluer l'impact sur le profil de risque du portefeuille,
- Disposer d'un système d'encadrement du risque climatique.

8.6.4.1. – Évaluation du degré d'exposition**8.6.4.1.1. — Risque de transition**

Bpifrance s'est doté de plusieurs outils de mesure et suivi pour évaluer son exposition au risque. Les indicateurs élaborés combinent deux approches complémentaires : une approche sectorielle et une approche individuelle (« single name »).

L'approche sectorielle s'appuie sur un score composite qui qualifie le degré d'exposition de chaque secteur d'activité au risque de transition. Il permet de mesurer le poids des secteurs les plus exposés au risque dans le portefeuille de Bpifrance. Bpifrance s'appuie sur l'approche sectorielle pour encadrer le risque de transition.

L'approche single name s'appuie sur une heat map d'identifier et de suivre les masses risquées des contreparties qui présentent à la fois un profil de risque dégradé tout en appartenant à des secteurs exposés au risque de transition.

8.6.4.1.2. — Risque physique

Bpifrance a mis en place un score de risque physique pour chaque contrepartie face à une liste d'aléas climatiques jugés les plus pertinents. Ce score combine deux éléments :

- Le degré d'intensité d'un aléa climatique dans une zone géographique ;
- Le degré de vulnérabilité du secteur d'activité de la contrepartie à un aléa climatique.

Ce score s'apprécie sur une échelle de 5 crans et se présente dans une double dimension temporelle (à date et prospective) et scénarisée

Ainsi des populations d'encours exposés aux risques physique et de transition avec différent degré d'exposition sont périodiquement mesurées et suivies.

8.6.4.2. – La quantification des risques liés au climat**8.6.4.2.1. — Risque de transition**

Bpifrance quantifie périodiquement le risque de transition sur son portefeuille. Cette quantification mesure l'impact des enjeux de transition sur le profil de risque de chaque contrepartie.

Le coût de transition traduit, dans une approche systématique, l'effort de transition et les investissements théoriques nécessaires à engager pour chaque contrepartie pour respecter les accords de Paris.

Cette approche s'inscrit dans une dimension prospective et s'établit selon différents scénarios à travers le prix du carbone. Elle permet en outre :

- De quantifier l'impact de ces facteurs sur la valorisation ;
- D'identifier des masses/population d'encours en risques selon différents degrés de criticité.

8.6.4.2.2. — Risque physique

Bpifrance mesure l'exposition de son portefeuille aux risques physiques en identifiant pour chaque aléa climatique des masses en risque i.e. les populations qui présentent un degré d'exposition au risque physique élevé ou très élevé. Bpifrance a choisi de se baser sur ces poches en risque pour encadrer le risque physique.

8.6.5. – Comitologie

Outre les comités décrits dans la comitologie en section 1, et notamment le CGR chargé du suivi de toutes les limites de la PGRG, Bpifrance s'est doté d'un comité des risques climatiques et environnementaux. Il se réunit selon une périodicité semestrielle et est présidé par le Directeur des risques groupe.

Le comité est composé du Directeur Général, du Directeur Général Adjoint, du Directeur du Financement et du réseau, du Directeur Général Adjoint de Bpifrance Investissement, du Directeur de l'international de la stratégie des études et du développement, du Directeur des risques groupe, du Directeur du développement durable et ESG, des membres du comité de direction de la DRG, du Directeur des risques climatiques et pays, de l'Inspectrice générale, de la Directrice du contrôle interne et de la conformité, du Directeur financier, de la Directrice climat, du Directeur financier de Bpifrance Investissement. Les missions clés de ce comité sont notamment :

- Le suivi des risques à travers notamment (i) le suivi de l'exposition du groupe aux risques liés au climat, (ii) la validation des évolutions méthodologies de mesure des risques et des indicateurs, (iii) le suivi du dispositif d'encadrement des risques liés au climat ;
- La présentation des évolutions réglementaires et les impacts sur le bilan de Bpifrance qui en découlent ;
- Et plus largement l'évolution du dispositif de gestion des risques liés au climat.

Le PV des comités est circularisé à ses membres.

Note 9. – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

9.1. – Hypothèses et jugements importants

Certaines filiales et entreprises associées n'ont pas été retenues dans le périmètre de consolidation compte tenu de leur caractère négligeable.

Hormis ces exclusions, le groupe n'est pas en situation d'exercer un contrôle sur une filiale non négligeable dont il détient moins de la moitié des droits de vote ou d'exercer une influence notable sur des entreprises associées dont il détient moins de 20 % des droits de vote, à l'exception de ST Microelectronics, Soitec et Eutelsat que Bpifrance met en équivalence malgré un pourcentage de droits de vote inférieur à 20 %.

En effet, pour ST Microelectronics, le président non-exécutif du conseil de surveillance est le Directeur Général de Bpifrance et ce dernier siège dans plusieurs comités spécialisés. De ce fait, Bpifrance est en capacité d'exercer une influence notable sur ST Microelectronics.

En ce qui concerne Soitec, Bpifrance est l'actionnaire disposant de la portion de droits de vote la plus importante et est représenté, outre au conseil d'Administration, à tous les comités.

S'agissant d'Eutelsat, Bpifrance est présent au conseil d'Administration ainsi qu'aux comités stratégiques du groupe.

9.2. – Intérêts détenus dans des filiales**Intérêts minoritaires dans les activités du groupe**

Le groupe ne détient pas de participations dans des filiales ayant des intérêts minoritaires considérés comme significatifs.

Nature et étendue des restrictions importantes

Le groupe ne dispose pas de restrictions importantes de nature légale, réglementaire ou contractuelle, limitant sa faculté à accéder aux actifs du groupe ou à régler les passifs du groupe.

9.3. – Intérêts détenus dans des partenariats et entreprises associées**Intérêts dans des entreprises associées**

Le groupe Bpifrance, par le biais de sa filiale Bpifrance Participations, a vocation à entrer au capital de sociétés porteuses de croissance et de compétitivité pour l'économie française en vue de stabiliser leur actionnariat et d'apporter les fonds propres nécessaires à leur développement.

Le groupe détient des intérêts dans des entreprises associées considérées comme individuellement significatives. Ces intérêts sont présentés après les ajustements liés à l'application de la méthode de la mise en équivalence.

Tableau des intérêts dans les entreprises mises en équivalence

(En millions d'euros.) au 31/12/2024	ST (**) Microelectronics	Eutelsat (*) Communications	Lac I	Soitec (**)
Etablissement principal	Suisse	France	France	France
Pourcentage de détention ultime	13,91 %	13,60 %	34,34 %	11,48 %
Méthode de consolidation	MEE	MEE	MEE	MEE
Dividendes reçus	41,7	0,0	0,0	0,0
Actif	22 097,4	8 518,4	5 379,1	2 607,1
Actifs non courants	11 667,1	7 202,0	5 378,2	1 211,3
Actifs courants	10 430,3	1 316,4	0,9	1 331,1
Actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	64,7
Passif	22 097,4	8 518,4	5 379,1	2 607,1
Capitaux Propres	14 448,0	3 947,2	4 456,4	1 491,3
Passifs non courants	2 794,3	3 809,9	921,8	756,0
Passifs courants	4 855,1	761,3	0,9	326,7
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	33,1
Résultat part du groupe	1 100,0	-873,2	53,0	112,5
Produit des activités opérationnelles	6 446,2	606,2	0,0	337,7
EBITDA	0,0	334,9	0,0	0,0
Résultat opérationnel	905,8	-789,6	-16,0	23,5
Résultat financier	334,0	-99,1	69,0	-8,1
IS	-153,0	-7,6	0,0	-1,8
Résultat de l'ensemble consolidé	1 086,8	-897,3	53,0	13,8
Juste valeur (s'il existe un prix coté)	3 043,6	139,5	NA	356,9
Rapprochement avec la valeur comptable de ces intérêts				
Capitaux propres part du groupe	17 289,0	3 551,4	4 456,4	1 491,3
Capitaux propres au pourcentage d'intérêt	2 404,0	483,0	1 530,3	171,2

Ecart d'acquisition	0,0	0,0	0,0	93,8
Retraitements de consolidation	57,7	-343,5	-66,9	-2,4
Valeur comptable des intérêts dans l'entreprise associée	2 461,7	139,5	1 463,5	262,6
Elimination des titres	-2 817,8	-1 062,3	-1 293,6	-111,2
Valeur de mise en équivalence en capitaux propres	-356,1	-922,8	169,9	151,4

(*) Informations financières IFRS semestrielles telles que publiées au 31 décembre 2024 pour Eutelsat Communications

(**) Informations financières IFRS semestrielles telles que publiées au 30 juin 2024 pour STMicroelectronics N.V., au 30 septembre 2024 pour SOITEC

(En millions d'euros.) au 31/12/2023	ST (**) Microelectronics	Tyrol Acquisition 1 Cie SCA (*)	Eutelsat (*) Communications	Lac I	Soitec (*)
Etablissement principal	Suisse	Luxembourg	France	France	France
Pourcentage de détention ultime	13,86 %	23,99 %	13,59 %	32,95 %	11,47 %
Méthode de consolidation	MEE	MEE	MEE	MEE	MEE
Dividendes reçus	27,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Actif	20 775,6	2 720,8	7 410,8	4 901,4	2 439,0
Actifs non courants	10 969,2	2 720,8	6 226,5	4 888,7	1 157,7
Actifs courants	9 806,3	0,0	1 184,3	12,7	1 281,3
Actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passif	20 775,6	2 720,8	7 410,8	4 901,4	2 439,0
Capitaux Propres	13 583,7	283,5	3 072,1	4 021,8	1 403,5
Passifs non courants	2 627,1	2 436,8	3 626,2	879,0	683,8
Passifs courants	4 564,7	0,6	712,5	0,6	351,7
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat part du groupe	1 760,2	0,0	328,3	-0,5	217,6
Produit des activités opérationnelles	7 758,4	0,0	1 131,3	0,0	704,2
EBITDA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat opérationnel	2 085,1	0,0	573,5	-11,3	243,4
Résultat financier	-206,3	0,0	-91,3	10,8	-5,5
IS	-313,1	0,0	-66,5	0,0	-21,0
Résultat de l'ensemble consolidé	1 565,6	0,0	328,3	-0,5	217,6
Juste valeur (s'il existe un prix coté)	5 672,2	NA	247,0	NA	662,5
Rapprochement avec la valeur comptable de ces intérêts					
Capitaux propres part du groupe	15 816,2	2 480,8	4 058,9	4 021,8	1 403,5
Capitaux propres au pourcentage d'intérêt	2 191,3	595,2	551,6	1 325,0	161,0
Ecart d'acquisition	0,0	0,0	0,0	0,0	93,8
Retraitements de consolidation	-29,3	-595,2	-304,6	0,0	-2,9
Valeur comptable des intérêts dans l'entreprise associée	2 162,0	0,0	247,0	1 325,0	251,9
Elimination des titres	-2 817,8	-372,7	-1 062,3	-1 294,6	-111,2
Valeur de mise en équivalence en capitaux propres	-655,8	-372,7	-815,3	30,4	140,7

(*) Tyrol Acquisition 1 Cie SCA, Soitec et Eutelsat Communications clôturent leur exercice au 31 mars et au 30 juin.

(**) Informations financières IFRS détaillées au 31/12/2023 non disponibles, données au 30/06/2023

Intérêts dans des entreprises associées considérées comme non significatives

Le groupe détient des intérêts dans des entreprises associées considérées comme individuellement non significatives.

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable globale	168,0	184,7
Montant global des quotes-parts		
Résultat net des activités poursuivies	9,2	-7,5
Résultat net après impôt des activités abandonnées	0,0	0,0
Autres éléments du résultat global	-4,2	37,8
Résultat global	5,0	30,3

9.4. – Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Nature et évolution des risques dans les entités structurées non consolidées		
Valeur comptable des actifs / passifs	496,6	488,8
Postes des états financiers où sont comptabilisés ces actifs / passifs	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat / Prêts et créances	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat / Prêts et créances
Montant de l'exposition maximale (bilan et hors bilan) de risque de perte (*)	1 011,4	1 048,1
Différence entre la valeur comptable et le risque maximum de perte	-514,8	-559,3

(*) Le montant d'exposition maximal de risque de perte a été évalué en additionnant les encours au bilan à ceux des engagements hors-bilan, considérant que la somme des montants déjà engagés et ceux devant être décaissés représentent le mieux le risque de perte maximal dans les entités structurées non consolidées.

9.5. – Sociétés exclues de la consolidation et titres de participation non consolidés significatifs au 31 décembre 2024

Société exclue de la consolidation (> 20 % droits de vote et montant brut > à 0,5 % du capital de Bpifrance)

Nom	Siège social	% détention	Motif de non consolidation
LABRADOR INVESTMENT HOLDINGS LIMITED	LONDON	20,16 %	Détention d'une participation dans le Groupe Cerba à 4,96 % via une holding

Titres de participation non consolidés significatifs (% < 20 % et montant brut > 1 % du capital Bpifrance) (En millions d'euros.)

Nom	Siège social	% détention	Capitaux Propres	Résultat
Doctolib	LEVALLOIS PERRET (France)	12,55 %	NC	NC
Orange	ISSY-LES-MOULINEAUX (France)	8,01 %	35 162	2 902
Stellantis	AMSTERDAM (Pays-Bas)	9,90 %	82 115	5 520
Technip Energies	AMSTERDAM (Pays-Bas)	9,98 %	2 115	409
Valeo	PARIS (France)	9,20 %	4 515	234
Verallia	La Défense, COURBEVOIE (France)	12,84 %	1 067	239
Worldline	La Défense, PUTEAUX (France)	8,18 %	9 222	-312

Note 10. – Avantages au personnel et autres rémunérations

10.1. – Charges de personnel

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-326,3	-306,6
Autres charges sociales	-148,6	-128,2
Charges fiscales	-44,6	-41,8
Charges des régimes à cotisations définies	-25,8	-21,6
Charges des régimes à prestations définies	-2,5	-2,9
Intéressement et participation	-45,5	-41,6
Dotations/reprises provisions pour engagements vis-à-vis du personnel	2,4	9,3
Total des charges de personnel	-590,9	-533,4

10.2. – Autres avantages du personnel

Avantages postérieurs à l'emploi : régime à prestations définies

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont calculés conformément à IAS 19 « Avantages du personnel » et sont couverts par des provisions ou des contrats d'assurance groupe.

Bpifrance contribue à deux régimes à prestations définies l'un relatif aux indemnités de fin de carrière et l'autre relatif aux frais de santé des retraités.

Indemnités de fin de carrière

Toutes les obligations relatives aux indemnités de fin de carrière sont couvertes par une assurance groupe et ont été estimées à partir des engagements actés pour les salariés ayant opté pour un congé de fin de carrière et d'hypothèses relatives aux modalités de départ en retraite pour les autres salariés.

Frais de santé des retraités

Les engagements évalués au titre des frais de santé des retraités ont été provisionnés conformément à l'accord du 20 décembre 2006 relatif à la prévoyance santé.

Caractéristiques et risques

Bpifrance s'est appuyé sur la pyramide des âges des salariés, leur date d'entrée dans la vie active et sur une première approche de la politique sociale qui pourrait se dessiner au vu de la réglementation actuelle et des accords d'entreprises.

Les avantages du régime des indemnités de fin de carrière sont acquis tout au long de la carrière en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise avec plafonnement à 6 mois de salaire brut et liquidés au départ à la retraite.

Les avantages du régime des frais de santé couvrent les salariés, et leurs ayants droit, ayant liquidé leur retraite avant le 31 décembre 2006. Ils bénéficient d'une participation mensuelle fixe de l'employeur d'un montant de 27,54 €.

Le fonds constitué en couverture des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière a été contractuellement externalisé auprès de CNP Assurances, qui le gère dans le cadre d'une orientation fixée par le groupe qui en assure la gouvernance.

Ces régimes à prestations définies exposent Bpifrance à un risque actuariel lié notamment au risque de longévité (plus particulièrement pour le régime des frais de santé), au risque de taux d'intérêt et aux risques de marché en ce qui concerne les actifs en couverture.

Les actifs du fonds

La ventilation de la juste valeur des actifs du régime est la suivante :

(En %.)	31/12/2024	31/12/2023
OPCVM		
Obligations	77 %	78 %
Actions	16 %	15 %
Monétaire	3 %	3 %
Autres	4 %	4 %
	100 %	100 %

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles de mortalité se basent sur les tables statistiques de mortalité publiques (TH 00-02 et TF 00-02).

Les dates de départ à la retraite sont estimées individuellement en fonction de l'année de naissance, de l'âge de début de carrière et de la durée de cotisations donnant droit à une retraite de la sécurité sociale à taux plein.

Les modalités de rotation de l'emploi (turnover) évoluent principalement en fonction de l'âge du salarié et ont été estimées statistiquement à partir des données historiques observées. Le taux de rotation de l'emploi est ainsi estimé pour les salariés de Bpifrance, principale entité du Groupe :

	31/12/2024		31/12/2023	
	Cadres	Non-cadres	Cadres	Non-cadres
Moins de 35 ans	7,1 %	9,2 %	6,6 %	8,2 %
Entre 35 et 44 ans	3,7 %	1,3 %	3,3 %	1,3 %
Entre 45 et 54 ans	1,4 %	2,7 %	1,2 %	2,7 %
55 ans et plus	0,3 %	0,0 %	0,3 %	0,0 %

Le taux d'actualisation, taux des obligations de première catégorie, a été déterminé en fonction de la durée de portage des engagements concernés.

Le taux annuel de progression des salaires et le taux de revalorisation des engagements de médaille du travail font également partie des hypothèses actuarielles.

Financement du fonds

Le fonds produit trimestriellement une analyse de la politique d'investissement. Selon un principe de prudence, il est investi majoritairement en OPCVM obligataires.

Au 31 décembre 2024, la duration moyenne de l'obligation relative aux régimes à prestations définies était de 17,4 ans pour les indemnités de fin de carrière et de 6,5 ans pour les frais de santé (respectivement 17,2 ans et 6,7 ans en 2023).

Une variation à la hausse de 0,5 % du taux d'actualisation conduirait à une diminution de l'engagement de -2,3 M€ alors qu'une baisse de 0,5 % conduirait à une hausse de l'engagement de 2,5 M€.

Autres avantages à long terme

Prime de médaille d'honneur du travail

Les salariés du groupe se voient octroyer des primes pour l'obtention de médailles d'honneur du travail. Ces engagements sont provisionnés sur la base des accords d'entreprises.

Retraite complémentaire

L'accord professionnel AFB du 13 septembre 1993 sur la réforme des régimes de retraite de la profession bancaire s'applique au personnel de Bpifrance. Le paiement d'un complément de pension bancaire et d'abattements non pris en charge par les caisses d'accueil au titre des droits acquis par ce personnel au 31 décembre 1993 est assuré par un fonds de réserve dont le montant est suffisant pour couvrir les besoins de l'espèce.

Départs anticipés

Au titre des départs anticipés, Bpifrance est engagé vis-à-vis de son personnel. Ces engagements sont provisionnés.

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière		Frais de santé	
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies
Solde d'ouverture	36,5	24,9	11,6	1,0
Impacts en compte de résultat	1,9	-0,9	2,8	-0,1
- Coût des services rendus au cours de la période	3,2	0,0	3,2	0,0
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	1,2	0,8	0,4	0,0
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-2,4	-1,7	-0,7	-0,1
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	n/a	n/a	n/a	n/a
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	2,4	0,1	2,3	0,0
- Ecart actuariels	2,4	0,1	2,3	0,0
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	1,3	0,0	1,3	0,0
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	0,1	0,0	0,1	0,0
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	1,0	0,1	0,9	0,0
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	40,7	24,2	16,8	0,9

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Médailles du travail		Total 31/12/2024	
	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	4,1	41,6	24,9	16,7
Impacts en compte de résultat	0,5	2,4	-0,9	3,3
- Coût des services rendus au cours de la période	0,6	3,7	0,0	3,7
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,1	1,3	0,8	0,5
- Coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0
- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-0,1	-2,6	-1,7	-0,9
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	0,0	0,0	n/a	0,0
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	0,0	2,4	0,1	2,3

- Ecart actuariels	0,0	2,4	0,1	2,3
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,0	1,2	0,0	1,2
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	0,0	0,1	0,0	0,1
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,0	1,1	0,1	0,9
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	4,6	46,4	24,2	22,2

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Indemnités de fin de carrière			Frais de santé
	Obligations au titre des prestations définies	Actifs du régime	Passif / (actif) net	Obligations au titre des prestations définies
Solde d'ouverture	36,1	28,2	7,8	1,1
Impacts en compte de résultat	0,2	-2,2	2,3	-0,1
- Coût des services rendus au cours de la période	2,7	0,0	2,7	0,0
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	1,0	0,8	0,2	0,0
- Coût des services passés	-0,1	0,0	-0,1	0,0
- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-3,5	-3,0	-0,4	-0,1
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	n/a	n/a	n/a	n/a
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	0,3	-1,1	1,4	0,0
- Ecart actuariels	0,3	-1,1	1,4	0,0
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	1,0	0,0	1,0	0,0
> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	-0,2	0,0	-0,2	0,0
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	-0,5	-1,1	0,6	0,0
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	36,5	24,9	11,6	1,0

Variation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (En millions d'euros.)	Médailles du travail		Total 31/12/2023	
	Obligations sur les autres avantages à long terme	Obligations	Actifs du régime	Passif / (actif) net
Solde d'ouverture	3,6	40,9	28,2	12,6
Impacts en compte de résultat	0,4	0,5	-2,2	2,7
- Coût des services rendus au cours de la période	0,4	3,1	0,0	3,1
- Intérêts sur le passif / l'actif au titre des prestations définies	0,1	1,1	0,8	0,3
- Coût des services passés	0,0	-0,1	0,0	-0,1
- Effets de variations du cours des monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime de l'employeur	0,0	0,0	0,0	0,0
- Cotisation au régime du participant	0,0	0,0	0,0	0,0
- Profit ou perte résultat de la liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0
- Prestations payées	-0,1	-3,7	-3,0	-0,7
- Ecart actuariels (sur les autres avantages à long terme)	0,0	0,0	n/a	0,0
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0
Impacts en gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	0,0	0,3	-1,1	1,4
- Ecart actuariels	0,0	0,3	-1,1	1,4
> dont écarts actuariels de la période liés à l'expérience	0,0	1,0	0,0	1,0

> dont écarts actuariels sur ajustements liés aux hypothèses démographiques	0,0	-0,2	0,0	-0,2
> dont écarts actuariels sur ajustements des hypothèses financières	0,0	-0,6	-1,1	0,5
- Rendement des actifs du régime	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variation de l'effet du plafond de l'actif	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde de clôture	4,1	41,6	24,9	16,7

10.3. – Effectifs

L'effectif moyen des entreprises consolidées par intégration globale s'établit à 4 384 salariés en 2024, dont 92 % de cadres.

10.4. – Rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration

Les rémunérations versées au cours de l'exercice aux mandataires sociaux se sont élevées à 450 milliers d'euros.
Les rémunérations versées aux administrateurs au titre de la présence et aux présidents des comités métiers s'établissent à 201,8 milliers d'euros.

Note 11. – Information sectorielle

Le groupe Bpifrance exerce principalement les métiers suivants :

- Les prêts à long et moyen terme : il s'agit de financements à long et moyen terme sous forme de prêts directs, de crédit-bail mobilier et immobilier et de location financière ; ils comprennent également les prêts innovation,
- Le financement court terme regroupe notamment les opérations de financement des créances publiques en métropole et dans les DROM-COM, soit directement, soit par signature,
- Les interventions en garantie couvrent les banques et les organismes d'intervention en fonds propres des risques de défaillance des bénéficiaires de financement,
- Les aides au financement de l'innovation sous forme d'avances remboursables ou de subventions,
- Les activités d'investissement en fonds propres sous forme d'investissements directs ou via des fonds directs (Investissement en Capital Développement) ou sous forme d'investissements indirects via les fonds de fonds (Investissement en Fonds de Fonds),
- L'international : filiale de Bpifrance, Bpifrance Assurance Export assure la gestion des garanties publiques à l'exportation au nom et pour le compte de l'Etat.

La rubrique « Autres » comprend l'activité essentiellement réalisée par les structures immobilières (SCI Bpifrance, Auxi-Finances), le crédit export, le Digital, Innovation Invest, l'activité d'Accompagnement ainsi que le métier « Création Entrepreneuriat & Territoires ».

31/12/2024 (En millions d'euros.)	Financement	Garantie	Financement de l'Innovation	Investissement en Capital Développement	Investissement en Fonds de Fonds	International	Autres	Total
PNB	714,0	154,2	134,4	825,4	170,4	58,2	39,7	2 096,3
Frais généraux	-338,5	-82,5	-163,5	-149,5	-51,3	-51,8	-333,6	-1 170,8
Coût du risque	-83,1	0,0	-37,8	-0,6	0,0	0,0	-38,0	-159,4
Résultat d'exploitation	292,3	71,7	-66,9	675,3	119,1	6,4	-331,9	766,0

31/12/2023 (En millions d'euros.)	Financement	Garantie	Financement de l'Innovation	Investissement en Capital Développement	Investissement en Fonds de Fonds	International	Autres	Total
PNB	675,1	172,1	103,1	719,1	174,5	57,1	112,7	2 013,8
Frais généraux	-313,9	-79,1	-148,6	-132,3	-44,3	-48,9	-285,8	-1 053,0
Coût du risque	-2,0	0,1	-23,8	-4,1	0,0	0,0	-26,5	-56,3
Résultat d'exploitation	359,2	93,1	-69,3	582,7	130,2	8,2	-199,6	904,4

(En millions d'euros.) Encours bruts	31/12/2024	31/12/2023
Prêts à long et moyen terme	42 356,0	41 572,3
. Dont prêts Innovation	1 948,5	1 860,4
Financement court terme	1 513,7	1 529,2
Aides au financement de l'innovation	821,3	866,0
Garanties données	14 481,8	13 981,3

Les fonds de garantie s'élèvent à 7 078,7 M€ en 2024 contre 6 983,8 M€ en 2023.

Les subventions accordées au titre de l'activité innovation s'élèvent à 117,6 M€ en 2024 contre 118,5 M€ en 2023.

Les actifs financiers des activités d'investissement s'élèvent à 25 738,7 M€ en 2024 contre 26 782,3 M€ en 2023 ; la trésorerie disponible s'élève à 1 348,6 M€ contre 1 408,6 M€ en 2023.

Note 12. – Engagements

(En millions d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	24 963,1	24 300,5
Engagements de financement de crédits	9 952,6	10 021,0
En faveur des établissements de crédit	0,0	42,0
En faveur de la clientèle	9 952,6	9 979,0
Engagements de financement d'aides à l'innovation	262,7	238,3
Engagements de garantie	14 481,8	13 981,3
En faveur des établissements de crédit	0,0	0,0
En faveur de la clientèle	14 481,8	13 981,3
Engagements sur titres (titres à livrer)	266,0	59,9
Engagements reçus	32 017,1	19 465,7
Engagements de financement de crédits reçus des établissements de crédit	28 689,8	16 301,1
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	3 327,3	3 164,6
Engagements sur titres (titres à recevoir)	0,0	0,0

Au sein des engagements de financement reçus des établissements de crédit, 19 534,9 M€ proviennent d'engagements reçus sur titres mis en pension.

Bpifrance enregistre au titre de ses opérations de change à terme au 31 décembre 2024 un encours de devises à recevoir de 1447,2 M€ (690,4 M€ au 31 décembre 2023) et un encours d'euros à livrer de 1392,7 M€ (689,6 M€ au 31 décembre 2023).

Note 13. – Autres informations

13.1. – Parties liées

Les parties liées au groupe Bpifrance sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation présenté en note 4, les participations non consolidées, ainsi que les sociétés exerçant un contrôle sur le groupe.

Informations relatives aux sociétés liées

Les transactions communes aux sociétés intégrées globalement sont éliminées dans les comptes consolidés.

Les transactions avec les sociétés exerçant un contrôle sur le groupe sont reprises dans la colonne « Sociétés exerçant un contrôle conjoint ». Il s'agit des transactions réalisées avec l'EPIIC Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations.

Les transactions avec les sociétés intégrées par mise en équivalence sont reprises dans la colonne « Entreprises associées ».

Les transactions avec d'autres entités liées non consolidées sont reprises dans la colonne « Autres parties liées ».

31 décembre 2024

Bilan

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Actif				
Prêts et avances	239,3	308,8	0,8	548,9
Instruments de capitaux propres	0,0	0,0	3,4	3,4
Autres créances	0,5	0,0	0,0	0,5
Total des actifs	239,8	308,8	4,2	552,8
Passif				
Dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0

Emprunts à terme	185,3	0,0	0,0	185,3
Autres passifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des passifs	185,3	0,0	0,0	185,3
Informations diverses				
Garanties émises par le groupe	0,0	3,9	0,0	3,9
Garanties reçues par le groupe	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépréciations des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

Compte de résultat

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	60,7	0,0	0,0	60,7
Charges d'intérêts	60,7	0,0	0,0	60,7
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations de services reçues	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des produits dont :	4,8	9,4	0,0	14,2
Produits d'intérêts	4,1	9,2	0,0	13,3
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations de services données	0,7	0,0	0,0	0,7
Produits de dividendes	0,0	0,2	0,0	0,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres informations				
Charges de l'exercice au titre des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

31 décembre 2023Bilan

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Actif				
Prêts et avances	197,2	313,8	0,4	511,3
Instruments de capitaux propres	0,0	0,0	3,4	3,4
Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des actifs	197,2	313,8	3,8	514,7
Passif				
Dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts à terme	273,0	0,0	0,0	273,0
Autres passifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des passifs	273,0	0,0	0,0	273,0
Informations diverses				
Garanties émises par le groupe	0,0	2,4	0,0	2,4
Garanties reçues par le groupe	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres engagements	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépréciations des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

Compte de résultat

(En millions d'euros.)	Sociétés exerçant un contrôle conjoint	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :	59,3	0,0	0,0	59,3
Charges d'intérêts	59,3	0,0	0,0	59,3
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0

Prestations de services reçues	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des produits dont :	2,8	7,8	0,0	10,6
Produits d'intérêts	2,8	7,6	0,0	10,4
Honoraires et commissions	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations de services données	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de dividendes	0,0	0,2	0,0	0,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres informations				
Charges de l'exercice au titre des créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0

13.2. – Honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé (montants HT, hors réseau)

(En milliers d'euros.)	KPMG Audit		PricewaterhouseCoopers Audit		Forvis Mazars	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Certification des comptes	497	441	1501	1432	624	587
Certification des informations en matière de durabilité CSRD	57	0	0	0	57	0
Autres prestations (*)	54	47	88	41	46	47
Total	608	488	1 589	1 473	727	634

(*) Lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, ...

13.3. – Activités pour compte de tiers

Les opérations gérées par Bpifrance (mandataire) pour le compte de tiers (mandants) ne figurent pas au bilan consolidé de la Banque.

(En millions d'euros.)	31/12/2024							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité de financement								
ARI (*)	22,1	0,0	0,0	22,1	0,0	22,1	22,1	15,4
Fonds de dettes	9,2	0,0	0,0	9,2	0,0	9,2	9,2	0,0
FDES PBAR	237,1	0,0	25,8	262,9	0,0	262,9	262,9	0,0
Activité de garantie								
PGE	210,1	0,0	0,0	210,1	0,0	210,1	210,1	33 240,0
Camulor		0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)		0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	78,0	78,0	0,0	78,0	78,0	683,2
FCS	0,0	0,0	121,4	121,4	0,0	121,4	121,4	113,3
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	564,4	0,0	0,0	564,4	1,4	563,0	564,4	244,8
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FUI	0,1	0,0	32,6	32,7	6,3	26,4	32,7	0,6
PSPC	221,7	0,0	76,4	298,1	106,3	191,8	298,1	77,8
FIS	3,7	0,0	5,5	9,2	4,8	4,4	9,2	4,2
FSN	36,8	0,0	107,1	143,9	10,2	133,7	143,9	2,2
PIAVE	44,6	0,0	60,4	105,0	7,9	97,1	105,0	8,6
PSIM	12,3	0,0	24,4	36,7	0,4	36,3	36,7	0,4
FGI CONCOURS d'INNOVATION PIA3	44,6	0,0	28,7	73,3	14,2	59,1	73,3	7,6
FNI-PRI	3,4	0,0	18,1	21,5	0,6	20,9	21,5	0,3
Frenc Tech Tremplin Bourse	0,0	0,0	5,2	5,2	0,1	5,1	5,2	4,4
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	200,7	459,5	12,8	673,0	673,0	0,0	673,0	429,2
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	211,7	1 664,9	8,8	1 885,4	1 885,4	0,0	1 885,4	327,3
PIA4 DIRIGE MATURATION	49,4	607,0	1,9	658,3	658,3	0,0	658,3	138,2
PIA4 FR2030 INDUST	87,2	2 332,2	115,8	2 535,2	2 535,2	0,0	2 535,2	2 140,6
PIA4 REGIONALISE	24,8	0,0	31,6	56,4	49,7	6,7	56,4	29,4
PIA 4 STRUCTUREL	124,7	498,1	9,3	632,1	632,1	0,0	632,1	336,1
FGI ATF PIA3	125,1	0,0	6,7	131,8	66,1	65,7	131,8	54,4
SIA	0,0	24,9	0,7	25,6	25,6	0,0	25,6	1,7

PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEEP TECH GPT	2,9	0,0	2,1	5,0	1,4	3,6	5,0	0,5
GRANDS DEFIS GPT	0,0	5,7	19,5	25,2	25,2	0,0	25,2	2,3
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	4,1	430,0	23,7	457,8	457,8	0,0	457,8	10,6
IPCEI H2	0,0	575,3	121,6	696,9	696,9	0,0	696,9	0,0
AII DEEPTech 2	0,0	0,0	49,7	49,7	39,0	10,7	49,7	3,8
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
French Tech Tremplin	0,9	0,0	1,1	2,0	0,3	1,7	2,0	0,0
CMA CGM DECARBO PECHE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CMA CGM INNOVATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
NCC-FR	0,0	0,0	1,1	1,1	0,0	1,1	1,1	0,0
ENTREPRENEUR IAT	0,0	27,8	63,9	91,7	91,7	0,0	91,7	10,3
FRIGPT	56,3	0,0	152,8	209,1	47,7	161,4	209,1	32,9
Total	2 297,9	6 625,4	1 254,2	10 177,5	8 037,6	2 139,9	10 177,5	37 920,1

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PIAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3

SIA : Satt incubateurs accélérateurs

PIA4 : 4^e programme d'investissements d'avenir

NCC-FR : Centre National de Coordination Cyber – France

(En millions d'euros.)	31/12/2023							
	Actif				Passif			Hors bilan
	Créances	Compte du mandant	Disponibilités	Total	Dettes	Compte du mandant	Total	
Activité de financement								
ARI (*)	40,1	0,0	0,0	40,1	0,0	40,1	40,1	17,1
Fonds de dettes	25,2	0,0	0,0	25,2	0,0	25,2	25,2	0,0
FDES PBAR	237,1	0,0	25,7	262,8	0,0	262,8	262,8	0,0
Activité de garantie								
PGE	27,5	0,0	0,0	27,5	0,0	27,5	27,5	56 942,8
Fonds gérés DROM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Camulor	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
FGRU (*)	0,0	0,0	4,3	4,3	0,0	4,3	4,3	0,0
Prêts étudiants	0,0	0,0	66,4	66,4	0,0	66,4	66,4	554,6
FCS	0,0	0,0	110,6	110,6	0,0	110,6	110,6	108,2
Activité d'aides à l'innovation								
Assurance Prospection	522,7	0,0	0,0	522,7	15,4	507,3	522,7	243,4
ATOUT	0,0	0,0	42,7	42,7	0,0	42,7	42,7	0,0
FUI	0,2	0,0	33,5	33,7	10,6	23,1	33,7	0,6
PSPC	233,5	0,0	66,4	299,9	159,3	140,6	299,9	116,6
FIS	3,5	0,0	5,0	8,5	5,3	3,2	8,5	4,7
FSN	51,9	0,0	92,4	144,3	13,9	130,4	144,3	2,6
PIAVE	56,6	0,0	49,1	105,7	9,9	95,8	105,7	13,5
PSIM	18,7	0,0	19,5	38,2	1,5	36,7	38,2	1,4
FGI CONCOURS d' INNOVATION PIA3	55,9	0,0	18,7	74,6	24,9	49,7	74,6	14,0
FNI-PRI	5,3	0,0	16,4	21,7	0,6	21,1	21,7	0,5
French Tech	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
French Tech Tremplin	0,5	0,0	1,6	2,1	1,6	0,5	2,1	0,0
PIA4 DEMONSTRATEURS DIRIGE	153,4	445,4	9,4	608,2	608,2	0,0	608,2	332,1
PIA4 DIRIGE DEPLOIEMENT	233,6	1 400,4	40,0	1 674,0	1 674,0	0,0	1 674,0	378,7
PIA4 DIRIGE MATURATION	24,0	13,2	147,6	184,8	184,8	0,0	184,8	586,1
PIA4 FR2030 INDUST	27,2	511,8	376,7	915,7	915,7	0,0	915,7	2 817,6
PIA4 REGIONALISE	12,5	0,0	26,3	38,8	28,2	10,6	38,8	33,7
PIA 4 STRUCTUREL	59,0	351,8	24,5	435,3	435,3	0,0	435,3	279,1
FGI ATF PIA3	108,9	0,0	18,2	127,1	95,7	31,4	127,1	79,4
SIA	0,0	3,6	3,3	6,9	6,9	0,0	6,9	0,0
PLAN BATTERIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEEP TECH GPT	3,1	0,0	2,2	5,3	2,9	2,4	5,3	0,7
GRANDS DEFIS GPT	0,0	18,7	12,6	31,3	31,3	0,0	31,3	2,2
IPCEI H2	0,0	846,1	49,4	895,5	895,5	0,0	895,5	0,0
FONDS INVESTISSEMENT INDUSTRIEL	2,2	638,4	82,6	723,2	723,2	0,0	723,2	16,0
FRENCH TECH TREMLIN BOURSES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6

AII DEEPTech 2	0,0	0,0	19,6	19,6	0,3	19,3	19,6	0,0
ENTREPRENEURIAT	0,0	0,0	35,6	35,6	31,2	4,4	35,6	14,4
FRIGPT	53,9	0,0	139,2	193,1	47,1	146,0	193,1	35,5
Total	1 956,5	4 229,4	1 540,0	7 725,9	5 923,3	1 802,6	7 725,9	62 597,1

(*) ARI : Aides à la réindustrialisation

FDES PBAR : Fonds de Développement Economique et Social

PGE : Prêt Garanti par l'Etat.

FCS : Fonds de cohésion social

FGRU : Fonds de Garantie pour le Renouvellement Urbain

FSN : Fonds national pour la Société Numérique

PSIM : Programme de Soutien à l'Innovation Majeure

PSPC : Projet de recherche et de développement Structurants des Pôles de Compétitivité

FUI : Fonds Unique Interministériel

FNI-PRI : Fonds national d'innovation - Partenariats régionaux d'avenir

PIAVE : Projets Industriels d'Avenir

ATF PIA 3 : Accompagnement et Transformation des Filières - Programme Investissement d'Avenir 3

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bpifrance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciations et provisionnement du risque de crédit

Risques identifiés

Dépréciations et provisionnement au titre du risque de crédit attendu sur les encours sains et dégradés (« bucket 1 », « bucket 2 »)

Comme indiqué dans les notes 5.4 et 5.5 de l'annexe aux comptes consolidés, Bpifrance comptabilise, au titre des pertes de crédit attendues, des dépréciations et des provisions sur les encours sains et dégradés.

Comme indiqué dans la note 6.17 de l'annexe aux comptes consolidés, le montant des dépréciations et provisions pour risque de crédit attendu sur encours sains et dégradés (bilan et hors-bilan) s'élève à 460,6 M€ au 31 décembre 2024. Ces dépréciations et provisions sont déterminées selon des modèles internes de risques de crédit (la probabilité de défaut, le taux de pertes en cas de défaut, ...) en tenant compte de données macro-économiques prospectives.

Les encours de crédit sont initialement classés en « bucket 1 ». Dans le cas où ils n'ont pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'origine (SICR), ils restent classés en « bucket 1 » et leurs dépréciations et provisions sont fondées sur les pertes de crédit attendues à 12 mois. En cas d'augmentation significative du risque de crédit, les encours de crédit sont transférés en « bucket 2 » et leurs dépréciations et provisions sont déterminées sur la base des pertes attendues à maturité.

Compte tenu notamment du contexte d'incertitudes économiques et politiques, la méthodologie relative au modèle de calcul des pertes attendues de Bpifrance a nécessité un certain nombre d'ajustements tel que précisé dans la note 8.2.9.5 de l'annexe.

Nous avons considéré que l'évaluation du risque de crédit attendu constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations et provisions induites constituent une estimation significative, en raison :

- du risque d'incidence matérielle sur les résultats de l'établissement.
- de la complexité de la détermination de paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en « bucket 1 » et « bucket 2 ».

Dépréciations et provisionnement au titre du risque de crédit avéré sur base individuelle (« bucket 3 »)

Bpifrance comptabilise des dépréciations et provisions pour couvrir les pertes de crédit résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Comme indiqué dans la note 5.5 de l'annexe aux comptes consolidés, la direction calcule des dépréciations sur base individuelle par différence entre la valeur comptable de l'actif présentant un risque de crédit avéré et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie qu'elle estime recouvrable à maturité après prise en compte de la mise en jeu des garanties.

Comme indiqué dans la note 6.17 de l'annexe aux comptes consolidés, le montant des dépréciations et provisions pour risque de crédit avéré s'élève à 862,7 M€ au 31 décembre 2024.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations et provisions pour risque de crédit avéré comme un point clé de l'audit en raison :

- de l'importance relative des encours de prêts dans le bilan et des engagements consentis à la clientèle.
- de l'importance de la valeur des garanties, de la couverture par les fonds de garantie, ainsi que de l'évaluation des flux recouvrables.

Approche d'audit

Nous avons pris connaissance des dispositifs de contrôle interne mis en place par l'établissement pour identifier les créances concernées et évaluer le montant des dépréciations et provisions à comptabiliser.

Nous avons également testé la conception et l'efficacité opérationnelle de contrôles que nous avons jugés clés relatifs à ces dispositifs.

Pour les dépréciations et provisions des encours sains et dégradés, nous avons effectué un examen critique de la documentation mise à disposition pour justifier la méthodologie utilisée et apprécier les critères d'identification par Bpifrance des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, des paramètres économiques projetés y compris l'examen des scénarios et du dispositif de gouvernance encadrant leur mise à jour.

Pour les dépréciations et provisions estimées sur base individuelle, nos travaux ont consisté en :

- un examen du dispositif de suivi des contreparties douteuses et contentieuses ;
- un examen du processus de détermination des dépréciations sur les dossiers en défaut (incluant la prise en compte de la valorisation des garanties) ;
- à tester les contrôles automatisés sur le déclassement des crédits et le calcul des montants de dépréciation.

Nous avons mis en œuvre par ailleurs les procédures substantives suivantes :

- pour les dépréciations des encours sains et dégradés, nous avons apprécié le caractère raisonnable des principaux paramètres retenus et leur modélisation, effectué un calcul indépendant de la provision au 31 décembre 2024 sur un échantillon de portefeuilles de crédit, réalisé des procédures sur les ajustements (dans le modèle et en dehors du modèle) apportés aux modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues et nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification de ces ajustements.
- pour les dépréciations sur base individuelle, nous nous sommes assurés, au moyen de sondages sur des dossiers de crédit, de l'adéquation de la dépréciation comptabilisée eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par l'établissement.

Evaluation des participations dans les entreprises mises en équivalence**Risque identifié**

Bpifrance détient des participations sur lesquelles elle exerce une influence notable. Dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés du groupe Bpifrance, ces participations sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part que le groupe détient dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées. Le compte de résultat reflète la quote-part du groupe dans le résultat des entreprises mises en équivalence.

Comme indiqué dans la note 3.3 des comptes consolidés, la valeur des participations mises en équivalence fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions de la norme IAS 36 relative à la dépréciation d'actifs, s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation et que ces événements sont susceptibles d'avoir un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés.

La valeur comptable des participations mises en équivalence est alors comparée à la valeur recouvrable qui correspond à la valeur la plus élevée entre d'une part, la valeur d'utilité calculée généralement selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés ou des méthodes multicritères, et d'autre part la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Au regard de l'importance relative des participations mises en équivalence dans le bilan du groupe et de la part significative de jugement requise par la détermination des valeurs d'utilité, nous avons considéré que la mise en œuvre des tests de dépréciation des participations mises en équivalence constituait un point clé de notre audit.

Au 31 décembre 2024, les participations mises en équivalence s'élèvent à 4 495,3 M€ - cf. note 6.12 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Approche d'audit

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification d'indicateurs objectifs de dépréciation et l'estimation des valeurs recouvrables et notamment des valeurs d'utilité sur titres mis en équivalence. Nous avons examiné le dispositif de contrôle en vigueur et notamment :

- l'identification d'éventuels indices de pertes de valeurs ;
- les méthodes et modèles mis en œuvre par le groupe pour l'évaluation des valeurs recouvrables
- la documentation des analyses réalisées.

Avec le support de nos experts en évaluation, nous avons examiné, pour les principales participations mises en équivalence au 31 décembre 2024 :

- l'approche retenue et les données utilisées par le groupe (valorisation boursière, performances récentes ou prévisions de résultats...) pour apprécier l'existence d'indicateurs objectifs de dépréciation ou estimer la valeur d'utilité des titres ;
- les paramètres de marché retenus pour l'estimation des valeurs d'utilité (beta et prime de marché notamment) ;
- les paramètres d'évaluation (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme) ;
- les calculs des modèles d'évaluation.

Nous avons examiné par ailleurs les informations communiquées dans l'annexe aux comptes consolidés.

Évaluation des actifs financiers à la juste valeur par résultat ou capitaux propres classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur**Risque identifié**

Bpifrance détient via son pôle Investissement, un portefeuille de participations non cotées, d'obligations convertibles ou remboursables en actions et de parts d'OPCVM, comptabilisés en date d'acquisition au prix de négociation.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur de ces actifs financiers détenus en direct ou par le biais de fonds de capital investissement est estimée par comparaison avec d'éventuelles transactions récentes portant sur le capital des participations concernées, réalisées avec des tiers indépendants et dans des conditions normales de marché. En l'absence de telles références, la juste valeur est déterminée (tout en tenant compte de l'environnement économique incertain) à partir de techniques communément utilisées (multiples d'EBIT ou d'EBITDA, flux de trésorerie actualisés, etc.) ou sur la base de la quote-part d'actif net revenant au groupe, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes, s'agissant des parts de fonds gérés par des sociétés externes au groupe.

Nous avons considéré la détermination de la juste valeur des participations non cotées comme un point clé de l'audit au 31 décembre 2024, en raison :

- du risque d'incidence significative sur les résultats du groupe, au regard de l'importance du poste au niveau des états financiers consolidés ;
- de l'importance du jugement requis pour la détermination des justes valeurs et du recours à des données non observables ;
- de la sensibilité des valeurs d'utilité à certains paramètres d'évaluation.

Au 31 décembre 2024, la valeur des actifs financiers classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur et comptabilisés (cf. note 6.20) :

- à la juste valeur par résultat s'élève à 7 522,1 M€ ;
- à la juste valeur par capitaux propres s'élève à 7 319,5 M€.

Approche d'audit

La Direction a mis en place un dispositif de contrôle pour l'identification et le suivi opérationnel des actifs enregistrés à la juste valeur par résultats ou capitaux propres de niveau 3 et pour l'évaluation de leur juste valeur.

Nous avons examiné ce dispositif et testé, sur base d'échantillons, la conception et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles clés portant notamment sur :

- Le choix des approches d'évaluation de la juste valeur, s'agissant de participations non cotées, des parts d'OPCVM ou d'autres actifs enregistrés à la juste valeur ;
- La détermination des paramètres de marché (beta et prime de marché) ou d'évaluation (flux contractuels attendus le cas échéant, taux d'actualisation, taux de croissance, multiples d'Ebit ou d'Ebitda, etc.) ;
- La documentation des analyses réalisées et les contrôles de premier et de second niveau sur ces analyses.

Avec le support de nos experts en évaluation, nous avons examiné une sélection de lignes du portefeuille au 31 décembre 2024 et réalisé les travaux suivants :

- Examen des données retenues par le groupe et analyse critique de la méthodologie d'évaluation dans le contexte économique actuel ;
- Vérification arithmétique des modèles d'évaluation ;
- Examen des paramètres d'évaluation (taux d'actualisation, taux de croissance à long terme, taux d'impôt, multiples sectoriels) ;
- Validation des valeurs liquidatives des fonds retenues ;
- Examen du classement des actifs selon leur hiérarchie de valeur.

Nous avons examiné par ailleurs les informations communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen. Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bpifrance par l'assemblée générale du 28 mai 2009 pour le cabinet KPMG Audit FS I et du 11 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG Audit FS I était dans la 16^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 3^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 17 mars 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Clavié

KPMG Audit FS I
Nicolas Bourhis

C. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au greffe du Tribunal de Commerce de Créteil